

RAPPORT N° 305 19 décembre 2006
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
sur le postulat N° 233.03 Beat Vonlanthen/Jean-
Pierre Dorand concernant la formation politique
des jeunes

A la suite de l'acceptation du postulat Beat Vonlanthen et Jean-Pierre Dorand (*BGC* 2004 p. 750), nous avons l'honneur de vous soumettre notre rapport.

1. RAPPEL

1.1 Objectifs du postulat

En se référant notamment à une étude du professeur Fritz Oser «Jugend und Politik», les Députés Beat Vonlanthen et Jean-Pierre Dorand relevaient que les jeunes Suisses et Suissesses par rapport aux jeunes d'autres pays, d'une manière générale, ne manifestaient qu'un intérêt très limité pour les questions politiques, et en particulier déclaraient ne pas vouloir, le moment venu, participer aux scrutins populaires.

Ils constataient enfin, que parmi les jeunes, beaucoup d'entre eux ne connaissaient pas ou connaissaient mal les institutions politiques et leur fonctionnement. D'où, selon eux, l'intérêt public de rechercher les causes de cette situation et d'y apporter les solutions idoines.

1.2 La réponse du Conseil d'Etat

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat a reconnu qu'il était souvent difficile de motiver les jeunes à se préoccuper de manière soutenue et continue de la vie politique. Il estimait que cette appréciation n'était pas nouvelle et les causes en étaient pour une large part connues. Le gouvernement avait néanmoins considéré que les objectifs du postulat apparaissaient légitimes et qu'il y avait lieu d'y donner suite. Il avait déclaré qu'il confierait au Conseil des Jeunes lui-même de procéder à l'analyse souhaitée et qu'à l'occasion de ce rapport, il présenterait un bilan de l'activité du Conseil des Jeunes, qui peut également être considéré comme réponse aux questions posées.

1.3 Prise en considération

Dans la prise en considération de ce postulat, les éléments suivants ont été mis en évidence:

- L'importance pour les jeunes d'une éducation, morale, sociale et citoyenne
- La sensibilisation à la démocratie des enfants, même dès leur jeune âge
- La nécessité de donner aux jeunes les moyens de se former une opinion indépendante
- L'amélioration, dans le cadre scolaire, de la formation civique et de la connaissance des institutions politiques
- L'octroi de moyens supplémentaires au Conseil des jeunes pour amplifier son action
- Le rôle important de la presse dans l'image positive et constructive qu'elle est censée donner du monde politique
- La mise sur pied de conseils des jeunes au niveau communal, afin de faciliter une approche plus concrète et un meilleur suivi des affaires publiques.

2. RAPPORTS DU CONSEIL DES JEUNES (CJ)

Conformément au mandat qui lui a été confié et malgré les difficultés rencontrées à la fois au point de vue de la complexité de la matière et des moyens limités dont il dispose, le CJ a procédé non seulement à une analyse approfondie du manque d'intérêt d'une majorité de jeunes pour la politique, mais a émis une série de propositions concrètes. Comme convenu aussi, le CJ a fait un bilan fouillé et critique de ses activités depuis son institution en 1999. Dans ce même rapport, il émet également plusieurs propositions visant à améliorer le fonctionnement et l'impact des activités de ce Conseil. Ces deux documents, tels qu'ils ont été rédigés par le CJ sont annexés au présent rapport (annexes a et b).

3. DÉTERMINATION DU CONSEIL D'ÉTAT

1. Pour l'essentiel, le Conseil d'Etat peut adhérer à la fois au contenu de ces deux rapports et aux propositions qui y sont faites. S'agissant d'abord du constat, il y a lieu de relever à propos des offres de formation existantes (cf. point 2.1.3 annexe a «cycles d'orientation») que tous les élèves du cycle d'orientation (CO) ont un cours d'une heure hebdomadaire de civisme en 2^e année. La grille horaire prévoit pour les élèves de 2^e pré-gymnasiale avec latin de conduire parallèlement le cours de civisme (une leçon hebdomadaire) et le cours d'histoire, également à raison d'une leçon hebdomadaire. En particulier, vérification faite auprès du CO mentionné dans le rapport, les élèves de 2^e pré-gymnasiale avec latin de cet établissement ont également droit à ce cours. En revanche, il arrive parfois que la préférence soit donnée à l'histoire au détriment de l'instruction civique dans certaines classes.

Les constatations faites dans le premier rapport (annexe a), page 2, sous point «Divergence de l'enseignement civique», sont en revanche inexactes. Le programme des cours et les supports (moyens d'enseignement) ont été revus en 1994. Un classeur qui est composé de douze parties rédigées en lien avec le manuel des élèves, a été élaboré par les éditions Fragnière et édité par l'Office du matériel scolaire. Il est remis à chaque enseignant et constitue le référentiel des contenus et objectifs visés, soit l'homme universel, le citoyen, l'organisation politique de la suisse et l'ouverture sur le monde.

Par ailleurs, pour chaque chapitre, il contient les indications méthodologiques et les activités à pratiquer avec les élèves. Il est donc erroné de dire qu'il n'y a ni plan des cours officiel, ni objectifs, ni contenus. Les cours de civisme sont également ouverts sur l'actualité, en particulier politique. Des nuances apparaissent sous tous les contenus, mais il est exagéré de prétendre que les cours de civisme prennent des directions totalement différentes selon les professeurs.

2. En ce qui concerne l'avenir, le Conseil d'Etat peut aussi rejoindre le CJ sur la plupart de ses propositions et de faire une distinction entre les mesures à prendre dans le cadre scolaire de celles qui peuvent être mises en place par des institutions politiques ou privées.

a) Le rôle de l'Etat consiste en effet prioritairement à offrir, dans le cadre du cursus scolaire une connaissance suffisante des institutions politiques, de leur fonctionnement et des modalités de participation démocratique des citoyens à la formation de la volonté politique de l'Etat et à ses réformes. C'est dans ce sens que la nouvelle grille horaire prévoit

effectivement – comme le suggère le CJ – d’inscrire le cours d’éducation à la citoyenneté (anciennement civisme) en 3^e année de Cycle d’orientation. Compte tenu de l’application progressive de la nouvelle grille horaire, il sera donné pour la première volée en automne 2007. En plus de cette unité hebdomadaire, un cours à option est proposé aux élèves de 2^e année des classes à exigences de base (anciennement pratique), car certains de ces élèves quittent l’école au terme de leur 2^e année (qui est pour eux la 9^e année scolaire). C’est précisément pour s’assurer qu’ils disposent des bases de civisme et d’éducation à la vie politique au sens large que ce cours leur est proposé.

Le CJ préconise également la mise en place d’une certaine systématisation de votation à blanc. Si cette idée, qui n’est pas nouvelle, est intéressante et plus d’un titre, elle ne doit pas être généralisée et imposée. Au vu des nombreuses expériences qui ont été faites à ce propos dans plusieurs écoles du CO, il apparaît que de telles démarches doivent au contraire être ponctuelles et à l’initiative des enseignants de cette discipline et de la direction des écoles.

En ce qui concerne le programme scolaire des études gymnasiales (secondaire 2), il est vrai, comme le constate le rapport du CJ (cf. pt 2.1.4), qu’aucun cours d’éducation à la citoyenneté proprement dite n’est dispensé. En revanche, il y a lieu d’observer à cet égard qu’entre les cours d’économie, de droit et d’histoire, les 5 à 10% de ces cours sont consacrés aux institutions et à la vie politique, ce qui représente sur les quatre années gymnasiales l’équivalent d’une leçon hebdomadaire durant une année. Cet espace semble ainsi suffisant pour transmettre les éléments indispensables d’une connaissance de la matière de cours. Il faut ainsi en conclure qu’il n’apparaît pas nécessaire d’instituer à ce niveau à proprement parler des cours de civisme, mais bien plutôt d’inviter les enseignants à mettre à profit de façon optimale les éléments d’instruction civique qui peuvent se dégager des cours d’économie, de droit ou d’histoire. Cela d’autant plus qu’un cours sur le civisme porterait inévitablement sur la charge scolaire, au détriment d’autres branches.

Quant à la proposition d’organiser des journées thématiques dans les écoles supérieures (cf. pt 5.1.6), l’idée doit être encouragée, tout en précisant que l’initiative et l’organisation de telles journées doivent rester au niveau des directions des établissements.

- b) Enfin, le CJ formule plusieurs propositions à mettre en œuvre hors du cadre scolaire; elles s’adressent à la fois à l’Etat et aux communes. Il convient d’y ajouter les organisations de la société civile.

En ce qui concerne l’Etat, son soutien doit en priorité s’inscrire dans la reconnaissance de l’activité du CJ et de l’aide concrète qu’il peut lui apporter. C’est ainsi que la loi du 12 mai 2006 sur l’enfance et la jeunesse a institué formellement le Conseil des jeunes dont les principales tâches sont les suivantes:

- la représentation des jeunes auprès des autorités politiques et administratives;
- la mise en place d’actions concrètes de sensibilisation sur les préoccupations de l’enfance et de la jeunesse.

Le Conseil des Jeunes, selon la loi précitée, se compose de quinze à trente membres. La Direction dont il relève règle son organisation. Dans ce cadre, il conviendra de prendre en compte dans une large mesure des expériences faites jusqu’à ce jour par le CJ et telles qu’elles sont décrites de manière circonstanciée dans son rapport-bilan (cf. annexe b), en particulier «des problèmes généraux rencontrés par le CJ» évoqués sous pt 6 dudit rapport. La pratique a laissé en effet apparaître deux problèmes majeurs, à savoir le suivi des activités et la représentativité du CJ. Malgré un engagement important de nombreux jeunes et l’intense activité déployée, celle-ci dépendant dans une large mesure de la disponibilité des responsables selon leur cursus scolaire ou universitaire, la priorité donnée aux examens à certaines périodes est légitime. Quant à la légitimité du CJ, la proposition faite par le CJ de l’instauration d’un parlement des jeunes (cf. pt 5.2.1 de l’annexe a), selon des modalités à définir, peut être une réponse appropriée, tout en étant conscient qu’une telle institution, du point de vue administratif, est lourde à gérer.

Le CJ propose par ailleurs un projet de formation qui, au niveau communal, serait de nature à faciliter l’investissement des jeunes au niveau local. D’autres pistes sont envisageables, telles que par exemple l’intégration des jeunes dans certaines commissions communales ou encore dans différents projets. Il appartiendra donc aux autorités communales d’y réfléchir, le CJ pouvant à cet égard, dans le cadre de leur programme d’activités, élaborer quelques recommandations.

Enfin, la nouvelle Constitution permet à l’Etat de soutenir les organisations dites de la «société civile». Elle attribue à l’Etat et aux communes en particulier la mission d’assumer auprès des jeunes la promotion du civisme et de la citoyenneté. Parmi les organisations visées figurent les partis politiques dont il est demandé de contribuer de manière importante au fonctionnement de la démocratie. L’initiation des jeunes à la vie politique devrait aussi en faire partie, cela d’autant plus que l’Etat peut leur accorder un soutien financier. Ces questions pourront ainsi être traitées dans les projets N° 66 et 67 figurant à l’inventaire des projets législatifs de mise en œuvre de la Constitution, se rapportant au soutien aux organisations de la société civile et à la promotion du civisme et de la citoyenneté.

Le Grand Conseil est invité à prendre acte de ce rapport.

Annexes

- a) Rapport du Conseil des jeunes sur le postulat Beat Vonlanthen/Jean-Pierre Dorand concernant la formation politique des jeunes
- b) Bilan d’une expérience: le Conseil des jeunes du canton de Fribourg

Rapport du Conseil des jeunes sur le postulat Beat Vonlanthen et Jean Pierre Dorand concernant la formation politique des jeunes

1 INTRODUCTION

Partant de l'étude PISA et de celle du professeur Oser, et en y ajoutant leurs expériences personnelles, les députés Jean-Pierre Dorand et Beat Vonlanthen ont déposé un postulat sur le niveau de formation et de participation des jeunes à la vie politique.

Même si ce type d'étude a déjà été mené à maintes reprises, le Conseil des Jeunes (ci-après : CJ) s'est donné comme objectif de répondre à ce postulat en adaptant ces études nationales voir internationales à l'échelle du canton de Fribourg tout en y apportant sa vision. Les réflexions ainsi que les constatations globales sont donc quasi identiques aux anciennes études. Cependant le contenu de cette réponse est limité au canton de Fribourg. En conséquence, les propositions d'actions sont ciblées et précises et devraient amener à des résultats concluants. Toutes les parties, concepts et propositions concernant directement le CJ ont été réunis dans l'annexe a.

2 OFFRES DE FORMATION EXISTANTES

Dans ce rapport, le CJ explique la situation actuelle quant aux formations existantes sur la politique.

2.1 Dans le cadre scolaire

2.1.1 Généralités

Selon une enquête approfondie réalisée par le CJ auprès des enseignants et des directeurs d'école, il apparaît d'une manière générale que l'état actuel de la formation des jeunes à la vie politique est insuffisant. Ce sentiment général est partagé par la plupart des enseignants, des élèves et des membres du CJ.

2.1.2 École primaire

Les écoles primaires n'ont actuellement aucun cours sur la politique. Cela est jugé comme parfaitement normal, puisque l'âge et la maturité des élèves ne leur permettent pas d'éprouver un intérêt quelconque, ni une compréhension de ce « monde des grands ».

2.1.3 Cycles d'orientation

Les cycles d'orientation, dont la durée est de trois ans, ne possèdent pas tous un cours de civisme durant une année à raison d'une heure hebdomadaire. Quatre grandes constatations à ce sujet peuvent être faites.

Divergence de l'enseignement civique

Il a été constaté une absence totale d'un plan de cours officiel dans lequel seraient cités les objectifs, le contenu ainsi que les matières apparentées. Il apparaît en particulier que les cours de civisme prennent des directions totalement différentes selon le professeur qui enseigne la branche, malgré l'existence, apparemment peu connue, d'un plan de cours concernant l'instruction civique datant de

1986. De plus, selon l'enquête mentionnée ci-dessus, le temps consacré à la vie politique suisse durant le cours de civisme oscille entre 15 et 30 %, ce qui est extrêmement peu.

Absence de cours de civisme

Selon la direction des cycles d'orientations francophones du canton de Fribourg, tous les élèves de deuxième année des cycles d'orientation francophones du canton ont une heure de civisme hebdomadaire. Mais ce n'est pas le cas. En effet, les élèves de deuxième année pré-gymnasiale avec latin du CO de la Gruyère n'ont pas droit à ce cours puisque la préférence est donnée au cours d'histoire au détriment de celui d'instruction civique. Selon le CJ, il serait plus judicieux de mettre le cours de civisme en troisième année. En effet, la deuxième année correspond plus ou moins à l'âge de la puberté, âge où surviennent toutes sortes de problèmes liés à l'adolescence. C'est pourquoi le CJ conseille de déplacer le cours de civisme en troisième année.

Manque de suivi

Le troisième point est le manque de suivi après ce cours donné en deuxième année. En effet, il se pourrait que la continuité du cours de civisme en troisième année du cycle d'orientation soit une alternative au fait de devoir déplacer ce cours en troisième année d'études secondaires. Il peut être facilement constaté que les élèves sont poussés à la vie politique de manière ponctuelle, ce qui laisse sous-entendre un certain relâchement ainsi qu'une certaine négligence. En effet, mis à part le cours de civisme en deuxième année, aucune autre structure n'existe. Ce déficit est d'autant plus marquant que les élèves de deuxième année oublient rapidement ce qu'ils ont appris, car la politique ne les intéresse tout simplement pas encore à cet âge. La continuité serait un bon moyen pour les intéresser à cette politique tant incomprise. En mettant le cours de civisme en troisième année, cela permettrait également d'instaurer du civisme en première année du collège ou d'apprentissage durant les heures d'histoire par exemple. Un plus grand suivi ainsi qu'une augmentation des heures consacrées à la vie politique est donc à envisager.

Inégalité linguistique

Les élèves des cycles d'orientation alémaniques du canton de Fribourg n'ont même pas droit à un cours de base d'éducation civique comme la majorité de leurs confrères francophones. Au CO de Jolimont, par exemple, Suisses alémaniques et francophones se côtoient pendant leurs années de cycle d'orientation, mais les Suisses alémaniques n'ont l'occasion de se faire instruire en matière de politique que dans le cadre du cours d'histoire. Les francophones, par contre, ont droit à un cours de civisme.

Cependant, comme l'annonce le Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande, les alémaniques devraient avoir un cours d'histoire dont le contenu serait plus axé sur la politique d'ici à 2007.

Etudes gymnasiales (secondaires II)

Les études supérieures ou du moins gymnasiales ne possèdent pas un cours exclusivement consacré à la vie politique de notre pays. Cependant, celle-ci est abordée sommairement durant le cours d'économie et droit obligatoire en première année. Elle est également brièvement traitée lors du cours d'histoire qui, quant à lui, est enseigné durant toute la formation gymnasiale. Cela dit, que ce soit le cours « économie et droit » ou le cours d'histoire, la partie consacrée à la vie politique ne

représente que 5 à 10 % (cf. enquête du CJ susmentionnée) du programme annuel. Ce qui, encore une fois, est largement insuffisant. De plus, les quelques pourcents consacrés à la politique ne traitent pas nécessairement de la politique actuelle mais passée.

2.2 Hors cadre scolaire

Hors du cadre scolaire, les jeunes d'aujourd'hui disposent de nombreux moyens pour s'informer des changements, des succès ou des échecs du monde politique. Reste à savoir quels sont ces moyens et si ceux-ci sont utilisés par les jeunes, ou accessibles à tous.

2.2.1 La formation autodidacte

La famille

A défaut d'avoir des structures suffisantes pour l'apprentissage de la citoyenneté à l'école, la famille, et tout particulièrement les parents, ont un rôle essentiel dans la formation politique des jeunes.

Il est assez aisé de constater que les jeunes dont les parents sont impliqués dans la vie politique de la commune, du canton, voire du pays sont plus facilement enclins à s'intéresser aux questions politiques, à aller systématiquement voter. Cependant, il est également évident que les parents qui n'ont pas terminé leur école obligatoire ou n'ont pas fait d'études ou d'apprentissage n'ont pas forcément les outils nécessaires pour comprendre les enjeux de la politique et les expliquer à leurs enfants. Dans ce cas, les jeunes devront aller chercher les informations indispensables à leur compréhension du monde politique ailleurs.

Les relations sociales

Les relations sociales sont un autre moyen d'être informé sur les questions politiques. A partir du cycle d'orientation, certains jeunes se démarquent par leur intérêt pour la politique. Si ceux-ci sont bien informés, ils peuvent être pour leurs amis une source d'information importante qui permettra une bonne entrée en matière. En effet, même si la qualité des informations données n'est pas toujours excellente, le jeune pourra susciter chez ses amis un intérêt pour un sujet particulier et l'inciter à poser des questions dans son entourage, voire à se renseigner par la lecture d'articles, la visualisation d'émissions télévisées ou la recherche d'informations sur Internet.

Les médias

Les médias sont en général une excellente source d'informations en tout genre, politiques y compris. Les journaux publient régulièrement et tout particulièrement en période de votations, des articles et interviews présentant les enjeux des votations et les divers avis sur la question. De même, la télévision propose des émissions de débat (« Infrarouge » sur la TSR, par exemple) et d'explications à propos de diverses questions politiques actuelles. De plus, le journal télévisé aborde régulièrement des sujets qui touchent à ces dernières.

Cependant, ce genre d'articles et d'émissions n'est pas particulièrement apprécié par la majeure partie des jeunes. En effet, ils ne comprennent pas forcément leur contenu, faute du vocabulaire ou des bases culturelles appropriés, et ont facilement tendance à préférer les épisodes inédits d'une série à la mode ou le cahier sportif de leur quotidien à ces émissions qu'ils considèrent pour la plupart comme rébarbatives.

La vie associative ou locale

Les diverses sociétés locales que sont les clubs de football ou les sociétés de jeunesse ont une organisation très hiérarchisée (présence d'un comité, d'un président, etc.). La participation d'un jeune à la vie de ces sociétés lui permet, bien qu'indirectement, de comprendre la manière de fonctionner de notre société actuelle en général, qui est elle-même très hiérarchisée.

2.2.2 Les jeunesses de partis et de syndicats

Pour un jeune qui s'intéresse à la politique, les jeunesses de partis et de syndicats sont un excellent moyen d'entrer dans ce monde qui semble inaccessible pour beaucoup. En effet, par leurs diverses activités, par leur participation à des débats, les membres de ces associations sont en contact avec des hommes et femmes politiques qui sont normalement aptes à répondre à beaucoup de leurs questions.

Cependant, une implication dans une telle organisation demande déjà une certaine connaissance de la politique et un certain intérêt pour celle-ci. Comme ces jeunesses sont rattachées à un parti, il faut être déjà convaincu du programme d'un parti et de ses convictions à un jeune âge, ce qui n'est pas toujours évident.

2.2.3 Les conseils et parlements de jeunes

Un autre moyen de s'initier à la politique est de devenir membre d'un conseil ou d'un parlement de jeunes. La deuxième partie, bilan du CJ, explique l'importance d'avoir un Conseil des Jeunes cantonal.

3 CAUSES DES LACUNES EN MATIERE D'EDUCATION AU CIVISME

Maintenant que la situation actuelle concernant l'éducation des jeunes en matière de politique a été évoqué, le CJ poursuit par l'évocation de plusieurs causes de ces lacunes. Différentes causes ont déjà été implicitement abordées dans le point 2, à savoir le manque du développement du sens civique et le manque de structure scolaire. Les points « Manque d'introduction » et « Manque d'approfondissement » abordent également ce thème. D'autres causes sont expliquées ci-dessous.

3.1 Langage politique technocratique et inaccessible

Le langage utilisé par les politiciens est complexe et difficile d'accès, puisque aucune structure n'est en place pour apprendre à le maîtriser. Les citoyens se retrouvent donc face à un vocabulaire quasi incompréhensible. Ceci a pour effet de les décourager et donc de leur faire perdre tout intérêt pour la vie politique de leur pays.

3.2 Complexité du système politique

Le système politique est un univers compliqué dont l'accès est décourageant. Ce n'est du reste pas sans raison que la plupart du temps le mot « politique » n'est pas précédé du mot « système », mais bel et bien du mot « monde ». En effet, sa complexité en fait un monde à part et le sépare du citoyen moyen.

3.3 Monde politique décrédibilisé et décrié

De par les fausses promesses de certains politiciens, de par la divergence entre les opinions des divers Conseillers fédéraux, nationaux, d'Etat et communaux, et de par une situation économique se dégradant, les citoyens ont tendance à ne plus croire au système politique.

3.4 Manque de structure familiale

Si l'on devait citer un endroit où il est impossible d'agir, ce serait le cocon familial. En effet, la transmission de la culture, des valeurs et des connaissances sur la vie politique du pays dépend du bon vouloir des parents. De plus, le problème ne reste pas stable, mais s'aggrave d'année en année, car tout enfant dont les parents ont subi le manque de structure et qui par conséquent sont désintéressés de la vie politique sera pris dans le cercle vicieux du désintérêt et de la perte de confiance envers le système politique.

4 EFFETS

Les conséquences des faits évoqués plus haut sont expliquées dans ce point.

4.1 À court et à moyen terme

Le CJ entend par effets à court et moyen terme les conséquences directes qui peuvent survenir à cause du manque de formation civique notamment.

4.1.1 Désintérêt

Le problème principal est bien entendu le désintérêt des jeunes. Comment peuvent-ils s'intéresser à quelque chose qui ne leur est pas bien, voire pas du tout, expliqué? Tant qu'ils ne comprendront pas la politique, ils ne s'y intéresseront pas. Mais pourquoi un tel désintérêt? Les deux sous points ci-dessous tentent de l'expliquer.

Manque d'introduction

Bien qu'un certain intérêt existe, les jeunes ne sont pas assez introduits au monde politique. Ceci est un effet de l'éducation politique qui n'est pas assez élaborée dans le cadre scolaire et en dehors de celui-ci.

Manque d'approfondissement

Les cours de civisme ne sont pas assez approfondis. Bien que l'on y apprenne les termes les plus importants (partis, forces, etc.), cela est insuffisant. Lors des votations, beaucoup de termes sont mélangés, mal compris, voire pas compris du tout par la population.

Si tous ces gens savaient quels sont les objets et les enjeux de la politique, l'intérêt de participer aux votations serait bien plus grand.

4.1.2 Faible participation aux votations

La faible participation aux votations découle du manque d'intérêt. Si l'on regarde le pourcentage de participation aux votations fédérales ces cinq dernières années, la moyenne est de 46 % environ.

Cela signifie que plus de 50 % des citoyens ne vont pas voter, et parmi eux un grand nombre de jeunes (cf. annuaire des statistiques 2005). S'ils ne vont pas voter c'est que cela ne les intéresse pas. Ils ne se sentent en effet pas concernés et n'ont pas les outils nécessaires pour comprendre l'utilité d'aller voter.

4.2 A long terme

4.2.1 Distance de la politique

Les gens se sentent de plus en plus éloignés de la politique, ce qui est très compréhensible. Ce monde leur semble si loin que pour eux, les politiciens forment une catégorie bien à part de la société. Beaucoup de citoyens disent aussi que ces derniers font de toute façon ce que bon leur semble. Le peuple perd petit à petit sa confiance en la politique et la représentativité des élus diminue. Ainsi, au fil des années, la relation entre la politique et le peuple risque de ne plus fonctionner !

4.2.2 Désengagement

Un autre effet possible est le désengagement des gens en matière de politique. Les partis risquent d'avoir toujours plus de peine à trouver de nouvelles recrues pour assurer leur succession. A l'heure actuelle, ce problème existe déjà. Il est en effet de plus en plus difficile de trouver des jeunes qui sont prêts à s'engager à long terme.

5 PROPOSITIONS

Après avoir exposé les problèmes existant par rapport aux jeunes et la politique, le CJ propose divers éléments de solutions pour combler ce fossé. Pour ce faire, les propositions ont été classifiées en deux grandes catégories : « dans le cadre scolaire » et « hors cadre scolaire ».

5.1 Dans le cadre scolaire

5.1.1 Plus de possibilités

Tous les élèves du secondaire 1 et 2 devraient avoir la possibilité de suivre des cours de civisme. Pour cela, la création d'une nouvelle branche peut être une solution. A ce propos, le CJ a pris connaissance qu'à partir de 2007, seuls les élèves des classes à exigences de base auront toujours le droit d'accéder au cours à option d'éducation civique en deuxième année. En revanche, tous les élèves, y compris ceux à exigences de base, auront un cours d'éducation à la citoyenneté en troisième année.

5.1.2 Programmes respectés

Le plan de cours actuellement en vigueur devrait être strictement suivi. Dans les réponses aux questionnaires pour les professeurs en charge de l'éducation politique, tous ont donné un contenu de cours plus ou moins différent les uns des autres. Les uns se contentent d'aborder le minimum, ce qui veut dire les connaissances de base, alors que les autres dérivent complètement du thème et enseignent plutôt des branches comme la sociologie ou l'histoire.

5.1.3 Plus d'actualité

La politique qui intéresse le plus de monde est la politique actuelle. C'est aussi ce qui est le plus important. Les gens doivent savoir comment les forces politiques sont réparties aujourd'hui et pas comment elles l'étaient il y a des décennies. C'est pour cela que dans le cadre de l'enseignement, les élèves devraient pouvoir suivre un cours de politique actuelle.

5.1.4 Rapprochement de la politique et des politiciens

La politique doit se rapprocher du peuple pour regagner de la crédibilité. Aussi longtemps que les gens ne sauront pas qui les représentent, ils ne feront pas confiance aux politiciens.

Ceci peut se passer par des intermédiaires comme les institutions d'enseignement par exemple, ou directement. Mais l'enseignement doit absolument envisager des mesures à prendre. Le CJ a commencé à organiser des débats publics ainsi que des débats dans les différents collèges du canton. Lors de chaque débat, le CJ a réussi à trouver des personnes compétentes qui ont pu venir débattre sur un sujet d'actualité. Ces personnes sont parfois même des personnalités connues dans toute la Suisse (cf. point 4.4.1 de l'annexe b). Cependant le CJ ne devrait pas être le seul à organiser de telles manifestations.

5.1.5 Votations à blanc dans les cycles d'orientation

Étant donné la très faible participation des jeunes de 18 à 24 ans à la vie politique, le CJ s'est penché sur les questions suivantes :

- Comment intéresser les jeunes à la vie politique de leur pays ?
- Comment faut-il agir sur la jeunesse pour que le fait de voter devienne un automatisme ?
- Ne faut-il pas prendre les jeunes par la main pour leur apprendre à discuter des votations et à aller voter ?

N'est-il pas trop brutal de dire « tu peux voter » à un jeune lorsque celui-ci vient tout juste d'atteindre la majorité civile ? Ne faudrait-il pas l'y préparer auparavant ?

Le projet en deux mots

Le projet du CJ est de créer des votations à blanc dans les cycles d'orientation du Canton de Fribourg.

Le but de ce projet

Le but de ce projet est de susciter chez les jeunes un intérêt pour la vie politique de leur pays et de faire en sorte que les votations deviennent une chose assez importante pour qu'ils en parlent entre eux et avec leur famille. Chez les jeunes, le fait d'aller voter deviendra ainsi un automatisme et ne sera plus une tâche ennuyeuse et sans intérêt.

Le CJ est convaincu que même les jeunes les plus désintéressés par la politique demanderont au moins une fois à l'un de leur camarade ce que celui-ci a voté, ce qui démontre tout de même un certain intérêt. Certains, en rentrant, demanderont ce que leurs parents ont voté ou voteront. L'objectif sera alors atteint, car un dialogue s'ouvrira entre les élèves ou entre l'élève et sa famille.

Il est à espérer que le fait de leur soumettre des objets de votations réels en rapport avec la vie politique actuelle de leur pays leur donnera l'impression de faire partie de celle-ci et d'apprendre quelque chose.

Quand?

En même temps que les votations cantonales et fédérales.

Où?

Les votations : Dans chaque cycle d'orientation du canton de Fribourg

La préparation : Pendant les cours d'éducation civique, respectivement d'histoire

Les sujets soumis au vote

Tous les sujets ne seraient bien entendu pas soumis au vote, car certains peuvent être jugés trop sensibles pour un public qui est tout de même jeune et souvent émotif. C'est pourquoi un comité serait créé afin de gérer ce projet une fois celui-ci mis sur pied.

Le comité

Le comité se composerait de parents d'élèves (2-3), de directeurs ou d'enseignants intéressés (2-3), d'élèves qui seraient élus dans leur cycle d'orientation (2-3) et de membres du CJ. En cas de nécessité ou de doute, le comité aurait toujours la possibilité de faire appel à un psychologue. Le comité aurait pour fonctions de décider des objets qui seraient soumis ou non au vote ainsi que de traiter toute autre question relative à ces votations. Les décisions prises au sein du comité seraient validées par un vote démocratique.

Les moyens mis en œuvre par le Conseil des Jeunes dans ce projet

Le CJ assisterait ce projet tout au long de sa durée de vie des façons suivantes :

- Participation dans le comité
- Édition d'Infos-votations
- Fabrication d'urnes et de bulletins de vote
- Dépouillement des votations

Les engagements des cycles d'orientation

Les cycles d'orientation devraient également apporter un certain soutien à ce projet. Chaque cycle devrait :

- Préparer les jeunes à ces votations (durant l'heure de civisme ou d'histoire)
- « Obliger » les élèves à voter
- Rendre avec les moyens du bord les votations attractives et ludiques
- Expliquer aux jeunes l'importance d'aller voter

Les résultats

Chaque cycle d'orientation recevra uniquement les résultats qui le concernent après l'annonce officielle des résultats cantonaux et/ou fédéraux. Le comité, avec l'aval de la DICS et des directions de chaque CO, décidera si ces résultats seront ou non publiés.

5.1.6 Journée thématique annuelle dans chaque école d'études supérieures

Le 11 octobre 2005, les étudiants des classes terminales du Collège du Sud ont participé à une journée réflexion sur le thème : « L'avenir de la Suisse et le rôle de la politique ». Un concept applicable pour chaque école d'études supérieures basé sur l'expérience vécue par le Collège du Sud a été examiné par le CJ.

But

Le but principal est de combler un peu le fossé entre politiciens et jeunes citoyens. En effet, les jeunes ont trop souvent des idées préconçues sur la politique et leurs acteurs. Cette expérience sert de « brise-glace » : les jeunes découvriront que les politiciens sont des gens comme eux et que eux aussi peuvent changer quelque chose s'ils le veulent. Ainsi ils ne considéreront plus le monde politique comme une classe à part.

Quand?

Une journée chaque année, de préférence en début d'année scolaire, car la fin de l'année est toujours surchargée par les examens. Il serait également envisageable de l'organiser tous les deux ans, si l'on regroupe les classes de 3^e et 4^e année du collège par exemple. En réalité, peu importe la fréquence, du moment que chaque étudiant et apprenti la vive une fois durant sa scolarité ou apprentissage.

Où?

Dans chaque école d'études supérieures (collèges, écoles de degré de diplôme, écoles professionnelles, école des métiers, institut agricole de Grangeneuve et EMAF).

Pour qui?

Les élèves des classes terminales ou plus précisément les élèves de 18-20 ans.

Coûts

Le coût total (repas de midi, dédommagement pour les déplacements et cadeaux aux six intervenants) est d'environ 1800 francs. Il est à relever que dans le cas du Collège du Sud aucun intervenant n'a demandé d'indemnités pour sa participation.

Préparation

Il est clair qu'il faut préparer les élèves à une journée thématique. Chacun doit au moins connaître le b.a.-b.a. de la politique. Pour ce faire, les professeurs d'histoire devraient tout d'abord présenter les institutions et les partis politiques suisses. Puis, suivant le sujet, ils devraient expliquer ledit sujet

pour que chaque élève ou apprenti ait un certain bagage qui lui permette de profiter au mieux de cette chance. Concernant la préparation, il faudrait la faire de la manière la plus attractive possible pour que chaque jeune s'y intéresse. Pour illustrer le thème, les classes de terminales du collège du Sud ont regardé le film « Mais im Bundeshuus : le génie helvétique » de Jean-Stéphane Bron (www.maisimbundeshuus.ch) qui suit une commission parlementaire lors de l'élaboration de la loi sur le génie génétique.

La thématique

Pour cette journée, il faut choisir un thème général qui intéresse et touche les jeunes, des sujets d'actualité et d'avenir en somme. Précisons que le thème est très important, c'est le fer de lance de la réussite ou de l'échec de la journée. A Bulle, la thématique générale était « L'avenir de la Suisse et le rôle de la politique ». Un autre thème intéressant à aborder serait « La Suisse et l'Europe » par exemple.

Thèmes centraux

Il est également recommandé de définir diverses lignes directrices par rapport au sujet. En effet, ces « sous-thèmes » servent à aiguiller les discussions. Comme exemple, les lignes directrices du collège du Sud étaient : « L'intégration des étrangers », « Les questions sociales et économiques (développement, emploi, etc.) », « L'Europe » et « Le mode de fonctionnement de la politique : négocier ou imposer ».

Exemple de déroulement de la journée

- 08h00 – 09h30 : Une Conférence sur un thème libre lié à la politique. Reste à trouver un sujet et un conférencier !
- 10h00 – 12h00 : Chaque classe réfléchit sur un des « sous-thèmes » définis ci-dessus. Ces ateliers réflexion sont animés par les professeurs d'histoire.
- 13h15 – 14h30 : Mise en commun entre les classes ayant le même sujet avec la participation d'une ou deux personnalités politiques invitées. Il est également important de laisser du temps aux jeunes pour poser des questions plus globales aux politiciens.
- 14h45 – 16h15 : Débat ouvert au public sur un sujet tel que « Comblé le fossé entre le pouvoir et le citoyen. Quelques pistes de réflexion. »

Les politiciens

Le nombre de politiciens à inviter dépend du nombre de classes ou groupes. En effet, il faut compter un politicien par classe de 20 élèves pour que l'échange puisse se faire au mieux. Plus il y aura des politiciens de milieux différents (conseillers nationaux, communaux, ambassadeurs, etc.) plus la journée sera attractive et intéressante.

Conclusion

Cette proposition semble très importante à concrétiser dans chaque école d'études supérieures. En effet, pour intéresser les jeunes à la politique, il faut non seulement les informer sur ce qu'est la politique, mais également qu'ils se sentent concernés par celle-ci et pour ce faire il faut qu'ils la comprennent. C'est pourquoi ce genre de journée thématique où les jeunes touchent vraiment à la politique en discutant avec les acteurs de cette dernière semble indispensable. Le meilleur moyen

pour qu'une journée annuelle thématique ait lieu dans chaque établissement d'études supérieures, serait de l'instaurer dans le programme scolaire. Les coûts totaux pourraient être pris en charge par le canton. Quant à la logistique et l'organisation, chaque collège l'organiserait comme il l'entend.

5.2 Hors cadre scolaire

Plusieurs propositions hors cadre scolaire ont également été examinées.

5.2.1 Création d'un Parlement de Jeunes

But

Le Parlement de Jeunes aurait comme fonction d'établir des propositions pour améliorer la situation actuelle des jeunes et de leur permettre de s'exprimer sur certains sujets les concernant.

Le parlement des jeunes pourrait débattre sur tous les sujets qui touchent la jeunesse en général.

Membres du Parlement des Jeunes (Jeunes députés)

Le Parlement des Jeunes serait constitué de jeunes entre 15 et 20 ans. Ils peuvent soit être élus par leur camarades d'école, soit par les responsables des établissements, selon le choix de chaque recteur. Mais une élection par les élèves serait recommandée.

Les jeunes députés seraient les représentants des institutions scolaires du Canton de Fribourg.

Le nombre de jeunes députés peut varier d'une école à l'autre. Il est dépendant du nombre d'élèves de chaque école. En tout, le Parlement des Jeunes compterait 110 membres.

Les instituts qui peuvent envoyer des représentants seraient les suivants :

- Les Collèges du Canton de Fribourg
- Les Écoles Professionnelles
- Les Écoles de degré de diplômés
- Les Écoles de commerce
- L'EMAF
- L'École des Métiers

Les jeunes députés pourraient être membre d'un parti.

Pour une séance avec le Parlement des Jeunes, les jeunes députés bénéficieraient d'heures de congés supplémentaires de l'école ou du travail.

Une indemnité de 50 francs par personne et par jour serait versée aux jeunes députés pour payer leurs frais (trajet, repas de midi, etc.). Le montant serait versé par l'Etat de Fribourg.

Assemblée du Parlement des Jeunes

Le Parlement des Jeunes se rassemblerait au moins deux jours par année, si nécessaire plus. Les assemblées se tiendraient dans la salle du Grand Conseil.

Le budget du Parlement des Jeunes devrait être aux alentours des 20 000 francs pour des actions. L'Etat pourrait à tout moment recevoir des informations sur l'utilisation de cet argent.

Le Parlement des Jeunes recevrait le droit de déposer des motions au Grand Conseil, si la majorité des Jeunes députés accepte le texte de ces dernières motions populaires (Cst).

5.2.2 Aux communes de former les nouveaux citoyens

Préambule

Partant de l'idée que le manque d'informations est une des causes principales du désintérêt des jeunes pour la politique, le CJ décrit ici une proposition pour combler ce manque. Ce sont les communes qui, cette fois, seraient sollicitées pour la réalisation de ce projet.

Le projet

Chaque commune organise normalement un apéritif ou un souper pour accueillir les nouveaux citoyens. Ayant atteint leur majorité, ces jeunes reçoivent également le droit de voter. Ces rassemblements seraient l'occasion d'expliquer à ces jeunes le fonctionnement de la politique suisse ainsi que celui des partis politiques suisses. Pour ce faire, des représentants de chaque parti seraient conviés pour expliquer les lignes directrices de son parti et également pourquoi s'être engagé dans un parti.

De plus, il serait souhaitable que chaque commune présente le CJ en quelques mots. Souvent à 18 ans, les jeunes qui aimeraient s'engager, ne savent pas encore vraiment dans quel parti ils se situent. Le CJ est une alternative pour ces gens-là mais également pour ceux qui ne veulent pas faire partie d'un parti mais qui veulent tout de même « faire bouger les choses ».

Le but de ce projet

Le but est que chaque jeune, à sa majorité, reçoive une petite instruction civique. En effet, qui s'intéresserait à quelque chose dont il ne connaît pas son contenu ? Personne !

L'implication des communes

Chaque commune serait chargée de :

- Organiser un apéro, un souper ou autre (selon son envie et ses moyens) pour marquer le passage à la majorité des jeunes citoyens
- Expliquer durant celui-ci les fondements de la politique suisse et son fonctionnement (Conseil national, Conseil d'Etat, Conseil des Etats, Conseil aux Etats, Grand Conseil, Conseil communal, Conseil général, etc.)
- Trouver un membre de chaque parti de la commune ou non pour expliquer son parti
- Présenter en quelques mots ce qu'est le CJ
- Distribuer à chaque nouveau citoyen la brochure explicative sur ce qu'est le CJ

L'implication du Conseil des Jeunes

Le rôle du CJ serait de :

- Contacter chaque commune pour leur expliquer ce projet et les encourager à le faire
- Se renseigner pour connaître les dates de chaque « fête » pour les nouveaux citoyens pour chaque commune
- Fournir aux communes les brochures nécessaires pour chaque « fête »

- Trouver une personne de contact par commune qui dirait un mot sur le CJ et s'assurer que cette personne soit bien informée à ce sujet
- Motiver des membres à aller présenter eux-mêmes le CJ de temps en temps (dans leur commune de résidence par exemple)

Conclusion

C'est un projet peu coûteux et facile à réaliser, car il dépend du vouloir de chaque commune. Certes le CJ serait d'accord de faire les démarches nécessaires pour que ce projet aboutisse, mais il aurait besoin de l'appui de l'Etat. En effet, il semble indispensable que chaque nouveau citoyen reçoive une petite instruction civique qui lui permette d'avoir les outils nécessaires à la compréhension du système politique et de l'importance d'aller voter. Il est clair que chaque commune serait plus encline à y participer si le canton les y encourageait ou les y astreindrait par une loi.

6 CONCLUSION

Après une analyse intense et sérieuse, le CJ a constaté tout d'abord que l'un des piliers majeurs de l'information, de la motivation et de l'apprentissage des jeunes à la vie politique de leur pays est l'infrastructure scolaire. Il est donc primordial et judicieux d'intervenir à ce niveau-là. Malheureusement, que ce soit par négligence ou manque de créativité, le cursus scolaire obligatoire ne compte pas suffisamment de cours uniquement consacrés à l'instruction civique. Malgré que les cycles d'orientation aient pour but d'instruire et de préparer les jeunes à affronter la vie active, il semble que la réalité soit toute autre. En effet, les CO, tout comme les collèges, se préoccupent plus d'instruire des mathématiques, des langues étrangères et du français plutôt qu'une branche axée sur la vie active ou actuelle. Quant au cours d'histoire, il est entièrement orienté sur des faits passés. Il semble très important que chaque professeur se rende compte de l'importance d'expliquer également la société actuelle à leurs élèves. Certes, il est utile d'apprendre l'histoire passée pour comprendre la vie d'aujourd'hui, mais ce n'est qu'en expliquant la société d'aujourd'hui que les jeunes comprendront l'utilité des votations et d'un système politique.

Le CJ a donc élaboré plusieurs projets qui se valent les uns autant que les autres pour améliorer une situation plutôt préoccupante et espère que le résultat de cette étude ne deviendra pas qu'un coup de plus tapé sur le clou. Il est important de comprendre la nécessité de changer quelque chose dans le système.

Bilan d'une expérience : Rapport du Conseil des jeunes du canton de Fribourg

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte

Le Conseil des Jeunes (ci-après CJ ou Conseil) est une commission extraparlamentaire du canton de Fribourg. Administrativement parlant, le CJ est rattaché à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF).

Il est chargé de représenter la jeunesse auprès des autorités cantonales qui peuvent le consulter en matière de politique de la jeunesse. C'est en tant que tel qu'il a été demandé au CJ de dresser un bilan du Conseil dans le contexte de la réponse au postulat Dorand-Vonlanthen.

Le rôle du CJ dans le canton lui donne une position privilégiée dans l'observation et le constat d'éléments directement liés au postulat. En partant de l'historique du CJ, en passant par les témoignages de ses activités et en finissant par son bilan, certaines similitudes avec les différents points déjà discutés au préalable dans cette réponse au postulat apparaissent.

1.2 Création du Conseil des Jeunes

Il semble important de rappeler comment le CJ a été constitué, les personnes qui en sont à l'origine ainsi que le contexte dans lequel il est né.

En avril 1998, en réponse au postulat déposé par Marie-Louise Rudaz-Spicher et Beat Vonlanthen, le Conseil d'Etat prenait la décision de créer un organe officiel chargé de représenter la jeunesse auprès des autorités politiques et administratives du canton.

S'appuyant sur le modèle déjà en vigueur dans le canton de Bâle-Campagne, le Conseil d'Etat décida de créer une commission extraparlamentaire. Cette commission prenait alors le nom de Conseil des Jeunes et allait se composer de douze membres âgés de 16 à 25 ans désignés pour une législature de 5 ans. La Direction de l'intérieur et de l'agriculture, actuellement la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF), chargée par le Conseil d'Etat de la mise sur pied du CJ, lança dans le courant du mois de mai 1999 une campagne en vue d'informer les jeunes de la création du Conseil. Ainsi par l'intermédiaire de la presse et des écoles, les jeunes motivés à participer à cette expérience ont pu le faire savoir en se portant candidat pour l'élection au CJ.

C'est ainsi que le 20 mars 1999, 105 jeunes Fribourgeoises et Fribourgeois se sont retrouvés à l'Institut agricole de Grangeneuve pour élire les premiers membres du CJ.

2 LES MEMBRES

Dans toute organisation, les ressources humaines prennent une énorme place dans la vie de celle-ci. Ce chapitre est l'occasion de prendre connaissance des principales statistiques sur les membres ainsi que de l'évolution du renouvellement au sein du Conseil.

2.1 Evolution du nombre des membres (Années 1999 – 2006)

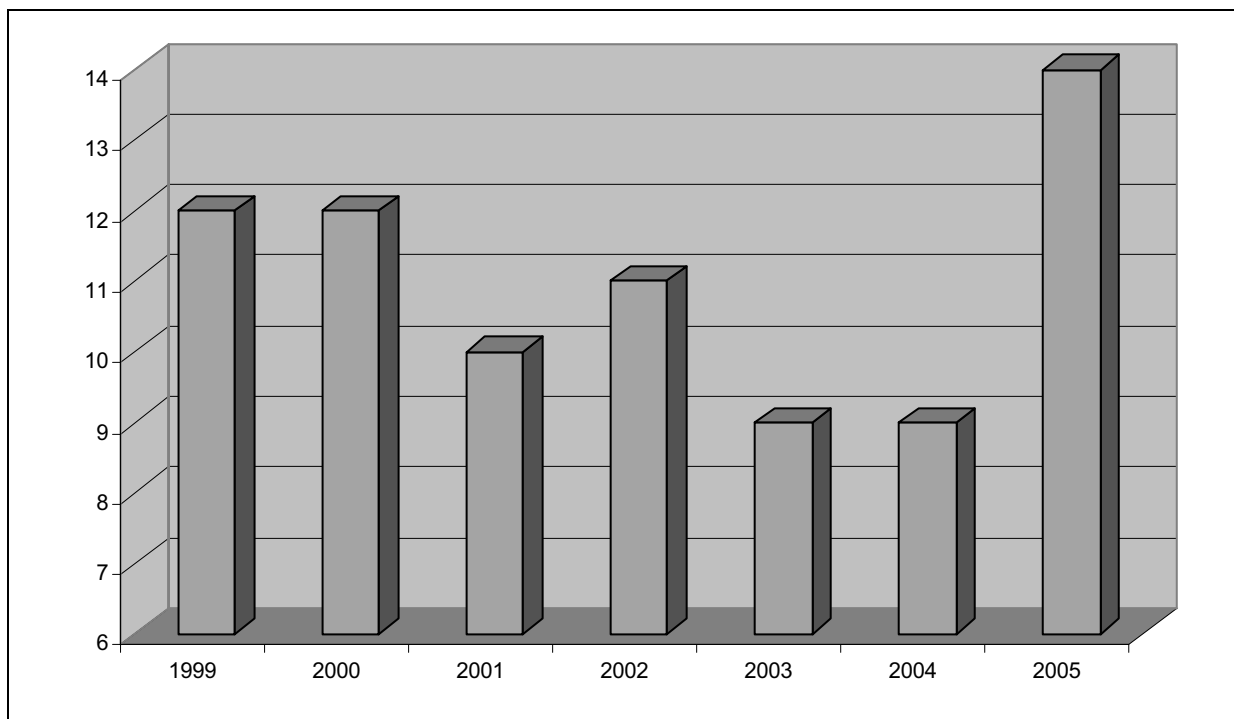


Figure 1 : Historique du nombre de membres

A sa naissance, le Conseil s'est défini un nombre total de 12 sièges. Dès sa deuxième année, il a éprouvé des difficultés à représenter chaque siège. Le graphique ci-dessous montre clairement une courbe négative de 2001 à 2004.

En 2005, avec le recrutement moins protocolaire et plus « tout azimuts », le nombre de membres a considérablement augmenté (voir figure 1).

2.2 Etat au 30 septembre 2006

A ce jour, l'effectif du CJ est de 11 membres âgés de 19 à 25 ans. Mais il est à relever que pendant quelques mois, 17 personnes en faisaient partie. Plus de la moitié des membres a une expérience de moins d'une année. Seules deux personnes ont une ancienneté de plus de deux ans.

Pour situer les différents « types » de membres voici quelques statistiques :

- Plus de 75 % des membres sont étudiants et les 25 % restant sont salariés.
- Deux membres sont de langue maternelle allemande.
- Plus de 80 % des membres ont un cursus comprenant le collège. Les autres membres sont en apprentissage ou sont passés par ce chemin.

2.3 Evolution de la méthode de renouvellement

Dès sa création, le CJ a dû se rendre à l'évidence qu'il ne pourrait pas faire le « difficile » quant au recrutement de ses membres. De 1999 à 2003, le renouvellement s'effectuait par cooptation. C'est-à-dire que dans un premier temps, le Conseil invitait tous les jeunes Fribourgeois intéressés par les questions politiques et civiques à faire acte de candidature. A la suite de quoi le CJ auditionnait les

candidats et sélectionnait les membres sur la base des critères d'efficacité et de disponibilité nécessaire à l'exercice des fonctions de membre du Conseil.

Depuis 2004, le renouvellement s'inscrit dans une tendance moins protocolaire et peut-être plus accessible. Chaque personne intéressée à faire partie du Conseil est auditionnée de manière très informelle. A part de la motivation, aucun autre pré-requis n'est exigé.

Le CJ pourrait se féliciter du nombre de membres au cours de l'année 2005, mais il est important de noter que les rôles ont passablement évolué et que l'ensemble des tâches est réparti de manière très différente. C'est pour cela qu'il serait faux de conclure à un succès quant aux différents problèmes qu'a pu avoir le Conseil par rapport au recrutement de nouveaux jeunes. En effet, le Conseil ne compte plus que 10 membres actifs à ce jour.

2.4 Constats généraux sur les ressources humaines

2.4.1 Grands mouvements des membres du CJ

Depuis sa création jusqu'en juin 2006, soit en un peu plus de six ans, ce sont plus de 30 membres qui se sont succédés au sein du CJ, alors que son mandat « réglementaire » était de cinq ans !

Cette situation s'explique par les cursus de formation suivis par les membres (formation dans une autre ville, à l'étranger, etc.), la grande mobilité qu'exige le monde professionnel et le changement rapide des centres d'intérêts à l'âge considéré (y.c. la démotivation).

C'est la principale raison pour laquelle le Conseil manque parfois de stabilité dans l'organisation et que beaucoup de forces sont utilisées dans le recrutement de nouveaux membres.

2.4.2 Difficultés rencontrées lors des recrutements

Manque de motivation dans la jeunesse pour l'engagement (notamment politique)

Particulièrement chez les jeunes, le manque d'effets concrets sur le terrain et la lenteur d'exécution dans les processus sont des facteurs décourageants. Le bénévolat n'attire plus grand monde et trouver des gens pour qui l'engagement à la collectivité, et en particulier à la politique ne rebute pas n'est pas chose aisée.

Manque d'informations et de contacts personnels entre les jeunes (candidats potentiels) et le CJ

Il est parfois difficile pour un jeune, même s'il connaît le CJ, d'entreprendre des démarches afin d'intégrer le CJ, soit par manque d'informations sur le mode de recrutement, soit parce qu'il ne connaît pas suffisamment les buts et le fonctionnement du CJ. Notamment le mode de renouvellement actuel, par voie de campagnes de recrutement dans les écoles, est trop impersonnel et trop « institutionnel » pour motiver des candidats.

Déficit de « compétences » dans la jeunesse

Par définition, les jeunes sont en formation (acquisition de connaissances et de compétences) et ne bénéficient pas de l'expérience nécessaire dans le cadre de nos activités (planification et réalisation de projets, rédaction de rapports, connaissances juridiques et politiques, gestion de séances, etc.). Cet état de fait met certains jeunes dans une situation où ils ne se sentent pas « capables » ou « utiles ». Cela les démotive.

Difficultés d'assurer la représentation linguistique et socioprofessionnelle

Le CJ connaît de graves difficultés à recruter des membres assurant une représentation correcte des régions et des catégories socioprofessionnelles.

Actuellement, sur 11 membres, on trouve :

- 4 filles et 7 garçons
- 2 personnes de langue allemande (mais s'exprimant parfaitement en français)
- 5 personnes sont à l'université, 2 personnes sont au collège, 1 personne est à l'école des métiers, 2 personnes sont à l'armée, 1 personne est en stage et 2 personnes travaillent.

Si la représentation des sexes peut être jugée acceptable, les autres critères ne peuvent pas l'être. Toutefois, il faut reconnaître que les moyens du CJ ne lui permettent pas d'assurer la traduction de tous les textes en langue allemande et les séances ne peuvent se dérouler qu'en français. Mais cela dépend bien entendu des capacités linguistiques des membres.

En ce qui concerne la représentation socioprofessionnelle, force est de constater que la formation gymnasiale prédispose plus à un engagement de type politique. Notons que toutes nos campagnes de recrutement et nos actions sont organisées dans les deux langues et auprès de tous les établissements scolaires (y.c. centres professionnels).

3 L'ORGANISATION

Ce chapitre présente la manière dont le CJ s'est organisé en interne depuis sa création. Après lecture de celui-ci, vous vous rendrez compte que l'organisation a évolué quelque peu sans avoir été révolutionnée.

3.1 Evolution**3.1.1 1999–2003**

Lors de sa création en 1999, le Conseil s'est retrouvé avec 12 délégués. Après quelques actions du CJ, l'année 2000 aura en partie été consacrée à établir une organisation interne apte à faciliter les actions du Conseil et, par conséquent, améliorer son efficacité.

C'est donc en 2000 que le CJ décide de constituer un bureau avec un poste de président, un poste de secrétaire ainsi qu'un poste de caissier. En même temps, le fonctionnement du travail s'organise déjà en plusieurs groupes de travail composés de trois à cinq membres sous la responsabilité de l'un dans d'entre eux.

En 2001, le CJ s'est doté d'un règlement interne qui a été accepté par son plénum. Celui-ci formalise les méthodes de travail et définit clairement l'organisation du Conseil. En outre, le bureau se voit attribué un nouveau poste par l'intermédiaire du poste de porte-parole.

3.1.2 2004

En 2004, le CJ s'est remis en question dans son ensemble et a quelque peu changé son règlement interne pour essayer de combler ses différents problèmes comme celui du manque de forces « ouvrières ». C'est dans cette optique que les membres partenaires ont été introduits. Un membre partenaire peut être nommé, en fonction des besoins et des opportunités, par le Conseil, le Bureau

ou les groupes de travail. L'idée de base était de pouvoir intégrer au travail du CJ des personnes motivées mais pas assez disponibles pour rejoindre les membres actifs du Conseil.

Le recrutement a également été quelque peu revu en devenant plus « accessible » avec une audition devenue très informelle en lieu et place d'une réelle audition. Des cas très concrets ont démontré que cette modification a permis de rassembler plus de membres au Conseil. L'évolution comptable en 2005 le prouve largement (voir 2.1)

3.1.3 2005

Début 2005, le départ de membres importants du Conseil et le fait qu'aucun autre membre ne voulait reprendre le « flambeau » ont conduit le CJ à vivre une période « sans Bureau ». Une secrétaire assurait les contacts administratifs, les contacts avec la DIAF étaient quant à eux assurés par un membre « contact ». L'organisation générale était gérée par un petit nombre de membres.

Cette situation a été voulue pour permettre à chacun de prendre des responsabilités au sein du Conseil. En effet, plus de la moitié des membres venaient de commencer le Conseil, difficile alors de pouvoir et vouloir prendre des responsabilités « officielles ».

Après quelques mois d'exercices sans Bureau, le CJ a organisé des élections « anticipées » pour assurer un bureau « ad interim » jusqu'à la fin 2005. La stratégie mise en place précédemment a clairement réussi car elle a permis de trouver et de mettre en place un « nouveau Bureau » avec selon le règlement interne, un(e) caissière, un(e) secrétaire, un(e) vice-président(e) ainsi qu'un président(e).

3.1.4 2006

Le CJ a procédé à des élections en règle en fin d'année 2005. Malheureusement, le poste de secrétaire n'a pas trouvé de candidat. Ce sont donc les nouveaux élus entrés en fonction le 1^{er} janvier 2006 qui se sont répartis les tâches administratives.

3.2 Etat au 30 septembre 2006

3.2.1 Règlement interne

Le règlement actuel du Conseil est plutôt utilisé comme outil d'organisation que comme une contrainte administrative. L'évolution de ce dernier peut être considérée comme particulièrement stable puisque depuis février 2004, une seule modification lui a été apportée. Le Conseil s'appuie sur trois groupes dont les activités sont présentées brièvement ci-dessous.

3.2.2 Groupe info-formation

Actuellement, le groupe ne comporte plus qu'un membre passif. Les tâches sont donc réparties entre l'ensemble des membres du CJ et ce de façon équitable. Les membres se réunissent quand le besoin de travailler en commun se manifeste. Cependant, les réunions ne sont pas régulières du fait qu'une bonne organisation et répartition des tâches ont été mises en place.

Les tâches qui occupent actuellement le groupe, sont les mises à jour de contacts (pour les débats dans les écoles, pour la distribution des brochures, pour la diffusion des informations dans les écoles du canton de Fribourg). L'ancienne personne responsable du groupe rencontrait

systématiquement tous les recteurs et directeurs des écoles pour se présenter. Étant donné les disponibilités des personnes précitées, cette tâche a encore duré jusqu'à fin septembre 2006.

Toutefois, le Conseil essayait d'établir un plan des débats 2006. Dans un avenir à court terme, le Conseil se concentre sur le maintien des éditions Info-votations qui informent les jeunes de manière claire, simple et précise sur les sujets soumis à l'approbation des citoyens. Il veille cependant à relancer l'organisation de débats dans les écoles du canton pour sensibiliser les jeunes à la politique actuelle suisse et d'éditer les brochures.

3.2.3 Groupe technique

Le groupe technique est actuellement composé de 6 membres et d'un membre partenaire. Il se réunit en plénum en moyenne une fois par mois, le reste du travail se déroulant lors de séances de travail de groupe ou lors de réunions avec des partenaires extérieurs.

Durant la fin 2005 et début 2006, le groupe technique s'est principalement attelé à la difficile tâche qu'est une campagne de sponsoring, qui s'est terminée avec un bilan très positif. Le montant des fonds récoltés pour la promotion et la maintenance du site dépassent les objectifs qui avaient été fixés. Lors de cette campagne, le CJ avait également comme objectif de créer des contacts avec des médias pour pouvoir ouvrir une rubrique ou faire tout simplement de la publicité au travers d'un article. À travers ces lignes éditoriales, cela permettra au CJ de promouvoir le site www.hi-guide.ch. Cet objectif est lui aussi rempli car le CJ a reçu des accords avec plusieurs médias.

Parallèlement, un travail de mise à jour et d'entretien des autres rubriques du site a été effectué pour agrémenter le site Internet.

Ces derniers mois, le groupe technique prévoit de concevoir une nouvelle version du site www.cjfr.ch et de migrer le site www.hi-guide.ch vers un site entièrement créé et entretenu par les membres du groupe. Il a également prévu de concevoir une nouvelle version du site www.cjfr.ch. L'objectif principal est de rendre le site hi-guide plus interactif, avec plus régulièrement des nouveautés pour fidéliser un public d'internautes et développer le « réflexe hi-guide ».

3.2.4 Groupe politique

Le groupe politique actuellement composé de quatre membres sous la direction d'un de ceux-ci a fait appel au reste du Conseil afin de mener à bien la rédaction de la réponse au Postulat Dorand / Vonlanthen.

En effet, quatre personnes normalement affiliées à d'autres groupes de travail à l'intérieur du Conseil ont rejoint le groupe politique pour cette mission ponctuelle. Durant une période de trois mois, le groupe s'est réuni au minimum une fois par semaine pour faire le point sur les avancements. Malgré quelques difficultés à trouver des solutions pour que toutes les personnes puissent participer aux séances, le groupe politique ainsi que le CJ se sont engagés à terminer le postulat dans de brefs délais. Actuellement, le groupe politique se réunit à raison de deux fois par mois afin de mettre à jour le postulat dont la transmission au Grand Conseil a été retardée pour des raisons administratives.

Une fois le postulat terminé, le groupe politique envisage de se consacrer à l'élaboration et à la réalisation des différentes solutions proposées dans la réponse au Postulat Dorand / Vonlanthen, à savoir les votations fictives dans tous les cycles d'orientations du canton de Fribourg, l'organisation d'une rencontre annuelle avec le Conseil d'Etat en son entier ou encore la mise en place d'une journée thématique annuelle dans toutes les écoles supérieures du canton.

3.3 Séances

3.3.1 Plénums

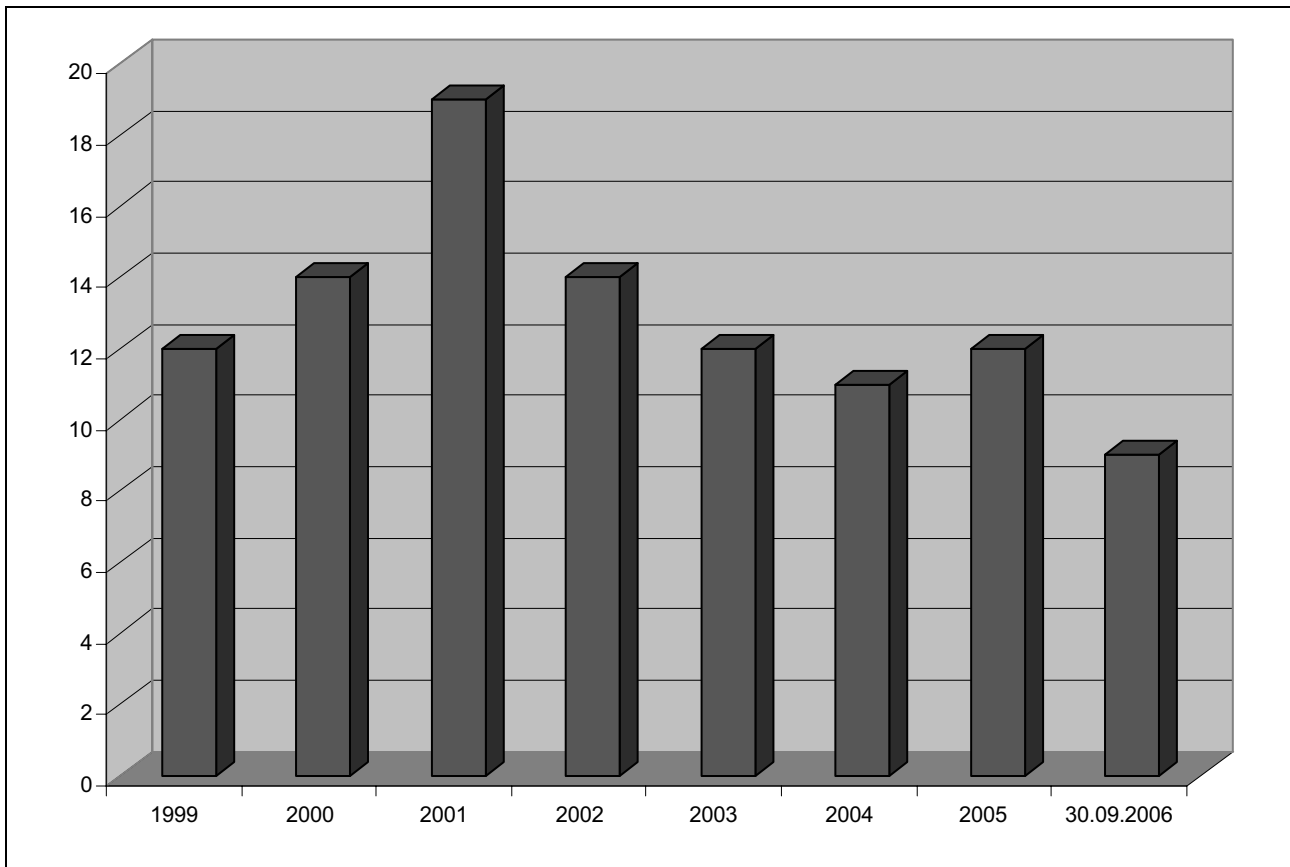


Figure 2 : Historique du nombre de plénums annuels

En moyenne, le CJ a effectué une quinzaine de plénums par année, ce qui correspond à un peu plus d'un plénum par mois. Compte tenu de la structure de fonctionnement du Conseil par groupe de travail, le nombre de séance plénière est proportionné.

Le plénum est sous la direction du bureau et c'est celui-ci qui organise sa bonne marche selon le règlement en vigueur. Les chefs de groupe donnent également leur avis quant au contenu des séances.

3.3.2 Groupes de travail

Le nombre de séances des groupes de travail n'est volontairement pas détaillé car ces chiffres n'ont que peu d'importance. Il est cependant intéressant de constater que les groupes de travail se réunissent en moyenne toutes les semaines, sans compter le petit pôle de travail à l'intérieur des groupes eux-mêmes.

3.4 Relations avec la DIAF et la DICS

Les relations entre la DIAF, la DICS et le CJ n'ont pas toujours été très claires : « Qu'attend le CJ de la DIAF ? » et « Qu'attend la DIAF du CJ ? ». C'est dans cette optique que le Conseil a créé un

poste « personne de contact avec la DIAF ». La personne nommée à cette tâche rencontre périodiquement un responsable du CJ auprès de la DIAF.

De par ce nouveau poste, tous nos projets et nos actions sont communiqués plus efficacement. Actuellement, ce poste a été repris par un membre du bureau du CJ.

Le CJ doit continuer dans cette optique tout en renforçant un point : Invitation des responsables aux séances du CJ (les personnes qui seraient invitées aux séances sont encore à définir).

3.5 Difficultés

L'une des difficultés actuelles du Conseil est le fait que ses membres « bougent » beaucoup ce qui a pour effet une obligation de toujours reconsidérer les choses existantes et redéfinir les divers points du règlement presque à chaque plénum.

Une autre difficulté principale du Conseil est un problème de recrutement. En effet, le CJ procède actuellement par le bouche-à-oreille amical et familial. Le CJ pense que de nouvelles élections cantonales ainsi qu'une grande action publicitaire aideraient non seulement à recruter les jeunes les plus motivés du canton mais encore à rehausser l'image du Conseil ce qui aurait pour effet d'accroître l'envie des jeunes à faire partie d'une commission extraparlamentaire qui commence à avoir une place de choix dans le monde des grands qu'est le monde politique.

3.6 Opportunités

A l'heure actuelle, le Conseil offre des opportunités exceptionnelles à toutes personnes désirant en faire partie puisque tout nouveau ou ancien membre a plus ou moins le choix en ce qui concerne le poste qu'il désire occuper.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que cette situation est exceptionnelle et n'est pas conséquente pas normale. En effet, ces opportunités sont accessibles à tout le monde bel et bien parce que le Conseil manque de membres et parce que l'une des raisons pour laquelle certains de ses membres restent est le fait qu'ils occupent la place de leur choix.

3.7 Avenir

Le CJ a trouvé une assise légale dans la nouvelle loi sur la jeunesse. Même si le CJ avait mis des réserves quant à l'opportunité d'une telle disposition, il y a lieu d'en prendre acte et le CJ travaillera à l'application de la mise en œuvre de cette nouvelle législation.

4 LES ACTIVITES

Tous les projets que le Conseil a réalisés sont listés dans ce chapitre. Malgré le fait que le CJ ne s'est pas toujours pourvu de trois groupes de travail principaux comme dans son mode de fonctionnement actuel (voir point 3), les projets ont été groupés selon une affiliation logique à ceux-ci.

Ce chapitre est l'occasion de se donner une vue d'ensemble de toutes les activités auxquelles le Conseil a donné de l'énergie.

4.1 Le groupe info-formation

Le but de ce groupe est d'amener l'information politique chez les jeunes, dans les écoles notamment, pour leur permettre de se faire une opinion et d'aller voter en toute connaissance de cause. Pour atteindre cet objectif, différents moyens sont utilisés, parmi lesquels la rédaction des « Info aux votations » (brochures contenant une explication simple et objective sur les sujets à voter, voir 4.1.1.) et l'organisation d'événements susceptibles de retenir l'attention des jeunes sur l'importance de la politique.

4.1.1 Brochures Info-votation

Créé en 2000 dans le but d'encourager la formation civique, le Conseil a pris sur lui d'améliorer l'information qui est faite aux jeunes citoyens sur les sujets soumis au peuple lors des votations fédérales et cantonales. C'est pourquoi le CJ a décidé d'éditer lors de chaque votation une brochure informative vulgarisant les objets soumis aux votations. Cette brochure est ensuite distribuée dans les différents établissements scolaires (collèges, centres professionnels, écoles des métiers, etc.) avec le concours plus ou moins diligent des directions. La première édition des brochures info-votations a été distribuée pour le scrutin du 26 novembre 2001.

4.1.2 Débats dans les écoles

Durant l'année 2005, deux projets ont particulièrement occupés le CJ : d'une part l'édition des brochures Info-votations devenue un projet phare du CJ et d'autre part l'organisation de débats dans les écoles pour la première fois dans l'histoire du Conseil. En effet, dans l'optique d'expliquer, d'intéresser et d'informer les jeunes sur l'accord de Schengen/Dublin, le CJ a décidé d'organiser des débats. Le CJ a eu pour cela, la chance d'accueillir des politiciens connus ou des représentants des jeunesses de partis cantonaux dans les écoles publiques du canton.

Voici la liste de tous les établissements visités ainsi que les différents intervenants pour les débats organisés pour la votation du 5 juin 2005 concernant les accords Schengen/Dublin :

29 avril 2005 – Collège du Sud, Bulle (en français)

Intervenants Pour : M. Dominique de Buman (PDC) et M. Christian Levrat (PS)
Intervenants Contre : M. André Bugnon (UDC) et M. Jean-Michel Dolivo (SolidaritéS)
Modérateur : M. Samuel Russier (le Temps)

27 avril 2005 – Collège St-Croix, Fribourg (en allemand)

Intervenants Pour : M. Erwin Jutzet (PS) et M. Urs Schwaller (PDC)
Intervenants Contre : M. Oskar Freysinger (UDC) et M. Gerri Müller (les Verts)
Modérateur : M. Mattias Haymoz (Radio Freiburg)

28 avril 2005 (1er débat), Collège St-Croix, Fribourg (en français)

Intervenants Pour : M. Jean-Claude Cornu (PRD) et M. Nicolas Deiss (PDC)
Intervenants Contre : M. Jean-Michel Dolivo (SolidaritéS) et M. Hans Fehr (UDC)
Modérateur : M. Erik Reumann (La Liberté)

28 avril 2005 (2ème débat), Collège St-Croix, Fribourg (en français)

Intervenants Pour : M. Alain Berset (PS)
Intervenants Contre : M. Martin Boekoudt (SolidaritéS)
Modérateur : M. Xavier Pilloud (Radio Fribourg)

29 avril 2005, Collège de Gambach, Fribourg (en français)

Intervenants Pour : M. Alexandre Grandjean (PS) et M. Peter Wüthrich (PRD)
Intervenants Contre : M. Hans Fehr (UDC) et M. Gerri Müller (les Verts)
Modérateur : M. Erik Reumann (La Liberté)

29 avril 2005, Collège de Gambach, Fribourg (en allemand)

Intervenants Pour : M. Alexandre Grandjean (PS) et M. Peter Wüthrich (PRD)
Intervenants Contre : M. Gerri Müller (les Verts)
Modérateur : M. Mattias Haymoz (Radio Freiburg)

11 mai 2005, Écoles de Métiers de Fribourg (en français)

Intervenants Pour : M. Yann Grandjean (Jeune PRD)
Intervenants Contre : M. Albert Leimgruber (Jeune UDC)
Modérateur : M. Gérard Tinguely (La Liberté)

18 mai 2005, Collège St-Michel, Fribourg (en français)

Intervenants Pour : M. Dominique de Buman (PDC) et M. Yann Grandjean (J. PRD)
Intervenants Contre : M. Jean-François Rime (UDC) et M. Benoît Pesse (J. UDC)
Modérateur : M. Gérard Tinguely (La Liberté)

19 mai 2005, Collège St-Michel, Fribourg (en allemand)

Intervenants Pour : M. Peter Wüthrich (PRD)
Intervenants Contre : M. Hans Fehr (UDC)
Modérateur : M. Marc-David Henninger (CJ)

20 mai 2005, École Cantonale de Degré Diplôme, Fribourg (en français)

Intervenants Pour : M. Alexandre Grandjean (PS)
Intervenants Contre : M. Benoît Pesse (Jeune UDC)
Modératrice : Mlle Laura Gavillet (CJ)

A la demande de certaines personnes des établissements scolaires, le CJ a également organisé deux débats lors de la votation pour l'extension à la libre circulation. Le CJ n'a cependant pas réorganisé ceux-ci dans tous les établissements scolaires du canton, car cela demande un travail immense et qu'il n'était pas possible à ce moment-là de réunir les forces nécessaires à achever cette mise en place.

16 septembre 2005, EPAI, Fribourg (en français)

Intervenants Pour : Yann Grandjean (JPRD) et Nicolas Buntschu (JPS)
Intervenants Contre : Guy Zurkinden (Union syndicale) et Benoît Pesse (JUDC)
Modératrice : Caroline Michoud (CJ)

19 septembre 2005, Collège St-Croix, Fribourg (en français)

Intervenant Pour : Yann Granjean (JPRD)
Intervenant Contre : Kevin Grangier (UDC)
Modératrice : Laura Gavillet (CJ)

4.1.3 Débat public

Après le succès des débats dans les écoles, le CJ a voulu élargir son champ d'action en organisant un débat public pour pouvoir sonder le terrain. Les objectifs de celui-ci étaient de :

- Augmenter la visibilité du Conseil auprès du public
- Faire parler du Conseil
- S'essayer à l'organisation de débats publics
- Faire venir un public jeune

Pour atteindre ces objectifs, les mesures suivantes ont été prises :

- Le CJ a invité des intervenants connus dans le monde politique (voir Figure 3 : Affiche pour le débat public du 20 septembre 2005). Un communiqué de presse a également été envoyé aux médias locaux
- Des annonces ont été insérées dans les journaux « La Liberté » ainsi que « La Gruyère »
- Une trentaine d'affiches ont été posées à Fribourg, Marly et Bulle
- Distributions de 2000 flyers, version noir et blanc de l'affiche
- Utilisation des réseaux personnels des membres pour la diffusion de l'information, envoi massif de e-mail notamment

Le 20 septembre 2005, le CJ a donc accueilli un peu plus de 40 personnes dans l'aula du collège St-Michel. Le public était majoritairement composé de personnes partisans, ce qui a donné des questions orientées ainsi que des réactions attendues et non spontanées. Hélas, seule une petite dizaine de jeunes étaient présents.



Figure 3 : Affiche pour le débat public du 20 septembre 2005

4.2 Groupe technique

Le but principal du groupe technique est de gérer les projets liés à Internet, à l'informatique et aux technologies de l'information.

4.2.1 Le portail Internet Hi-guide

En mai 2000, le CJ décide de créer une brochure référence pour tout ce qui touche à la formation, aux études et à la vie associative. Deux ans plus tard la brochure Hi Guide devient le site www.hi-guide.ch : « Un site pour les jeunes fait par des jeunes ! » Le site rassemble une multitude de renseignements tels que les adresses et les informations nécessaires aux jeunes pour demander des aides, des prêts à la formation ou des bourses d'études. Il est également le premier site à comparer le prix des auto-écoles du canton. Depuis, le site a évolué grâce aux différentes personnes qui se sont et qui s'investissent encore dans ce projet. Un projet qui tient à cœur aux membres actuels du groupe technique.

Aujourd'hui, hi-guide s'est enrichi de rubriques telles que « Orientation », « Jobs d'été », « Logia », « Loisirs », etc. Le projet est devenu non seulement un guide pour l'obtention d'une bourse, mais également un guide pour les jeunes dans beaucoup d'aspects pratiques de leur vie.

4.2.2 Le site Internet cjfr.ch

Le site www.cjfr.ch est un projet plus « traditionnel ». Il présente les activités du Conseil, actuelles ou passées, ses membres et son fonctionnement. Sans être très évolué, le CJ veut pour ce site un aspect sobre mais efficace.

4.2.3 Gestion « technique » en interne

Le groupe a également pour mission de gérer toutes les adresses de courriels des membres. La gestion « informatique » d'une société ou d'un groupe est de nos jours très importante.

4.2.4 Réalisations des brochures du CJ

Tout d'abord en 2001 puis récemment en 2005, des brochures de présentation du CJ ont été réalisées. La présentation du Conseil (sous forme de brochure) participe également à l'entretien de l'aspect marketing du CJ. C'est pour cela qu'il a été créé un groupe de travail très important pour la réalisation de ces brochures.

4.3 Groupe politique

En tant qu'organe chargé de représenter la jeunesse auprès des autorités cantonales, le Conseil est l'organe de consultation censé être compétent pour les questions liées à la jeunesse. A ce titre, il a créé un groupe « politique » chargé à la fois des consultations et des autres questions en rapport avec la politique de la jeunesse.

4.3.1 Rapports et consultations (Postulat)

Pour ce qui est des consultations, le CJ a notamment pris position sur des sujets comme FRI-TIC (informatique à l'école) et la politique du bilinguisme à l'école (consultation nationale sur les langues). Le CJ a également participé à la préparation de l'avant-projet de la loi sur la jeunesse. Il était en effet présent au sein de la commission compétente et a répondu à la consultation relative à cet avant-projet. La dernière consultation en date a été faite par la DICS au sujet du projet Harmos visant à harmoniser les systèmes scolaires cantonaux.

Le CJ a également rédigé un rapport sur les commissions d'apprentissage en y proposant quelques améliorations quant à leurs fonctionnements et à leurs tâches. De plus, il est intervenu lors du « time-out » des enseignants en 2003 et a obtenu de l'association des enseignants (AFPESS) que les élèves soient occupés durant cette journée. Le CJ s'est aussi engagé dans les relations avec nos aînés par le biais de contacts avec l'Association fribourgeoise des retraités dans le but de former une commission intergénérationnelle.

4.3.2 Prises de position

Voici la liste de toutes les prises de position du Conseil depuis sa création :

- [2002] Constitution : droit de vote des étrangers / organes consultatifs et droit de motion

- [2002] OUI à l'ONU
- [2003] Projet de la nouvelle constitution
- [2004] Nouvelle constitution : « NON, mais... »
- [2005] Oui à Schengen/Dublin

4.3.3 Activités de représentation

Le groupe politique a également mené des activités de représentation, notamment dans le cadre de rencontres avec les différents Conseillers d'Etat en charge des questions d'éducation ou de jeunesse ainsi que dans le cadre du Conseil de l'éducation ou des états généraux de l'éducation.

La nouvelle Constitution cantonale a été un fil conducteur de l'activité politique du CJ. Il a commencé par répondre aux cahiers d'idées émis. Les membres du CJ ont ensuite soutenu, en renonçant à leurs indemnités, une liste composée exclusivement de jeunes lors de l'élection de la Constituante dans le cercle électoral de Sarine-Campagne. Après l'élection, le CJ a pris part aux travaux du groupe « Contacts-Jeunes » qui regroupait tous les constituants de moins de 30 ans. Il a ensuite participé au groupe « Education & Formation » qui comptait des élus et des citoyens concernés par ces questions. Enfin, il a eu l'occasion de présenter son point de vue devant la Commission 5 « Gouvernement et Parlement (y compris l'administration) » sur la place du Conseil dans la nouvelle Constitution. Le CJ a pris part au concours pour le préambule de la charte cantonale, projet pour lequel il a remporté un prix. Le CJ a pris naturellement part à la consultation sur le texte de l'avant-projet. Et il a enfin pris position lors de la campagne populaire en défaveur du projet.

Le CJ s'est également positionné sur d'autres sujets soumis au vote populaire. Il a ainsi soutenu les Bilatérales I et II ainsi que l'adhésion de la Suisse à l'ONU.

4.4 Bilan des activités

Le CJ a essayé de reconstituer toutes les étapes importantes au niveau des activités du Conseil. Un bilan de celles-ci par groupe ainsi que par quelques ébauches d'amélioration peut ainsi maintenant être présenté.

4.4.1 Bilan des activités du groupe info-formation

Les activités du groupe sont celles qui donnent le plus l'occasion au CJ de se rendre sur le terrain pour communiquer avec les jeunes. Le succès des brochures info aux votations a permis cette année d'essayer les débats dans les établissements scolaires qui ont été aussi une véritable réussite (voir « Bilan des débats dans les écoles »). Le Conseil va donc continuer dans cette direction en prenant en compte toutes les expériences acquises jusqu'alors.

Comme noté plus en détails au point 4.4.3, le débat public a quant à lui eu un bilan plus contrasté, c'est pourquoi il ne sera pas reconduit dans un avenir proche.

4.4.2 Bilan des débats dans les écoles

Voici un bref aperçu des conclusions du groupe de travail des débats dans les écoles :

Points positifs

- Ce genre de débats touche tous les élèves même ceux qui ne s'intéressent pas particulièrement à la politique.
- Le CJ a eu la chance de pouvoir compter sur des intervenants compétents, connus et médiatiques.
- Les directeurs et responsables des différentes écoles ont bien soutenu le CJ. Après les débats, ils ont félicité le CJ et demandé d'organiser des débats régulièrement.
- D'après les renseignements obtenus, les élèves et les professeurs ont apprécié les débats.
- Beaucoup d'intervenants ont félicité le CJ d'organiser ces débats et pensent qu'il est nécessaire de continuer.
- Le CJ a acquis beaucoup d'expériences lors de ces organisations notamment de par les contacts avec les différents établissements ou intervenants. Pour le CJ, c'est très positif car il s'agit d'acquis pour les prochains débats.

Points négatifs

- Il est un peu dommage qu'aucune femme n'ait débattu.
- Ce genre de débats nécessite une grande préparation. Comme le groupe info-formation ne compte que trois membres, le CJ ne peut pas toujours organiser des débats pour préparer les votations.
- Malheureusement, trop peu de jeunes intéressés à intégrer le CJ ont pris contact suite aux débats.

4.4.3 Bilan du débat public

Pour tirer des conclusions sur celui-ci, le CJ propose de comparer quelques chiffres entre le débat au Collège de St-Croix du 28 avril 2005 et le débat public du 20 septembre 2005.

	Débats au collège St-Croix	Débat public St-Michel
Coût total	50 francs	700 francs
Nombre d'auditeurs	Env. 100 élèves	Env. 40 personnes

Sans compter que l'organisation du débat public demande une organisation de plus grande envergure, la comparaison entre les deux types de débats et révélatrice : avec un débat public, une très faible partie de l'auditoire est informée pour des coûts plus de dix fois supérieurs. En effet lors d'un débat public, un grand nombre de personnes sont des partisans d'un camp et ne légitiment leur présence que pour appuyer leur opinion.

Points positifs

- Publicité et visibilité du Conseil
- Contacts avec des intervenants de renom
- Acquisition d'expériences de grande valeur pour les organisateurs

Points négatifs

- Beaucoup de frais pour un résultat pas forcément à la hauteur

- Peu de gens vraiment informés
- Un auditoire partisan, questions orientées de celui-ci
- Besoin de « têtes d'affiche » pour attirer du monde
- Organisation lourde

4.4.4 Bilan des activités du groupe technique

Le groupe technique a toujours été considéré comme celui qui était le plus « terre-à-terre » voir le plus proche de la jeunesse. Ses activités très concrètes (réalisations de site, écriture d'articles, etc.) le rendent très accessible à tous les nouveaux jeunes qui sont intéressés à rejoindre le CJ. En effet, il ne demande aucune connaissance ou compétences pointues dans certains domaines.

Un des plus grands intérêts des activités du groupe technique est que celles-ci sont très variées. Ainsi, le CJ a au programme :

- Définition du contenu d'un site web, hi-guide.ch, rubrique par rubrique
- Entretiens / contacts réguliers avec une entreprise réalisant le site
- Écriture/journalisme
- Recherche de sponsors
- Publicité / marketing / contacts avec les médias
- Rencontre avec des partenaires économiques
- Graphisme / réalisation d'affiches
- Formation avec différents outils techniques
- Mise à jour du site cjfr.ch
- Collaboration inter-groupes
- Collaboration avec des ressources humaines externes au Conseil (traduction, aide à la rédaction de lettres, ...)
- Contacts avec les instances officielles (Conseil d'Etat, communes, ...)
- Et bien d'autres encore, mobilisant plusieurs de nos capacités, dont nos connaissances linguistiques

Toutes ces tâches permettent aux membres du groupe d'acquérir une expérience formidable et très vaste, le tout dans une ambiance très stimulante.

4.4.5 Bilan des activités du groupe politique

Le groupe politique regrette de n'avoir pas mieux fait le lien entre les jeunes et le monde politique. Un projet, intitulé provisoirement « Youth Forum », prévoyait d'organiser sous la forme de rencontres informelles des contacts entre des jeunes et des élus, leur permettant d'échanger réciproquement leurs points de vue. Jusqu'ici, les moyens humains du CJ ne lui ont pas permis de réaliser ce projet.

D'un autre côté, le groupe politique a toujours permis au CJ d'avoir une ouverture dans le « monde politique ». Actuellement, le CJ représente peu à peu un organe connu dans le paysage politique fribourgeois. Lorsque ce n'était pas encore le cas, le CJ a tout de même toujours su tirer son épingle du jeu lors de consultations comme celle du contexte de ce bilan.

4.4.6 Bilan général sur les prises de positions

Chaque prise de position couverte par les médias locaux permet au CJ de se faire une certaine publicité. À côté de cela, il semble important que le CJ, en tant qu'organe « représentatif » des jeunes, se batte pour des idées ou des projets qui lui sont chers.

Chaque thème qui peut être sujet à des prises de position est discuté en plénum du Conseil et ensuite celui-ci décide si oui ou non il s'engagera. Les prises de positions ne sont donc pas automatiques. A chaque fois, le CJ s'aperçoit qu'un débat de fond a lieu : Le CJ doit-il prendre position ? Si oui, quand ? Cette question est abordée au point 6.4.

Malgré cela, lors de chaque prise de position, le CJ a fait une expérience qui lui a été profitable.

5 LES FINANCES

5.1 Historique du budget

Lors de la création du Conseil, celui-ci s'est vu attribuer la somme de Fr. 10'000.— pour son fonctionnement. Ce budget était prévu pour indemniser les membres ainsi que pour soutenir certaines actions du CJ. Très vite le Conseil a décidé de renoncer à ses indemnités pour soutenir un vaste panel de projets (voir chapitre 4). Cette situation s'est reconduite jusqu'à la fin de l'année 2003.

En 2004, le Conseil a vu son budget augmenter de Fr.10'000.— pour couvrir les frais des infos aux votations (voir chapitre 4.1.1.).

A l'heure de ce bilan, le fonctionnement financier du CJ n'a pas évolué. L'essentiel du budget est utilisé pour nos projets comme par exemple les brochures infos aux votations ou le site www.hi-guide.ch. Dans la mesure où la tranche restante est suffisante, elle est ensuite utilisée aux remboursements des frais des membres ainsi qu'à une indemnisation de ceux-ci selon le décret de constitution.

5.2 Hi-guide, situation spéciale

Le projet hi-guide (voir 4.2.1), en raison de sa nature un peu différente des autres projets du CJ, s'est vu attribuer une mission supplémentaire : rechercher des fonds pour ne pas qu'hi-guide pèse sur le budget global du Conseil. C'est pour cela que sur le site Internet et sur les affiches de promotion apparaissent certains logos d'entreprise qui ont contribué financièrement ou matériellement à la réalisation ou à l'évolution du projet. Ce sponsoring est naturellement défini de manière très claire car il est exclu que le portail hi-guide avantage l'un ou l'autre service dans la description de ceux-ci. En effet, hi-guide est un site objectif qui présente différentes informations sans donner à l'une ou l'autre plus d'importance en raison d'une quelconque participation matérielle à son fonctionnement.

6 PROBLEMES GENERAUX RENCONTRES PAR LE CJ

6.1 Force des ses membres limitée

Bien que le Conseil soit composé de jeunes qui sont prêts à donner une grande partie de leur temps « libre », ceux-ci sont limités en temps et en force. Il est tout à fait normal que chacun donne ses priorités à son activité professionnelle ou estudiantine. Ces faits constatés sont à l'origine du fonctionnement « ponctuel » de certains projets du CJ. Il le voit dans les projets « continus »

comme le site www.hi-guide.ch. Examens, période d'évaluations, séjours linguistiques, activité professionnelle prenante, voilà autant de raisons qui font qu'il y a des périodes chiffrables en semaines ou à l'occasion en mois qui freinent épisodiquement les projets.

6.2 Déficit de présence sur le terrain

Après ces années d'expérience, les mêmes faits ont été constatés depuis le début. Le CJ :

- Est trop peu connu des jeunes (qu'il est pourtant censé représenter)
- Est trop peu connu des responsables des établissements scolaires et des enseignants
- Ne tisse pas assez de liens avec les autorités (not. Grand Conseil, partis politiques)
- N'entretient pas suffisamment de relations avec les médias

Il est remarqué cependant une amélioration depuis la campagne des débats dans les écoles (voir chapitre 4.1.2). Mais celle-ci n'est pas jugée suffisante et c'est pour cela que le CJ continuera à donner ses priorités dans ses projets fédérateurs comme les Infos-votations, les débats dans les écoles ou le site d'informations www.hi-guide.ch. Plus on parle du Conseil et plus de jeunes pourront le connaître.

6.3 Manque de légitimité du CJ et de ses membres

Le problème de la légitimité du CJ doit être distingué de celui de la légitimité de ses membres. Le CJ manque de légitimité, car il est peu connu des jeunes (qu'il est censé représenter) ainsi que des directions des établissements scolaires. Il n'y a pas de « réflexe – CJ » dans les administrations. Trop souvent il est nécessaire de rappeler (à des personnes qui devraient déjà le savoir) ce qu'est le CJ, ses buts, son organisation. Le CJ constate également la volonté de créer des structures parallèles, voire « concurrentes » au CJ (rapport sur l'avant-projet de loi sur la jeunesse, COREB).

6.4 Ambiguïté lors des prises de positions

Pour illustrer l'ambiguïté des prises de positions, le CJ a pris l'exemple de juin 2005, où le Conseil s'était prononcé en faveur des Accords bilatéraux Schengen / Dublin. Pour cette prise de position, le CJ s'était engagé dans le comité « inter-partis » regroupant les jeunes radicaux, les jeunes démocrates-chrétiens, les jeunes verts, les jeunes socialistes et enfin la YES, section Fribourg. Cette prise de position a déclenché un vif débat : le Conseil, en temps qu'organe organisant des projets « neutres », doit-il ou non prendre position ? A plusieurs reprises dans le passé, le CJ avait pris position. Cependant, le CJ admet qu'il existe une ambiguïté entre les activités où le CJ ne prend pas position (brochures infos aux votations, débats dans les écoles) et les prises de positions en elles-mêmes. En effet, un de nos objectifs principal est d'informer les jeunes sur les sujets de votations. Ce but requiert obligatoirement une neutralité. Mais d'un autre côté, le CJ représente la jeunesse, ce qui implique que le CJ doit faire connaître son avis aux politiciens, aux adultes, pour qu'ils sachent ce que pensent les jeunes. Prise de position ou non ? La question reste ouverte.

Actuellement, le CJ décide à chaque votation par l'intermédiaire du plénum s'il prend position. Il aimerait cependant pouvoir un jour clarifier cette situation avec si besoin est, un appui extérieur (Conseil d'Etat ou Direction).

7 OBJECTIFS DU CJ

7.1 Recrutement

Le recrutement est évidemment une de nos principales préoccupations. Les problèmes relevés plus haut quant au bref passage des membres obligent évidemment le CJ à toujours être vigilant pour le renouvellement des forces de travail. Le CJ s'est fixé comme objectif de réaliser un agrandissement de la structure du CJ. Il serait souhaitable de pouvoir compter sur 12 membres actifs du CJ qui seraient entourés de membres dits « partenaires ». La stratégie de recrutement sera donc orientée par deux actions distinctes :

- Toujours assurer le renouvellement des 12 membres actifs
- Intensifier la recherche de membres partenaires pour des missions précises :
 - des personnes compétentes dans un domaine précis comme par exemple les technologies de l'information pour la direction de nos projets informations ou des talents pour l'écriture, pour réaliser des articles
 - des personnes qui ne peuvent s'investir que pour des missions très courtes

Cependant, le Conseil est actuellement en contact avec la DICS afin de mettre au point une autre stratégie de recrutement qui viserait à le décharger de cette tâche.

7.2 Nouvelles idées et renforcements des anciennes

7.2.1 Echange de connaissances avec d'autres parlements de jeunes

Le CJ sait l'existence d'autres parlements de jeunes dans d'autres cantons. Certains ont un nombre d'activités supérieur au sien, d'autres ont un budget presque dix fois supérieurs au sien, d'autres ont des projets pour les jeunes très attractifs (cartes « jeunes »), etc.

N'oublions pas tout de même que les projets réalisés par le Conseil des Jeunes du canton de Fribourg ne sont pas en reste. Le CJ a aussi beaucoup à échanger avec les parlements des autres cantons. C'est pour cela qu'une rencontre avec un parlement d'un autre canton est envisagée dans l'année à venir.

7.2.2 Les Info-votations sur Internet

L'intérêt des jeunes pour les votations et autres enjeux politiques a toujours été présent dans les discussions. Dès la création des brochures Infos-votations, le CJ a instauré ce moyen d'information « facile » pour tous les jeunes concernés. C'est dans cette optique que le CJ a rendu ces brochures encore plus efficaces en les publiant à chaque votation sur Internet. Une liste de diffusion d'e-mail va également être créée pour pouvoir informer tous les jeunes en un temps record.

7.2.3 Présentation publique du rapport d'activités

Conscient de l'importance de sa visibilité, le CJ projette de présenter dans un avenir proche ses rapports d'activité lors d'une séance publique. Tous les jeunes ainsi que les officiels seraient invités à cette séance pour pouvoir connaître la situation du Conseil. Il serait peut-être possible de faire un tournoi des grandes salles des établissements scolaires pour également contribuer à sa notoriété, et renforcer sa présence auprès de ceux-ci.

7.2.4 Débats dans les écoles

Après les grands succès rencontrés l'année passée, le CJ va évidemment continuer l'organisation des débats dans les écoles sur la plupart des votations fédérales. C'est là aussi une immense chance pour les établissements scolaires ainsi que pour le CJ de consolider cette idée commune d'améliorer l'intérêt des jeunes envers les votations.

7.2.5 Proposition de rencontre avec le Conseil d'Etat

Introduction

Le Conseil est censé représenter les jeunes auprès des autorités cantonales. Mais voilà, à l'exception de quelques brèves discussions avec le Directeur de la DIAF, les contacts entre le Conseil des Jeunes et le Conseil d'Etat sont pratiquement inexistantes. S'il est évident qu'il n'est pas possible d'organiser une rencontre entre tous les jeunes fribourgeois et le Conseil d'Etat, il est aussi vrai que pour assumer son rôle de représentation, le Conseil se devrait de connaître ces personnalités politiques auprès desquelles il doit représenter la jeunesse.

Proposition

Pour remédier à ce problème, le Conseil propose une rencontre annuelle Conseil d'Etat – Conseil des Jeunes, qui permettrait aux membres des deux conseils de pouvoir échanger idées et perspectives. Cela permettrait une meilleure communication entre le Gouvernement cantonal et les jeunes et même une éventuelle collaboration ponctuelle lorsqu'elle serait nécessaire. De plus, si une telle rencontre était médiatisée, elle permettrait de faire connaître le Conseil auprès de ceux qui n'ont pas accès à des présentations de celui-ci, par exemple parce qu'ils appartiennent déjà au monde du travail, qui est difficilement accessible pour assurer la promotion du Conseil. La médiatisation serait également bénéfique au Conseil d'Etat, car cette éventuelle rencontre montrerait à la population, tout particulièrement à la population jeune, que la politique est plus proche d'eux que la plupart semble le penser.

Organisation

Le Conseil pourrait bien évidemment s'occuper de l'organisation de cette rencontre. Il s'agirait idéalement d'une soirée séparée en deux parties : la première comprendrait une discussion entre le Conseil d'Etat et le Conseil, lors de laquelle les Conseils auraient l'occasion d'exprimer leurs attentes l'un envers l'autre. La seconde partie consisterait en un souper qui permettrait des discussions plus informelles entre personnes plutôt qu'entre membres d'un Conseil.

Conclusion

Bien qu'une rencontre telle qu'elle est présentée ci-dessus paraisse difficile à organiser, elle permettrait un rapprochement entre les élus du Canton et les représentants de la jeunesse, et un tel rapprochement ne peut être que bénéfique.

7.3 Renforcer la présence sur le terrain et le contact avec les jeunes

Les solutions suivantes sont envisagées :

- Organisation de rencontres avec des jeunes (tournées des classes)

- Distribution d'informations à la sortie des écoles
- Insertion d'articles dans les journaux des écoles et sur leurs sites Internet
- Création de liens avec les commissions d'école (not. quand des jeunes y participent) et avec les associations de parents d'élèves
- Organisation de rencontres avec les directions des établissements scolaires (auditions par la conférence des recteurs)
- Continuer nos projets qui touchent les jeunes :
 - Les brochures info-votations
 - Les débats dans les écoles
 - Le site www.hi-guide.ch

7.4 Améliorer la visibilité du CJ auprès des médias et la population

Les solutions suivantes sont envisagées :

- Création d'un poste de « responsable de la communication » au sein du CJ (ce poste avait été créé en 2001, puis supprimé, faute de candidat...)
- Instauration d'une conférence de presse annuelle du CJ (p.ex. à l'occasion de la publication du rapport d'activités)
- Réalisation d'une newsletter à destination de tous les acteurs de la politique de la jeunesse sur l'actualité du CJ
- Mise à jour et actualisation permanente du site internet (www.cjfr.ch)
- Mise en lien de ce site sur www.fr.ch

8 LE CJ : UNE CHANCE POUR TOUT LE MONDE

8.1 Ses membres

On peut dire que le CJ est une réelle chance pour ceux qui en font partie. En effet, les activités qui y sont réalisées demandent aux jeunes qui les mènent à bien des compétences qu'ils peuvent acquérir aux contacts des membres plus expérimentés s'ils ne les possèdent pas encore. Parmi ces compétences, on peut relever la capacité de travailler en groupe, la rédaction de différents textes (tels que les rubriques du site hi-guide, les brochures infos aux votations ou des lettres), le respect des délais, et bien d'autres encore. De plus, le CJ possède une organisation hiérarchisée qui ressemble à celle de toute société. Ainsi, les jeunes membres du conseil y apprennent le fonctionnement d'une telle société et apprennent à quel niveau s'adresser en cas de problèmes techniques ou relationnels.

8.2 Ses activités

Les jeunes, aujourd'hui, sont souvent déçus et découragés par leur manque de moyens d'action sur certains aspects de la société qui ne leur conviennent pas ou qu'ils aimeraient voir évoluer. Appartenir au conseil des jeunes constitue probablement le meilleur moyen d'agir le plus directement possible sur les problèmes que la jeunesse aimeraient voir résolus. Le CJ bénéficie de l'appui du gouvernement fribourgeois ainsi que de la crédibilité qui l'accompagne, d'un budget qui lui est accordé et qui lui permet de réaliser des projets intéressants et de locaux où se rassembler. En résumé, le Conseil possède tous les moyens nécessaires à la concrétisation de projets intéressants dans un contexte qui s'y prête extrêmement bien.

8.3 Ses portées

Comme cela a été souligné précédemment, le CJ a par ses connections avec les autorités fribourgeoises une certaine crédibilité. Celle-ci est une chance qui lui ouvre presque toutes les portes du canton. En effet, le CJ a les moyens d'entrer en communication avec tous les jeunes du canton. Lorsqu'il annonce vouloir organiser un débat dans une école, la direction l'accueille avec plaisir. Lorsqu'il demande de l'aide à une entreprise de grande importance, celle-ci l'écoute et est dans de nombreux cas prête à l'aider ou à collaborer. Par exemple, récemment, une collaboration s'est ouverte entre le groupe technique du CJ et le journal veveysan « Le Messager », qui a abouti à la publication dans ses colonnes de textes de l'une de ses membres. Une telle opportunité n'est probablement pas accessible à n'importe quelle association de jeunes fribourgeois.

En plus de sa crédibilité, la neutralité du CJ lui donne une force supplémentaire. Il serait par exemple impensable pour un parti politique quelconque d'être autorisé à organiser des débats dans une école. Cela n'aurait aucun sens compte tenu du but visé par l'organisation de tels débats, à savoir de permettre aux jeunes auditeurs de se construire sa propre opinion selon qu'il aura trouvé les arguments d'un tel plus convaincants que ceux d'un autre.

Ces deux facteurs donnent au CJ une portée importante au niveau du canton. Cependant, force est de constater que malheureusement, peut-être par manque d'effectifs, en particulier dans certaines catégories de la jeunesse, le CJ n'a pas toujours cette portée qui lui est pourtant accessible grâce à sa situation exceptionnelle. Ainsi on pourrait envisager une campagne d'informations au niveau cantonal, autant pour informer les jeunes de l'existence de cet organe que pour tenter de donner au CJ cette légitimité qui lui manque tant.

8.4 Ses expériences

Chaque activité mise en place par le CJ est une expérience qui s'ajoute à son histoire. Et toutes ces activités en règle générale entraînent une réaction, qu'elle soit positive ou négative. Ainsi, le Conseil constitue une sorte de thermomètre de la jeunesse actuelle. Lorsqu'il organise des débats dans les écoles et constate que ces débats sont bien accueillis par le public visé, cela donne l'indice que la jeunesse semble intéressée par ce genre de présentations. Il est évident que l'inverse est également vrai. Cependant, étant proche de cette jeunesse dont il fait partie intégrante, le CJ peut rapidement se rendre compte de ses échecs, en tirer des leçons et corriger ces erreurs pour se rapprocher encore plus des attentes de la population qu'il représente.

N'étant pas encore assez connu dans la jeunesse fribourgeoise, le CJ doit se rendre compte par lui-même de ses échecs et encore plus de ce qui manque à ses activités. Une situation idéale comprendrait des échanges constants avec l'ensemble de la jeunesse pour connaître ses attentes et ses interrogations. Il s'agirait en fait de créer chez les jeunes un « réflexe CJ » qui les amènerait à se tourner vers le conseil pour toutes questions qui pourraient être réglées par ses soins. Cette situation, bien que difficile à mettre en place, est tout à fait réaliste et fait partie des objectifs du CJ.

9 CONCLUSION

Le Conseil a eu sept ans le 3 novembre 2006. Par le biais de ce bilan, le CJ en a profité pour rendre un rapport d'activités à l'échelle de l'existence du Conseil. De par les analyses présentées dans ce document, plusieurs constatations s'imposent.

Tout d'abord, on peut constater que le CJ et ses membres ont toujours été motivés et passionnés à réaliser quelque chose avec une structure dont le statut et les moyens sont enviés dans de nombreux cantons.

En parlant des membres, le CJ a constaté qu'il lui faut un nombre de membres actifs supérieur à celui de sa création. A l'heure actuelle, le CJ aimerait étendre le nombre de personnes au sein du Conseil à une trentaine. Le nombre des membres actifs pourraient rester à 12 membres tout en y ajoutant une dizaine de membres « partenaire » et en multipliant le nombre de personnes ressources.

Le CJ est ravi de voir que le Conseil d'Etat et les responsables des Directions concernées ont pris des mesures afin d'améliorer son encadrement lorsqu'il en a eu besoin. Il ne peut que se réjouir de cette situation, en remercier les responsables et espérer qu'elle perdure.

Il faut cependant rappeler que la pérennité du CJ n'est pas pour autant assurée. Le départ massif de membres ou le départ de membres très engagés peut à chaque fois constituer un écueil. L'inclusion de une voire deux personnes nommées par le Conseil d'Etat pourraient certainement apposer une certaine « officialisation » qui tenterait à poser une certaine stabilité. Cette ou ces personnes participeraient en qualité de « consultant » tout en participant à certaines activités du CJ.

Aujourd'hui, le CJ est une organisation qui réalise plusieurs projets décrits plus haut selon une répartition de travail de groupe. Ceux-ci sont à l'heure actuelle une plus grande priorité que d'autres projets comme ceux de prises de position ou représentativité. Cette situation n'est évidemment pas celle envisagée pour le CJ. Cependant la stratégie du CJ est dirigée par l'ensemble des membres avec comme but principal : avoir des projets forts et fédérateurs comme point de ralliement du CJ.

Pour l'avenir, il faudra une fois de plus faire connaître le CJ encore davantage, investir des moyens dans la mise en place de réseaux fermes qui durent, sensibiliser encore plus les jeunes par rapport à ses actions dans le but de rendre le Conseil automatique.

BERICHT Nr. 305 19. Dezember 2006
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Postulat Nr. 233.03 Beat Vonlanthen/Jean-
Pierre Dorand über die politische Bildung der Ju-
gendlichen

Nachdem das Postulat Beat Vonlanthen und Jean-Pierre Dorand (*TGR* 2004 S. 750) für erheblich erklärt wurde, unterbreiten wir Ihnen hiermit unseren Bericht.

1. ZUSAMMENFASSUNG DES POSTULATS

1.1 Ziele des Postulats

Die Grossräte Beat Vonlanthen und Jean-Pierre Dorand bezogen sich auf eine Studie von Professor Fritz Oser zum Thema «Jugend und Politik» und wiesen darauf hin, dass die jungen Schweizerinnen und Schweizer verglichen mit Jugendlichen aus anderen Ländern im Allgemeinen an politischen Fragen nur sehr beschränkt interessiert sind und angeben, sich in Zukunft nicht an Volksabstimmungen beteiligen zu wollen.

Sie stellten fest, dass viele Jugendliche die politischen Institutionen und ihre Funktionsweise nur sehr schlecht oder gar nicht kennen, und waren daher der Ansicht, dass es im Interesse der Öffentlichkeit ist, die Ursachen für diese Situation ausfindig zu machen und geeignete Lösungen zu finden.

1.2 Die Antwort des Staatsrats

In seiner Antwort hat der Staatsrat anerkannt, dass es oft schwierig ist, die Jugendlichen dafür zu motivieren, sich intensiv und auf Dauer mit dem politischen Geschehen auseinander zu setzen. Er hielt fest, dass diese Erkenntnis nicht neu ist und die Gründe weitgehend bekannt sind. Die Regierung erachtete die Zielsetzungen des Postulats jedoch als berechtigt und befand, dass dem Postulat Folge gegeben werden sollte. Sie erklärte, dass sie den Jugendrat selbst mit der gewünschten Untersuchung beauftragen wolle. Gleichzeitig würde sie eine Bilanz der bisherigen Tätigkeit des Jugendrats, die ebenfalls als Antwort auf die gestellten Fragen betrachtet werden kann, vorlegen.

1.3 Erheblicherklärung

In der Erheblicherklärung dieses Postulats wurden die folgenden Elemente hervorgehoben:

- Die Bedeutung einer ethischen, sozialen und staatsbürgerlichen Erziehung der Jugendlichen
- Die Sensibilisierung der Kinder für die Demokratie auch schon in jungen Jahren
- Die Notwendigkeit, den Jugendlichen die Möglichkeit zu geben, sich eine unabhängige Meinung zu bilden
- Die Verbesserung der Ausbildung in den Bereichen Staatskunde und Kenntnisse der politischen Institutionen im Rahmen des Schulunterrichts
- Die Gewährung zusätzlicher Mittel für den Jugendrat, damit er seine Tätigkeit ausweiten kann
- Die wichtige Rolle der Presse, die von der Politik ein positives und konstruktives Bild vermitteln sollte

- Die Schaffung von Jugendräten auf Gemeindeebene, um einen konkreteren Zugang zu ermöglichen und das Mitverfolgen öffentlicher Angelegenheiten zu erleichtern.

2. DIE BERICHTE DES JUGENDRATS (JR)

Gemäss seinem Auftrag und trotz der Schwierigkeiten, mit denen er sich sowohl aufgrund der Komplexität der Materie als auch der beschränkten Mittel, die ihm zur Verfügung standen, konfrontiert sah, hat der JR nicht nur eine gründliche Analyse des fehlenden Interesses einer Mehrheit der Jugendlichen an der Politik vorgenommen, sondern auch eine Reihe konkreter Vorschläge gemacht. Wie vereinbart, hat der JR auch eine eingehende und kritische Bilanz über seine Tätigkeit seit seiner Einsetzung 1999 gezogen. Im gleichen Bericht macht er auch mehrere Vorschläge zur Verbesserung seiner Funktionsweise und zum Einfluss seiner Aktivitäten. Diese beiden Dokumente liegen diesem Bericht in der unveränderten Fassung des JR bei (Anhänge a und b).

3. STELLUNGNAHME DES STAATSRATS

1. Im Wesentlichen kann sich der Staatsrat sowohl dem Inhalt der beiden Berichte als auch den darin gemachten Vorschlägen anschliessen. Zum bestehenden Ausbildungsangebot im Bereich Staatskunde (vgl. Anhang a, Ziff. 2.1.3 «Fehlender Staatskundeunterricht»), muss gesagt werden, dass alle Schüler der Orientierungsschule (OS) im zweiten Jahr eine Wochenstunde Staatskunde haben. Die Stundentafel sieht für die Schüler der 2. Progymnasialklassen (mit Latein) vor, dass der Staatskundeunterricht (eine Wochenstunde) und der Geschichtsunterricht (ebenfalls eine Lektion pro Woche) nebeneinander durchgeführt werden. Was die OS Greyerz betrifft, so haben die Schüler der zweiten Progymnasialklasse (mit Latein) ebenfalls Staatskundeunterricht, wie eine Überprüfung ergeben hat. Es kann jedoch gelegentlich vorkommen, dass in gewissen Klassen dem Geschichtsunterricht auf Kosten des Staatskundeunterrichts der Vorzug gegeben wird.

Die im ersten Bericht (Anhang a) auf Seite 1 unter dem Punkt «Unterschiedliche Auffassungen von Staatskunde» gemachten Feststellungen, sind hingegen nicht richtig. Das Unterrichtsprogramm und die Lehrmittel sind 1994 überarbeitet worden. Ein aus 12 Teilen bestehender Ordner wurde ausgerichtet auf das Schulbuch vom Verlag Fragnière ausgearbeitet und von der Lehrmittelverwaltung herausgegeben. Alle Unterrichtenden erhalten ein Exemplar. Dieser Ordner dient ihnen als Referenz für die Unterrichtsinhalte und die Zielsetzungen: der Mensch, der Staatsbürger, die politische Organisation der Schweiz und ihre Öffnung zur Welt.

Er enthält ausserdem zu jedem Kapitel methodologische Angaben und Aktivitäten, die mit den Schülern durchgeführt werden können. Es ist somit falsch zu sagen, dass es weder einen offiziellen Unterrichtsplan, noch Zielsetzungen oder Inhalte gibt. Der Staatskundeunterricht ist auch offen für das aktuelle Geschehen, insbesondere das politische. Natürlich kann es bei den Inhalten geringe Unterschiede geben, aber es ist übertrieben zu behaupten, dass der Staatskundeunterricht je nach Lehrperson sehr unterschiedlich gestaltet ist.

2. Auch was die Zukunft betrifft, kann sich der Staatsrat den meisten Vorschlägen des JR anschliessen. Es wird

zwischen den Massnahmen im schulischen Bereich und solchen, die von politischen und privaten Institutionen ergriffen werden können, unterschieden:

a) Die Aufgabe des Staates besteht in erster Linie darin, im Rahmen des Schulunterrichts ausreichende Kenntnisse der politischen Institutionen, ihrer Funktionsweise und der Art und Weise der Beteiligung der Bürgerinnen und Bürger an der Bildung des politischen Willens und den politischen Reformen zu vermitteln. In diesem Sinne sieht die neue Stundentafel – wie dies der JR vorschlägt – das Fach «politische Bildung» (früher: «Staatskunde») im 3. Jahr der Orientierungsschule vor. In Anbetracht der schrittweisen Anwendung der neuen Stundentafel, wird es erstmals im Schuljahr 2007 unterrichtet werden. Nebst dieser wöchentlichen Einheit wird den Schülern von Realklassen im zweiten Jahr «politische Bildung» als Wahlfach angeboten, da gewisse Schüler die Schule nach dem zweiten Jahr (das für sie das 9. Schuljahr ist) verlassen. Dieses Fach wird genau deshalb angeboten, um zu gewährleisten, dass sie über die Grundlagen in Staatskunde und politischer Bildung im weitesten Sinne verfügen.

Der JR befürwortet ausserdem eine systematische Einführung von Übungsabstimmungen. Diese Idee, die nicht neu ist, ist zwar in verschiedener Hinsicht interessant, sie sollte jedoch nicht verallgemeinert und vorgeschrieben werden. Die Erfahrungen, die in diesem Bereich an verschiedenen Schulen der OS gemacht wurden, haben gezeigt, dass solche Abstimmungen offenbar im Gegenteil punktuell auf die Initiative der Unterrichtenden in diesem Fach und der Schulleitungen erfolgen sollten.

Was den Lehrplan der Gymnasialausbildung (Sekundarstufe 2) betrifft, so stellt der Bericht des JR richtig fest (vgl. Punkt 2.1.4), dass kein eigentlicher Kurs in politischer Bildung erteilt wird. Es werden jedoch 5 bis 10% des Unterrichts in Wirtschaft, Recht und Geschichte für die Institutionen und die Politik aufgewendet, was auf die vier Jahre Gymnasium verteilt einer Wochenstunde während einem Jahr entspricht. Dies dürfte ausreichen, um die wichtigsten Kenntnisse des Unterrichtsstoffs zu vermitteln. Man kann daher darauf schliessen, dass es somit nicht notwendig sein dürfte, auf dieser Stufe das Fach Staatskunde als solches einzuführen. Man sollte vielmehr die Unterrichtenden einladen, die Staatskundethemen, die sich aus den Fächern Wirtschaft, Recht und Geschichte herleiten lassen, optimal zu nutzen. Dies umso mehr, als ein zusätzliches Fach Staatskunde unweigerlich zulasten anderer Fächer ginge.

Der Vorschlag, auf der Sekundarstufe 2 Thema-Tage zu organisieren (vgl. Punkt 5.1.6), sollte unterstützt werden, wobei präzisiert werden muss, dass die Initiative für die Durchführung solcher Thema-Tage und deren Organisation weiterhin Sache der Schulleitungen bleiben muss.

b) Der JR macht weitere Vorschläge, die ausserhalb des schulischen Rahmens umgesetzt werden müssten und sich an den Staat und die Gemeinden richten. Es sollten auch die Organisationen der zivilen Gesellschaft hinzugefügt werden.

Was den Staat betrifft, so muss seine Unterstützung vor allem in der Anerkennung der Tätigkeit des JR und der konkreten Hilfe, die er ihm bieten kann, liegen. So wurde der Jugendrat mit dem Jugendgesetz vom 12. Mai 2006 formell eingesetzt. Seine wichtigsten Aufgaben bestehen in:

- der Vertretung der Jugendlichen bei den politischen und Verwaltungsbehörden des Kantons;
- der Durchführung konkreter Aktionen, um für die Anliegen der Jugend zu sensibilisieren.

Gemäss dem Jugendgesetz setzt sich der Jugendrat aus 15 bis 30 Mitgliedern zusammen. Die Direktion, der er zugewiesen ist, regelt seine Organisation. In diesem Rahmen sollte den Erfahrungen des JR, die er bis heute gemacht hat und die er in seiner Bilanz ausführlich beschreibt (vgl. Anhang b), weitgehend Rechnung getragen werden, insbesondere den «allgemeinen Problemen des JR», die unter Punkt 6 des besagten Berichts angesprochen werden. In der Praxis lassen sich vor allem zwei Hauptprobleme ausmachen, nämlich die ständige Betreuung ihrer Aktivitäten und die Repräsentativität des JR. Trotz grossem Engagement und Arbeitsinsatz zahlreicher Jugendlicher für den JR hängt ihre Verfügbarkeit weitgehend auch von den Anforderungen in der Schule oder dem Studium ab. So ist es berechtigt, dass während den Prüfungsperioden den Prüfungen Vorrang eingeräumt wird. Was die Legitimation des JR betrifft, so könnte der Vorschlag des JR, ein Jugendparlament einzusetzen (vgl. Punkt 5.2.1 von Anhang a), wobei die Einzelheiten noch festgelegt werden müssten, eine geeignete Lösung darstellen. Man muss sich jedoch bewusst sein, dass eine solche Einrichtung mit grossem administrativem Aufwand verbunden ist.

Der JR schlägt ausserdem ein Ausbildungsprojekt auf Gemeindeebene vor, das das Engagement Jugendlicher auf lokaler Ebene erleichtern soll. Weitere Möglichkeiten, wie z.B. die Integration Jugendlicher in gewissen Gemeindekommissionen oder ihre Mitwirkung bei verschiedenen Projekten könnten in Betracht gezogen werden. Es ist jedoch Sache der Gemeindebehörden, sich darüber Gedanken zu machen. Der JR kann in diesem Zusammenhang, im Rahmen ihres Tätigkeitsprogramms gewisse Empfehlungen ausarbeiten.

Die neue Kantonsverfassung gibt dem Staatsrat schliesslich die Möglichkeit, die sog. Organisationen der «zivilen Gesellschaft» zu unterstützen. Sie erteilt dem Staat und den Gemeinden den Auftrag, insbesondere bei Kindern und Jugendlichen das staatsbürgerliche Bewusstsein zu fördern. Zu den Organisationen, die hier angesprochen sind, gehören auch die politischen Parteien, von denen verlangt wird, dass sie in bedeutendem Masse zum Funktionieren der Demokratie beitragen. Auch die Einführung der Jugendlichen in die Politik sollte dazu gehören, dies umso mehr, als sie der Staat dabei finanziell unterstützen kann. Diese Fragen können im Rahmen der Projekte Nr. 66 und 67 auf der Liste der Gesetzgebungsprojekte zur Umsetzung der Kantonsverfassung, die sich auf die Unterstützung von Organisationen der zivilen Gesellschaft und die

Förderung des staatsbürgerlichen Bewusstseins be-
ziehen, behandelt werden.

Der Grosse Rat ist eingeladen, von diesem Bericht
Kenntnis zu nehmen.

Anhänge

- a) Bericht des Jugendrats zum Postulat Beat Vonlanthen/
Jean-Pierre Dorand über die politische Bildung der Ju-
gendlichen
 - b) Der Jugendrat des Kantons Freiburg: eine Erfahrungs-
bilanz
-

Bericht des Jugendrats zum Postulat Beat Vonlanthen und Jean-Pierre Dorand über die politische Bildung der Jugendlichen

1 EINLEITUNG

Die Grossräte Jean-Pierre Dorand und Beat Vonlanthen haben ausgehend von der der PISA-Studie, einer Studie von Professor Oser und ihren persönlichen Erfahrungen ein Postulat zum Bildungsniveau und der politischen Bildung der Jugendlichen eingereicht.

Auch wenn diese Art von Studien schon mehrmals durchgeführt wurde, hat sich der Jugendrat (JR) das Ziel gesetzt, auf dieses Postulat zu antworten, indem er die entsprechenden nationalen und internationalen Studien auf Freiburger Verhältnisse anwendet und seine Vorstellung formuliert. Die Überlegungen sowie die globalen Feststellungen decken sich somit weitgehend mit jenen früherer Studien. Hingegen beschränkt sich der Inhalt dieser Antwort auf den Kanton Freiburg. Folglich sind die Vorschläge für die Vorgehensweise gezielt und genau und müssten zu überzeugenden Resultaten führen. Alle Teile, Konzepte und Vorschläge, die direkt den Jugendrat betreffen, sind in Anhang b dieses Dokuments zusammengestellt.

2 BESTEHENDE BILDUNGSANGEBOTE

In diesem Bericht wird die heutige Situation im Bereich der politischen Bildung erläutert.

2.1 Bereich Schule

2.1.1 Allgemeines

Gemäss einer eingehenden Studie, die der JR bei den Unterrichtenden und Schulleitungen gemacht hat, entsteht der allgemeine Eindruck, dass die politische Bildung der Jugendlichen ungenügend ist. Dieser allgemeine Eindruck wird von den meisten Lehrpersonen, den Schülern und den Mitgliedern des JR geteilt.

2.1.2 Primarschule

In den Primarschulen wird das Thema Politik nicht unterrichtet. Dies ist durchaus angemessen, zumal in diesem Alter das Interesse und das Verständnis für die „Welt der Grossen“ noch weitgehend fehlen.

2.1.3 Orientierungsschulen

Die Orientierungsschulen, die 3 Jahrgänge umfassen, bieten nicht alle eine Wochenstunde Staatskunde während eines Jahres an. Diesbezüglich lassen sich vier Feststellungen machen.

Unterschiedliche Auffassungen von Staatskunde

Es wurde festgestellt, dass ein offizieller Unterrichtsplan für das Fach Staatskunde, in dem die Ziele, der Inhalt sowie verwandte Fachgebiete aufgelistet sein müssten, fehlt. Insbesondere scheint der Unterricht je nach Lehrperson sehr unterschiedlich gestaltet zu werden und dies obwohl ein - offenbar nur wenig bekannter - Unterrichtsplan für das Fach Staatskunde aus dem Jahr 1986

existiert. Aus der erwähnten Studie geht ausserdem hervor, dass im Staatskundeunterricht nur etwa 15-30% der Zeit für das politische Leben in der Schweiz aufgewendet werden, was ausserordentlich wenig ist.

Fehlender Staatskundeunterricht

Laut der Direktion der französischsprachigen Orientierungsschulen des Kantons Freiburg haben gemäss Stundentafel alle Zweitklässler der französischsprachigen Orientierungsschulen eine Wochenstunde Staatskunde. In Wirklichkeit trifft dies nicht zu: Die Schüler der zweiten Progymnasialklassen (mit Latein) gewisser Orientierungsschulen haben das Fach Staatskunde nicht, da dem Geschichtsunterricht auf Kosten der Staatskunde der Vorzug gegeben wird. Nach Ansicht des JR wäre es sinnvoller, die Staatskunde ins dritte Jahr zu verlegen, nicht zuletzt, weil die meisten Schüler der zweiten OS in der Pubertät stecken, einer Zeit, in der mancherlei Probleme im Zusammenhang mit der Adoleszenz auftreten.

Fehlende Fortsetzung

Der dritte Punkt ist die fehlende Fortsetzung nach dem Kurs im zweiten Jahr. Es wäre denkbar, im dritten OS-Jahr den Unterricht des zweiten Jahres fortzuführen, statt ihn vom zweiten ins dritte Jahr zu verschieben. Es lässt sich leicht feststellen, dass die Schüler nur punktuell für das politische Leben motiviert werden, was auf ein gewisses Nachlassen und eine gewisse Nachlässigkeit schliessen lässt. Ausser der Wochenlektion im zweiten Jahr gibt es keinen Staatskundeunterricht. Dieses Defizit ist umso bedeutender, als die Schüler des zweiten Jahres das Gelernte schnell vergessen, weil sie sich in diesem Alter ganz einfach noch nicht für Politik interessieren. Die Kontinuität wäre ein wirksames Mittel, um ihr Interesse für die so unverstandene Politik zu fördern. Die Verlegung der Staatskunde ins dritte Jahr würde auch ihre Einführung in der ersten Gymnasialklasse, resp. im ersten Lehrjahr ermöglichen, z.B. im Rahmen des Geschichtsunterrichts. Insgesamt sollte der Staatskundeunterricht nicht auf ein einziges Schuljahr beschränkt werden und für das politische Leben müssten mehr Unterrichtsstunden zur Verfügung stehen.

Sprachliche Ungleichheit

Die Schüler der deutschsprachigen Orientierungsschulen des Kantons Freiburg haben, im Gegensatz zu den meisten ihrer französischsprachigen Kollegen, das Fach Staatskunde nicht auf dem Stundenplan. An der OSF beispielsweise benutzen Schüler beider Sprachgemeinschaften während der drei OS-Jahre die selben Gebäude, aber die deutschsprachigen Schüler kennen die politische Bildung nur aus dem Geschichtsunterricht, während die französischsprachigen das Fach Staatskunde haben.

Das Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht hat jedoch angekündigt, dass der Inhalt des Geschichtsunterrichts der deutschsprachigen Schüler ab 2007 mehr auf Politik ausgerichtet werden soll.

2.1.4 Sekundarstufe 2

Im Rahmen der Gymnasialausbildung wird Staatskunde nicht als eigenständiges Fach unterrichtet. Hingegen ist sie als Kurzfassung ein Teil des Fachs Wirtschaft und Recht im ersten Jahr. Sie wird ausserdem im Geschichtsunterricht, der in allen Jahren des Gymnasiums erteilt wird, kurz behandelt. Sowohl im Fach Wirtschaft und Recht als auch im Geschichtsunterricht werden lediglich

5-10% (vgl. die oben erwähnte Umfrage des JR) der Stunden für die Staatskunde aufgewendet, was, wie gesagt, bei Weitem nicht ausreicht. Die paar Prozent, in denen von Politik die Rede ist, betreffen ausserdem nicht notwendigerweise die Gegenwart, sondern eher die Vergangenheit.

2.2 Auserschulisch

Ausserhalb des schulischen Rahmens verfügen die Jugendlichen von heute über zahlreiche Möglichkeiten, sich über Veränderungen, Erfolge und Misserfolge in der politischen Welt zu informieren. Bleibt die Frage, worin diese Möglichkeiten bestehen und ob sie von den Jugendlichen genutzt werden und allen zugänglich sind.

2.2.1 Autodidaktische Bildung

Die Familie

Wegen des ungenügenden Staatskunde-Angebots der Schule spielen die Eltern eine wesentliche Rolle bei der politischen Bildung der Jugendlichen.

Es lässt sich leicht feststellen, dass Jugendliche, deren Eltern in der Politik (Gemeinde, Kanton oder Bund) tätig sind, eher für politische Fragen ansprechbar sind und sich regelmässiger an Abstimmungen beteiligen. Demgegenüber ist auch klar, dass Eltern, welche die obligatorische Schule nicht beendet oder weder ein Studium noch eine Lehre absolviert haben, nicht über das nötige Rüstzeug verfügen, um politische Themen zu verstehen und sie ihren Kindern zu vermitteln. In diesem Fall müssen sich die Jugendlichen ihre Informationen über die Welt der Politik anderswo beschaffen.

Soziale Beziehungen

Eine weitere Möglichkeit für Jugendliche, sich über politische Fragen zu informieren, bietet sich in ihrem sozialen Umfeld. Ab dem OS-Alter profilieren sich gewisse Jugendliche durch ihr Interesse an der Politik. Falls sie gut informiert sind, können sie für ihre Freunde eine wichtige Informationsquelle sein. Selbst wenn diese Informationen nicht immer über alle Zweifel erhaben sind, kann der Jugendliche bei seinen Freunden bewirken, dass ihr Interesse an einem bestimmten Thema geweckt wird, dass sie in ihrer Umgebung Fragen stellen, Artikel lesen, Fernsehsendungen anschauen oder sich im Internet informieren.

Die Medien

Die Medien sind in vielen Bereichen eine ausgezeichnete Informationsquelle, so auch in der Politik. Die Zeitungen veröffentlichen regelmässig und speziell in Abstimmungszeiten Artikel und Interviews zu den anstehenden Vorlagen und den unterschiedlichen Meinungen. Auch das Fernsehen strahlt regelmässig Diskussions- (z.B. „Arena“ auf SF1) und Informationssendungen zu aktuellen politischen Themen aus. Daneben befasst sich auch die Tagesschau mit diesen Themen.

Diese Art von Artikeln und Sendungen ist allerdings bei den meisten Jugendlichen nicht sonderlich beliebt. Zu anspruchsvoll sind die Inhalte, es fehlt am Wortschatz und an den notwendigen kulturellen Grundlagen. In der Regel geben die Jugendlichen trendigen TV-Serien oder dem Sportteil ihrer Zeitung den Vorzug. Politische Beiträge werden mehrheitlich als zu trocken empfunden.

Das Vereins- oder Dorfleben

Die verschiedenen Dorfvereine, wie z.B. Fussballklubs oder Jugendvereine, sind sehr hierarchisch organisiert (Vorstand, Präsident, etc.). Die Mitgliedschaft in einem dieser Vereine hilft dem Jugendlichen indirekt, die Funktionsweise unserer heutigen Gesellschaft zu verstehen, die auch sehr hierarchisch aufgebaut ist.

2.2.2 Jungparteien und –gewerkschaften

Einem politisch interessierten Jugendlichen öffnen die Jungparteien und –gewerkschaften die Tür zu einer Welt, die vielen unzugänglich erscheint. Durch verschiedene Aktivitäten, wie die Teilnahme an Diskussionen, sind die Mitglieder dieser Parteien und Verbände in Kontakt mit Männern und Frauen aus der Politik, die auf manche Frage eine Antwort wissen.

Wer allerdings in einer solchen Vereinigung mitmachen will, braucht ein Mindestmass an politischem Verständnis und politischem Interesse. Da die Jungparteien immer zu einer Mutterpartei gehören, muss man sich schon früh zu einem Parteiprogramm bekennen können, was nicht immer einfach ist.

2.2.3 Jugendräte und Jugendparlamente

Ein anderer Weg in die Politik ist die Mitgliedschaft in einem Jugendrat oder Jugendparlament. Der zweite Teil – Bilanz des Jugendrats - erklärt die Wichtigkeit eines kantonalen Jugendrats.

3 GRUNDE FÜR DIE LÜCKEN IN DER POLITISCHEN BILDUNG

Nachdem die gegenwärtige Situation im Bereich der politischen Erziehung der Jugendlichen dargelegt wurde, soll nun auf Gründe für die Lücken eingegangen werden. Unter Punkt 2 wurden verschiedene Gründe bereits implizit erwähnt (noch nicht entwickelte staatsbürgerliche Verantwortung und ungenügendes schulisches Angebot) und auch im 4. Kapitel unter den Punkten „Fehlende Einführung“ und „Mangelnde Vertiefung“ wird dieses Thema aufgegriffen. Weitere Ursachen für die Lücken in der politischen Bildung werden hier erläutert.

3.1 Technokratische und schwer verständliche politische Sprache

Die Sprache der Politiker ist komplex und schwer zugänglich, da man sie praktisch nirgends erlernen kann. Die Bürger werden mit einem grösstenteils unverständlichen Wortschatz konfrontiert, weshalb sie sich entmutigt von der Politik ihres Landes abwenden.

3.2 Komplexität des politischen Systems

Das politische System ist kompliziert und der Zugang dazu nicht einfach. Nicht zufällig spricht man eher von der Welt der Politik als vom politischen System. Seine Komplexität macht aus dem politischen System eine Welt für sich, weit weg vom Durchschnittsbürger.

3.3 Unglaubliche und verrufene Welt der Politik

Wegen falscher Versprechen gewisser Politiker, Meinungsverschiedenheiten auf allen Ebenen (Bundesrat, Parlament, Kanton, Gemeinde) sowie schlechter Wirtschaftslage verlieren die Bürger ihr Vertrauen ins politische System.

3.4 Fehlende Familienstruktur

Ein Ort, an dem man nicht intervenieren kann, ist der Kreis der Familie. Die Eltern spielen eine wichtige Rolle bei der Vermittlung der Kultur, der Wertvorstellungen und der Kenntnisse in Bezug auf das politische Leben des Landes. Zudem spitzt sich das Problem von Jahr zu Jahr zu, denn mit ihren schlecht informierten und desinteressierten Eltern geraten auch die Kinder in den Teufelskreis von Desinteresse und Vertrauensschwund dem politischen System gegenüber.

4 AUSWIRKUNGEN

In diesem Teil werden aus den erwähnten Tatsachen Folgerungen gezogen.

4.1 Kurz- und mittelfristig

Unter kurz- und mittelfristigen Auswirkungen sind namentlich die direkten Folgen der fehlenden Ausbildung in Staatskunde zu verstehen.

4.1.1 Desinteresse

Das Hauptproblem ist selbstverständlich das Desinteresse der Jugendlichen. Wie aber sollen sie sich für etwas interessieren, das ihnen ungenügend oder gar nicht erklärt wird? Solange sie die Politik nicht verstehen, werden sie sich auch nicht dafür interessieren. In den beiden folgenden Abschnitten wird versucht, dieses Desinteresse zu erklären.

Fehlende Einführung

Obwohl ein gewisses Interesse vorhanden ist, werden die Jugendlichen nicht genügend in die Welt der Politik eingeführt. Dies ist eine Auswirkung der politischen Erziehung, die in- und ausserhalb der Schule zu wenig ausgebaut ist.

Mangelnde Vertiefung

Die wichtigsten Begriffe (Parteien, Gewalten, etc.) werden im Staatskundeunterricht zwar vermittelt, die Themen werden jedoch nur ungenügend vertieft. Bei Abstimmungen werden von der Bevölkerung viele Begriffe durcheinander gebracht, resp. falsch oder gar nicht verstanden.

Wenn all diese Leute die Fragen und Themen der Politik verstünden, wäre ihr Interesse an den Abstimmungen bedeutend grösser.

4.1.2 Tiefe Stimmbeteiligung

Die tiefe Stimmbeteiligung folgt aus dem mangelnden Interesse. An den eidgenössischen Abstimmungen der letzten fünf Jahre betrug die Stimmbeteiligung durchschnittlich 46%. Das bedeutet, dass mehr als die Hälfte der Bürger nicht abstimmt, unter ihnen viele Jugendliche (vgl. Statistisches Jahrbuch 2005). Sie stimmen nicht ab, weil es sie nicht interessiert. Sie fühlen sich nicht angesprochen und sehen den Sinn des Abstimmens nicht ein.

4.2 Langfristig

4.2.1 Distanz der Politik

Die Leute fühlen sich je länger je weiter von der Politik entfernt, was verständlich ist. Diese Welt scheint ihnen so entrückt, dass in ihren Augen die Politiker eine eigene Kategorie der Gesellschaft bilden. Nach der Meinung vieler Bürger handeln die Politiker ohnehin nach eigenem Gutdünken. Das Volk verliert nach und nach sein Vertrauen in die Politik und sieht sich durch die Gewählten immer weniger vertreten. Im Laufe der Jahre dürfte so die Beziehung zwischen Politik und Volk nicht mehr funktionieren!

4.2.2 Schwindendes Engagement

Eine andere mögliche Folge ist die Abnahme des Engagements der Bürgerinnen und Bürger für die Politik. Den Parteien dürfte es immer schwerer fallen, neue Mitglieder zu rekrutieren. Bereits heute besteht dieses Problem. Es wird immer schwieriger, Jugendliche für ein langfristiges Engagement zu finden.

5 VORSCHLÄGE

Nachdem die Probleme in Bezug auf die Jugendlichen und die Politik dargelegt wurden, werden im Folgenden verschiedene Lösungsvorschläge unterbreitet. Diese sind in zwei grosse Kategorien eingeteilt: „In der Schule“ und „Ausserhalb der Schule“.

5.1 In der Schule

5.1.1 Mehr Möglichkeiten

Allen Schülerinnen und Schülern der Sekundarstufen 1 und 2 müsste Staatskundeunterricht angeboten werden. Die Einführung eines entsprechenden Fachs ist eine mögliche Lösung. Diesbezüglich wurde der JR darüber in Kenntnis gesetzt, dass ab dem Jahr 2007 nur noch die Schüler der Realklassen im zweiten Jahr das Wahlfach Staatskunde belegen können, während alle Schüler – auch die der Realklassen - im dritten Jahr in politischer Bildung unterrichtet werden.

5.1.2 Einhaltung der Programme

Der geltende Lehrplan müsste genau eingehalten werden. Aus den Fragebogen, die von den Staatskunde-Lehrpersonen ausgefüllt wurden, geht hervor, dass der Lehrplan sehr frei ausgelegt wird. Die einen begnügen sich mit dem Minimum, d.h. den Grundbegriffen, andere ersetzen die Staatskunde durch Soziologie oder Geschichte.

5.1.3 Mehr Aktualität

Die Politik, welche die meisten Leute interessiert, ist die aktuelle Politik. Sie ist auch die wichtigste. Die Leute müssen wissen, wie die politischen Kräfte heute verteilt sind, und nicht, wie sie es vor Jahrzehnten waren. Aus diesem Grund müssten die Schüler in aktueller Politik unterrichtet werden.

5.1.4 Annäherung der Politik und ihrer Vertreter

Die Politik muss zum Volk gehen, wenn sie an Glaubwürdigkeit gewinnen will. Solange die Leute nicht wissen, wer sie vertritt, werden sie den Politikern nicht vertrauen.

Der Kontakt kann auf direktem Weg hergestellt werden oder z.B. über eine Schule zustande kommen. So oder so müssen die Schulen Massnahmen ins Auge fassen. Der Jugendrat hat damit begonnen, Diskussionen zu organisieren, sowohl öffentlich als auch in den verschiedenen Kollegien des Kantons. Dabei konnten jeweils zu aktuellen Themen kompetente Personen gefunden werden. Oft sind diese Personen sogar landesweit bekannt (vgl. Punkt 4.4.1 von Anhang b). Der Jugendrat sollte allerdings nicht die einzige Organisation sein, die derartige Veranstaltungen anbietet.

5.1.5 Übungsabstimmungen an den Orientierungsschulen

Angesichts der Tatsache, dass sich die 18- bis 24-Jährigen kaum am politischen Leben beteiligen, hat sich der Jugendrat mit folgenden Fragen befasst:

- Wie kann man bei den Jugendlichen das Interesse an der Politik ihres Landes wecken?
- Wie muss man die Jugend beeinflussen, damit das Abstimmen ein Automatismus wird?
- Soll man die Jugendlichen nicht dazu anhalten, über die Vorlagen zu diskutieren und abzustimmen?

Ist es nicht zu abrupt, einem Jugendlichen, der eben volljährig geworden ist, zu sagen: „Du kannst abstimmen.“? Müsste man ihn nicht darauf vorbereiten?

Das Projekt

Der Jugendrat schlägt vor, in den Orientierungsschulen des Kantons Freiburg Übungsabstimmungen durchzuführen.

Ziel des Projekts

Das Ziel des Projekts besteht darin, das Interesse der Jugendlichen am politischen Leben ihres Landes zu wecken und zu erreichen, dass für sie die Abstimmungen zumindest so wichtig werden, dass sie sich darüber miteinander und mit den Eltern unterhalten. Der Gang zur Urne wird dadurch für die Jugendlichen selbstverständlich und nicht mehr eine langweilige und bedeutungslose Aufgabe sein.

Der JR ist davon überzeugt, dass auch politisch eher uninteressierte Jugendliche wenigstens einmal einen Kameraden oder die Eltern danach fragen werden, wie sie abgestimmt haben, resp. abstimmen werden. Damit ist das Ziel erreicht, weil nämlich der erwünschte Dialog in Gang kommt.

Die Abstimmungsvorlagen aus dem aktuellen politischen Leben ihres Landes sollten den Jugendlichen den Eindruck vermitteln, zu diesem Land zu gehören und etwas zu lernen.

Wann?

Gleichzeitig mit den kantonalen und eidgenössischen Abstimmungen.

Wo?

Abstimmungen: In jeder Orientierungsschule des Kantons Freiburg
Vorbereitung: Im Staatskundeunterricht, bzw. Geschichtsunterricht

Abstimmungsvorlagen

Natürlich würden die OS-Schüler nicht über alle Vorlagen abstimmen. Gewisse Themen sind zu heikel für ein Publikum, das doch sehr jung und oft sehr empfindsam ist. Deshalb würde zur Leitung des Projekts ein Komitee bestimmt.

Das Komitee

Es wäre zusammengesetzt aus Eltern von Schülern (2-3), interessierten Direktoren oder Lehrpersonen (2-3), Schülern, die in ihren OS-Zentren gewählt würden (2-3), und Mitgliedern des Jugendrats. Gegebenenfalls könnte das Komitee einen Psychologen beiziehen. Das Komitee würde darüber entscheiden, ob eine Abstimmungsvorlage an der OS zur Abstimmung gelangt oder nicht, und ausserdem alle weiteren Fragen zu diesen Abstimmungen behandeln. Alle Entscheide in diesem Komitee würden demokratisch gefällt.

Beiträge des Jugendrats

Der Jugendrat würde dieses Projekt während seiner ganzen Lebensdauer wie folgt begleiten:

- Mitwirkung im Komitee
- Herausgabe von Abstimmungsinformationen
- Herstellung von Urnen und Stimmzetteln
- Auszählung der Stimmen

Aufgaben der Orientierungsschulen

Die Orientierungsschulen müssten das Projekt folgendermassen unterstützen:

- Die Schüler auf die Abstimmungen vorbereiten (im Staatskunde- oder Geschichtsunterricht)
- Die Schüler zum Abstimmen „verpflichten“
- Die Abstimmungen im Rahmen der verfügbaren Mittel attraktiv und spielerisch gestalten
- Den Jugendlichen die Wichtigkeit des Abstimmens erklären

Die Resultate

Jede Orientierungsschule wird nur ihre Resultate erhalten, und zwar erst nach der offiziellen Bekanntgabe der kantonalen oder eidgenössischen Resultate. Mit der Genehmigung der EKSD und aller OS-Direktionen wird das Komitee darüber befinden, ob die Resultate veröffentlicht werden oder nicht.

5.1.6 Jährlicher Thema-Tag in allen Schulen der Sekundarstufe 2

Am 11. Oktober 2005 haben sich die Schüler der Abschlussklassen am Kollegium des Südens ausführlich mit dem Thema „Die Zukunft der Schweiz und die Rolle der Politik“ beschäftigt. Der

JR hat ein Konzept, das aufgrund der Erfahrungen am Kollegium des Südens entstanden ist und das von jeder Schule der Sekundarstufe 2 übernommen werden kann, geprüft.

Ziel

Zur Hauptsache sollen die Schranken zwischen Politikern und jungen Bürgerinnen und Bürgern abgebaut werden. Die Jugendlichen haben oft vorgefasste Meinungen von der Politik und ihren Akteuren. Diese Erfahrung soll das Eis brechen: Die Jugendlichen werden feststellen, dass die Politiker auch nur Menschen sind und dass sie selbst (die Jugendlichen) auch etwas verändern können, wenn sie wollen. So werden sie die Politiker nicht mehr als Angehörige einer eigenen Schicht wahrnehmen.

Wann?

Ein Tag jedes Jahr, am besten zu Beginn des Schuljahrs, denn das Schuljahresende ist immer überladen durch die Prüfungen. Es wäre auch denkbar, den Tag nur alle zwei Jahre zu organisieren und dabei die dritten und vierten Klassen zu berücksichtigen. Die Häufigkeit spielt letztlich eine untergeordnete Rolle; wichtig ist, dass jeder Schüler und jeder Lehrling diesen Tag einmal während seiner Ausbildung miterlebt.

Wo?

In allen Schulen der Sekundarstufe 2 (Kollegien, Diplommittelschulen, Berufsschulen, Gewerbeschulen, Landwirtschaftliches Institut in Grangeneuve und Schule für Gestaltung).

Für wen?

Für die Schüler der Abschlussklassen, genauer: für Schüler der Altersklasse 18-20.

Kosten

Die Gesamtkosten (Mittagessen, Fahrkosten, Geschenke für die sechs Diskussionsteilnehmer) belaufen sich auf ungefähr 1800 Franken. Es ist festzuhalten, dass im Fall des Kollegiums des Südens keiner der Diskussionsteilnehmer eine Entschädigung verlangt hat.

Vorbereitung

Selbstverständlich müssen die Schüler auf einen Thema-Tag vorbereitet werden. Jeder muss zumindest das A-B-C der Politik kennen. Die Geschichtslehrer müssten deshalb zuerst die Institutionen und politischen Parteien der Schweiz vorstellen. Danach müssten sie das für den Tag ausgewählte Thema erklären, so dass jeder Schüler oder Lehrling in der Lage wäre, bestmöglich von dieser Gelegenheit zu profitieren. Die Vorbereitung sollte im Übrigen möglichst ansprechend gestaltet sein, damit das Interesse der Jugendlichen geweckt wird. Zur Illustration des Themas wurde den Abschlussklassen des Kollegiums des Südens der Film „Mais im Bundeshuus“ von Jean-Stéphane Bron (www.maisimbundeshuus.ch) vorgeführt. In diesem Film wird eine Parlamentarische Kommission während der Ausarbeitung eines Gesetzes über die Gentechnologie begleitet.

Das Thema

Für diesen Tag muss man ein allgemeines Thema wählen, das die Jugendlichen anspricht und berührt, kurz gesagt: etwas, was die Aktualität oder die Zukunft betrifft. Die Wahl des Themas ist ausserordentlich wichtig, sie entscheidet quasi über Erfolg oder Misserfolg des Tages. In Bulle lautete das Thema: „Die Zukunft der Schweiz und die Rolle der Politik“. Ein anderes interessantes Thema wäre z.B. „Die Schweiz und Europa“.

Zentrale Themen

Es empfiehlt sich auch, verschiedene Leitlinien zum Thema festzulegen. Diese „Unterthemen“ dienen dazu, die Diskussionen zu lenken. Die Leitlinien im Kollegium des Südens waren: „Die Integration der Ausländer“, „Die sozialen und wirtschaftlichen Fragen (Entwicklung, Beschäftigung, etc.)“, „Europa“ und „Die Funktionsweise der Politik: verhandeln oder aufzwingen?“.

Beispiel eines Tagesablaufs

- 08.00 – 09.30 Uhr: Vortrag über ein politisches Thema. Thema und Vortragender sind zu bestimmen!
- 10.00 – 12.00 Uhr: Jede Klasse macht sich ihre Gedanken über eines der oben erklärten „Unterthemen“. Diese Reflexions-Ateliers werden von den Geschichtslehrern geleitet.
- 13.15 – 14.30 Uhr: Zusammenarbeit zwischen den Klassen mit gleichem Thema unter Mitwirkung von 1-2 eingeladenen Persönlichkeiten aus der Politik. Wichtig ist, dass die Jugendlichen Zeit haben, den Politikern auch Fragen zu stellen, die über das Thema hinausgehen.
- 14.45 – 16.15 Uhr: Öffentliche Diskussion zu einem Thema, wie etwa „Die Schranken zwischen der Macht und dem Bürger abbauen. Einige Gedanken dazu“.

Die Politiker

Die Zahl der eingeladenen Politiker hängt von der Anzahl Klassen oder Gruppen ab. Wenn ein fruchtbarer Austausch zustande kommen soll, muss pro Klasse von 20 Schülern mit einem Politiker gerechnet werden. Der Tag kann dadurch an Attraktivität gewinnen, dass diese Politiker aus möglichst unterschiedlichen Kreisen stammen (Nationalrat, Gemeinderat, Botschaft, etc.)

Folgerungen

Es ist sehr wichtig, dass dieser Vorschlag von allen Schulen der Sekundarstufe 2 verwirklicht wird. Will man nämlich das Interesse der Jugendlichen an der Politik wecken, genügt es nicht, ihnen zu erklären, was Politik ist; sie müssen sich von ihr auch betroffen fühlen, und dazu müssen sie sie verstehen. Aus diesem Grund ist diese Art von Thema-Tag, an dem die Jugendlichen mit der Politik in Berührung kommen, indem sie mit deren Akteuren diskutieren, unerlässlich. Das beste Mittel, um die Durchführung eines jährlichen Thema-Tages an allen Schulen der Sekundarstufe 2 zu garantieren, wäre das Festschreiben dieses Tages im Schulprogramm. Die Gesamtkosten könnte der Kanton tragen, für die Logistik und Organisation wäre jedes Kollegium selbst verantwortlich.

5.2 Auserschulisch

Es wurden auch mehrere Möglichkeiten ausserhalb des Schulzimmers geprüft.

5.2.1 Schaffung eines Jugendparlaments

Ziel

Die Aufgabe des Jugendparlaments bestünde darin, Vorschläge zur Verbesserung der aktuellen Situation der Jugendlichen zu unterbreiten und ihnen die Möglichkeit zu bieten, sich zu Themen zu äussern, die sie betreffen.

Das Jugendparlament könnte alle Fragen erörtern, welche die Jugend im Allgemeinen angehen.

Mitglieder des Jugendparlaments (Jung-Abgeordnete)

Das Jugendparlament wäre aus Jugendlichen im Alter von 15-20 Jahren zusammengesetzt. Diese würden durch ihre Schulkameraden oder durch die Schulverantwortlichen gewählt, je nach Entscheid des betreffenden Rektors. Eine Wahl durch die Schüler wird jedoch empfohlen.

Die Jung-Abgeordneten wären die Vertreter der Schulen des Kantons Freiburg.

Die Zahl der Abgeordneten pro Schule wäre von der Schülerzahl abhängig; insgesamt würde das Jugendparlament 110 Mitglieder zählen.

Folgende Schulen wären vertreten:

- Die Kollegien des Kantons Freiburg
- Die Berufsschulen
- Die Diplommittelschulen
- Die Handelsschulen
- Die Schule für Gestaltung
- Die Gewerbeschule

Die Jung-Abgeordneten dürften einer Partei angehören und würden als Kompensation für ihre Parlamentsarbeit von gewissen Schulstunden oder Schularbeiten dispensiert.

Der Staat Freiburg würde jedem Abgeordneten pro Tag eine Entschädigung von 50 Franken bezahlen (für Fahrten, Mittagessen, etc.).

Versammlung des Jugendparlaments

Das Jugendparlament würde mindestens zweimal pro Jahr tagen, wenn nötig auch häufiger. Die Versammlungen fänden im Grossratssaal statt. Das Budget für die Aktivitäten des Jugendparlaments dürfte sich in der Grössenordnung von 20 000 Franken bewegen. Der Staat könnte sich jederzeit über die Verwendung dieser Gelder informieren.

Das Jugendparlament bekäme das Recht, im Grossrat Volksmotionen (KV) einzureichen, sofern eine Mehrheit der Jung-Abgeordneten deren Wortlaut annähme.

5.2.2 Aufgaben der Gemeinden

Einleitung

Der JR geht davon aus, dass der Informationsmangel einer der Hauptgründe für das Desinteresse der Jugendlichen an der Politik darstellt und unterbreitet hier daher einen Vorschlag, wie dieser Mangel behoben werden könnte. Diesmal wären die Gemeinden gefordert.

Das Projekt

Jede Gemeinde organisiert üblicherweise einen Aperitif oder ein Nachtessen anlässlich der Aufnahme ihrer Jungbürger. Mit der Volljährigkeit erreichen die Jugendlichen auch das Stimmrechtsalter. Diese Versammlungen wären eine gute Gelegenheit, um den Jugendlichen das Funktionieren der schweizerischen Politik und die politischen Parteien der Schweiz zu erklären. So könnte etwa ein Vertreter jeder Partei die Leitlinien seiner Partei und die Gründe für sein persönliches Engagement erläutern.

Zudem sollte jede Gemeinde den Jugendrat kurz vorstellen. Mit 18 Jahren wissen die Jugendlichen, die sich engagieren möchten, häufig noch nicht, welcher Partei sie beitreten möchten. Der Jugendrat ist eine Alternative für diese Leute, aber auch für jene, die keiner Partei angehören wollen, aber doch „etwas bewegen“ möchten.

Ziel des Projekts

Es besteht darin, dass jeder Jugendliche zum Zeitpunkt seiner Volljährigkeit in den Genuss eines kleinen Staatskundeunterrichts kommt. Wer interessiert sich schon für etwas, dessen Inhalt er nicht kennt? Niemand!

Aufgabe der Gemeinden

Jede Gemeinde würde:

- je nach Lust und Möglichkeiten einen Aperitif oder ein Nachtessen organisieren, um den Eintritt der Jungbürger in die Volljährigkeit zu feiern
- während dieser Feier die Grundlagen und die Funktionsweise der schweizerischen Politik erklären (Nationalrat, Staatsrat, Ständerat, Grossrat, Gemeinderat, Generalrat, etc.)
- jeder Partei der Gemeinde (und auch weiteren Parteien) die Möglichkeit bieten, sich den Jugendlichen vorzustellen
- in einigen Worten den Jugendrat präsentieren
- jedem Jungbürger die Broschüre überreichen, in welcher der Jugendrat erklärt wird

Rolle des Jugendrats

Der Jugendrat würde:

- mit jeder Gemeinde Kontakt aufnehmen, um ihr das Projekt zu erklären und sie zur Durchführung zu ermuntern
- in den Gemeinden nach dem Datum für das „Fest“ fragen
- den Gemeinden die notwendigen Broschüren liefern
- pro Gemeinde eine Kontaktperson finden, die den Jugendrat kurz vorstellt, und sich vergewissern, dass diese Person diesbezüglich gut informiert ist

- Mitglieder ermutigen, selbst von Zeit zu Zeit den Jugendrat vorzustellen (z.B. in ihrer Wohngemeinde)

Folgerung

Das Projekt kostet wenig und ist leicht umzusetzen, weil es vom Willen jeder Gemeinde abhängt. Der Jugendrat wäre zwar bereit, zum Erfolg des Projekts beizutragen, bräuchte dazu aber die Unterstützung des Staates. Er erachtet es als unabdingbar, dass jeder Jungbürger dank einem kurzen Staatskundeunterricht in die Lage versetzt wird, das politische System und die Wichtigkeit der Teilnahme an den Abstimmungen zu verstehen. Natürlich würden sich die Gemeinden eher am Projekt beteiligen, wenn der Kanton sie dazu auffordern oder gesetzlich verpflichten würde.

6 SCHLUSSFOLGERUNG

Nach intensiver und seriöser Analyse hat der Jugendrat zuerst festgestellt, dass das schulische Angebot eine der Hauptsäulen bildet, wenn es darum geht, die Jugendlichen für das politische Leben ihres Landes zu motivieren und sie darüber zu informieren. Deshalb ist es entscheidend und sinnvoll, auf dieser Ebene zu intervenieren. Leider – ob aus Nachlässigkeit oder mangelnder Kreativität - kommt die Staatskunde während der obligatorischen Schulzeit zu kurz. Obwohl die Orientierungsschulen verpflichtet sind, die Jugendlichen auf das Erwerbsleben vorzubereiten, zeigt die Wirklichkeit ein anderes Bild. Die Orientierungsschulen, wie auch die Kollegien, kümmern sich lieber um Mathematik, Fremdsprachen oder Deutsch, als dass sie sich mit einem Fach beschäftigen würden, das einen Bezug zum Erwerbsleben und zur Aktualität hat. Der Geschichtsunterricht konzentriert sich gänzlich auf Vergangenes. Es scheint dem JR sehr wichtig, dass jeder Lehrer erkennt, dass er seinen Schülern auch die heutige Gesellschaft erklären sollte. Natürlich kann man aus der Vergangenheit viel für die Gegenwart lernen, aber nur durch Erläuterungen zur heutigen Gesellschaft werden die Jugendlichen den Nutzen der Abstimmungen und eines politischen Systems verstehen.

Der Jugendrat hat mehrere gleichwertige Projekte erarbeitet, um eine ziemlich besorgniserregende Situation zu verbessern; er hofft, dass das Resultat dieser Studie nicht bloss ein zusätzlicher „Tropfen auf den heissen Stein“ bleiben möge. Es ist wichtig, dass die Notwendigkeit von Änderungen im System erkannt wird.

Der Jugendrat des Kantons Freiburg: Eine Erfahrungsbilanz

1 EINLEITUNG

1.1 Zusammenhang

Der Jugendrat (JR oder Rat) ist eine ausserparlamentarische Kommission des Kantons Freiburg. Der JR ist der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) administrativ zugewiesen.

Er hat die Aufgabe, die Jugend bei den kantonalen Behörden, die ihn in Fragen der Jugendpolitik konsultieren können, zu vertreten. In diesem Sinne wurde der JR gebeten, im Zusammenhang mit der Antwort auf das Postulat Dorand-Vonlanthen Bilanz über den Rat zu ziehen.

Die Rolle des JR im Kanton verhilft ihm zu einer bevorzugten Stellung in der Beobachtung und Feststellung von Elementen, die direkt mit dem Postulat in Verbindung stehen. Ausgehend von der Geschichte des JR, in Anbetracht seiner Aktivitäten und seiner Bilanz, lassen sich gewisse Ähnlichkeiten mit den verschiedenen Punkten feststellen, die bereits weiter oben in der Antwort auf das Postulat besprochen wurden.

1.2 Schaffung des Jugendrats

Es soll kurz darauf eingegangen werden, wie der JR eingesetzt wurde, welche Personen ihn begründet haben und in welchem Zusammenhang er ins Leben gerufen wurde.

Im April 1998 fällte der Staatsrat im Rahmen seiner Antwort auf das Postulat Rudaz-Vonlanthen den Entscheid, ein offizielles Organ zu schaffen, das den Auftrag erhielt, die Jugend bei den politischen und administrativen Behörden des Kantons zu vertreten.

Nach dem Modell des Kantons BL beschloss der Staatsrat, eine ausserparlamentarische Kommission einzusetzen. Diese Kommission erhielt den Namen Jugendrat, sollte aus zwölf Mitgliedern im Alter von 16-25 Jahren bestehen und für eine Legislatur von 5 Jahren bestimmt werden. Die Direktion des Innern und der Landwirtschaft (heute: die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft), die vom Staatsrat mit der Schaffung des JR betraut wurde, startete im Laufe des Monats Mai 1998 eine Kampagne, um die Jugendlichen über die Schaffung des Rats zu informieren. Dank der Vermittlung durch Presse und Schulen konnten die Jugendlichen, die an diesem Versuch teilnehmen wollten, für die Wahl ins Jugendparlament kandidieren.

So versammelten sich am 20. März 1999 105 junge Freiburgerinnen und Freiburger im Landwirtschaftlichen Institut Grangeneuve, um die ersten Mitglieder des JR zu wählen.

2 MITGLIEDER

Im Leben jeder Organisation nimmt das Personal einen enorm wichtigen Platz ein. Dieses Kapitel bietet die Gelegenheit, von den wichtigsten Statistiken über die Mitglieder sowie den personellen Veränderungen im Rat Kenntnis zu nehmen.

2.1 Entwicklung der Mitgliederzahl (1999 – 2006)

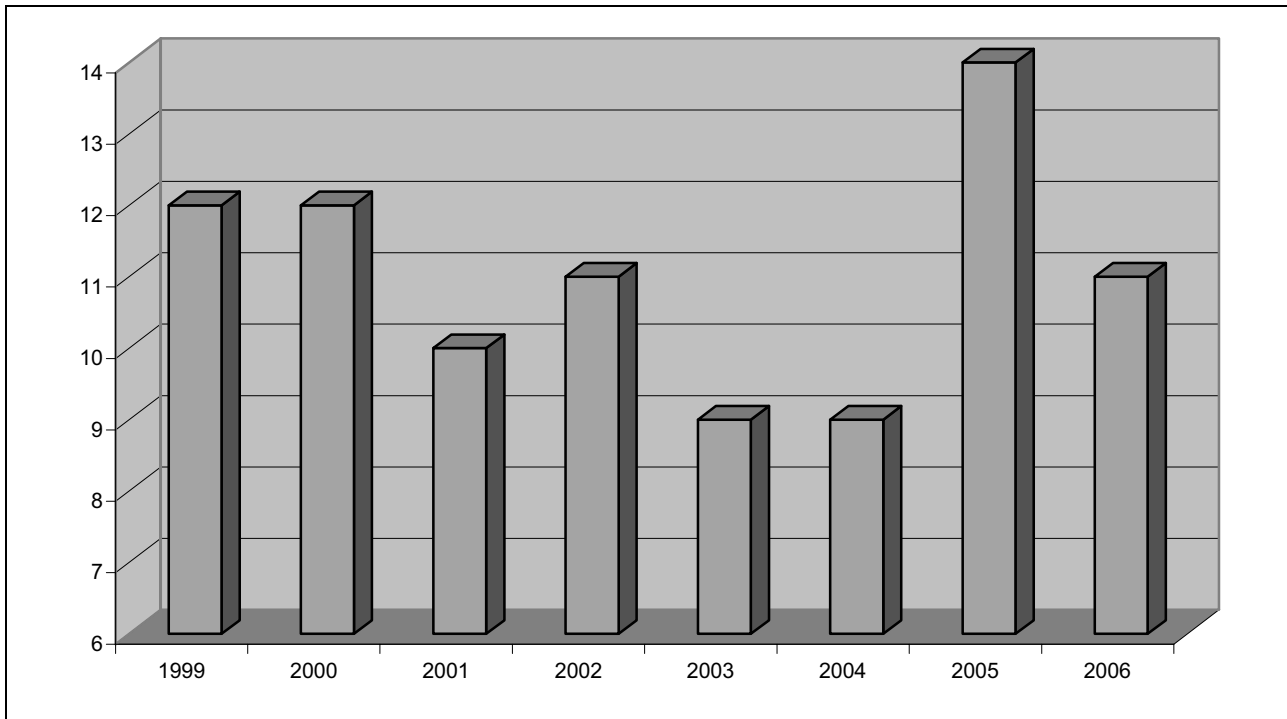


Abbildung 1: Entwicklung der Mitgliederzahl

Bei seiner Gründung legte der JR eine Gesamtzahl von 12 Sitzen fest. Ab dem zweiten Jahr bekundete er Mühe, alle Sitze zu besetzen. Grafik 1 zeigt eine abnehmende Tendenz von 2001 bis 2004.

Im Jahre 2005 hat die Zahl der Mitglieder merklich zugenommen, weil die Rekrutierung weniger gemäss Protokoll dafür mehr nach allen Seiten stattfand.

2.2 Stand am 30. September 2006

Am 30. September 2006 bestand der JR aus 11 Mitgliedern im Alter zwischen 19 und 25 Jahren. Es ist zu beachten, dass er während einiger Monate 17 Personen umfasste. Mehr als die Hälfte der Mitglieder hat weniger als ein Jahr Erfahrung, lediglich zwei Personen sind länger als zwei Jahre dabei.

„Typen“ von Mitgliedern:

- Mehr als 75 % der Mitglieder sind Schüler oder Studenten, die übrigen sind Arbeitnehmer.
- Zwei Mitglieder sind deutscher Muttersprache.
- Mehr als 80 % der Mitglieder haben ein Gymnasium besucht oder besuchen es noch. Die andern Mitglieder absolvieren eine Lehre oder haben eine solche abgeschlossen.

2.3 Entwicklung des Erneuerungsverfahrens

Seit seiner Schaffung musste sich der JR immer wieder darüber klar werden, dass er in Sachen Rekrutierung neuer Mitglieder nicht zu hohe Ansprüche stellen darf. Von 1999 bis 2003 erfolgte die Erneuerung durch Kooptation. Das heisst, dass in einer ersten Phase alle jungen Freiburger mit Interesse an politischen und staatsbürgerlichen Fragen vom JR zu einer Kandidatur aufgefordert wur-

den. Anschliessend unterhielt sich der Rat mit den Kandidaten und wählte aufgrund der Kriterien Fähigkeiten und Verfügbarkeit die geeigneten Personen aus.

Seit 2004 orientiert sich die Erneuerung weniger am Protokoll und ist dadurch zugänglicher geworden. Mit jeder an einer Ratsmitgliedschaft interessierten Person wird ein ungezwungenes Gespräch geführt. Als Voraussetzung wird lediglich ausreichende Motivation gefordert.

Der JR könnte sich zur Mitgliederzahl im Jahr 2005 beglückwünschen, aber es gilt festzuhalten, dass sich die Aufgaben stark verändert haben und dass deren Gesamtheit ganz neu verteilt wurde. Deshalb wäre es falsch, zu glauben, der Rat habe all seine Rekrutierungsprobleme gelöst. Zum jetzigen Zeitpunkt gehören dem Jugendrat nur noch 10 Aktivmitglieder an.

2.4 Allgemeine Feststellungen zum Personal

2.4.1 Häufiger Wechsel im JR

Von seiner Gründung bis im Juni 2006, also im Laufe von rund sechs Jahren, gehörten dem JR mehr als 30 verschiedene Jugendliche an, dabei betrug das „reglementarische“ Mandat fünf Jahre!

Diese Situation erklärt sich durch die Ausbildungsgänge der Mitglieder (Ausbildung in einer andern Stadt, im Ausland etc.), die grosse Mobilität, welche die Berufswelt erfordert, und den schnellen Wechsel der Interessen in diesem Alter (Demotivierung inbegriffen).

Das ist der Hauptgrund dafür, dass es dem Rat manchmal an Stabilität in der Organisation fehlt und dass viel Energie in die Rekrutierung neuer Mitglieder fliesst.

2.4.2 Schwierigkeiten bei der Rekrutierung

Fehlende Motivation der Jugendlichen für ein Engagement (namentlich ein politisches)

Vor allem die Jugendlichen sind entmutigt durch die Langsamkeit, mit der Veränderungen vorstatten gehen, und durch das Ausbleiben ihrer konkreten Wirkung an Ort und Stelle. Die Freiwilligenarbeit spricht nicht mehr viele an und Leute zu finden, die sich vom Engagement für die Allgemeinheit und speziell in der Politik nicht abschrecken lassen, ist nicht einfach.

Mangelnde Information und fehlende Kontakte zwischen den Jugendlichen (möglichen Kandidaten) und dem JR

Es ist für einen Jugendlichen oft schwierig, auch wenn er den JR kennt, die notwendigen Schritte für eine Mitgliedschaft zu unternehmen, sei es, weil er über den Rekrutierungsmodus nicht Bescheid weiss oder weil er die Ziele und die Funktionsweise des JR nur unzureichend kennt. Insbesondere der gegenwärtige Erneuerungsmodus (Rekrutierungskampagnen in den Schulen) ist zu unpersönlich und zu „institutionell“, um die Anwärter zu motivieren.

„Kompetenzdefizit“ bei den Jugendlichen

Die Jugendlichen sind in Ausbildung (Aneignen von Kenntnissen und Kompetenzen) und verfügen nicht über die notwendige Erfahrung, welche die Mitgliedschaft im JR voraussetzt (Planung und Realisierung von Projekten, Verfassen von Berichten, juristische und politische Kenntnisse, Leitung von Sitzungen etc.). Diese Tatsache führt dazu, dass sich gewisse Jugendliche „unfähig“ oder „unnützlich“ vorkommen, was sie demotiviert.

Schwierigkeiten, die sprachliche und berufssoziologische Vertretung zu gewährleisten

Der JR hat erhebliche Schwierigkeiten, seine Mitglieder so zu rekrutieren, dass die Regionen und Berufskategorien angemessen vertreten sind.

Zurzeit sind unter den 11 Mitgliedern:

- 4 Mädchen und 7 Jungen
- 2 Deutschsprachige (perfekt französisch sprechend)
- 5 Mitglieder studieren an der Universität, 2 absolvieren das Gymnasium, 1 die Gewerbeschule, 2 sind berufstätig und 1 absolviert ein Praktikum.

Von allen Kriterien ist nur das der Geschlechtervertretung einigermaßen erfüllt. Man muss jedoch sehen, dass es die dem JR zur Verfügung stehenden Mittel nicht erlauben, alle Texte auf Deutsch zu übersetzen. Auch seine Sitzungen werden nur auf Französisch abgehalten. Das hängt natürlich von den sprachlichen Fähigkeiten der Mitglieder ab.

Was die berufssoziologische Vertretung angeht, lässt sich unschwer feststellen, dass die Gymnasialausbildung eher zu einem politischen Engagement führt. Es ist zu bemerken, dass all unsere Rekrutierungskampagnen und Aktivitäten in beiden Sprachen und in sämtlichen Schulen (Berufsschulen eingeschlossen) durchgeführt werden.

3 ORGANISATION

Dieses Kapitel zeigt, wie sich der JR seit seiner Gründung intern organisiert hat. Nach der Lektüre dieses Kapitels werden Sie feststellen, dass sich die Organisation zwar ein wenig entwickelt hat, ohne dass sie aber revolutioniert worden wäre.

3.1 Entwicklung**3.1.1 1999–2003**

Bei seiner Schaffung im Jahre 1999 bestand der JR aus 12 Mitgliedern. Nach einigen Aktivitäten des JR nutzte er das Jahr 2000 teils dazu, eine interne Organisation zu begründen, welche die Aktivitäten des Rats erleichtern und damit seine Wirksamkeit verbessern sollte.

Im Jahre 2000 beschloss der JR also, einen Vorstand mit einem Präsidenten, einem Sekretär sowie einem Kassierer einzusetzen. Gleichzeitig wurde die Arbeit bereits in mehreren Arbeitsgruppen mit 3 bis 5 Mitgliedern organisiert, von denen eines die Verantwortung trägt.

Im Jahre 2001 verfasste der JR ein internes Reglement, das von der Gesamtheit der Mitglieder angenommen wurde. Es präzisiert die Arbeitsmethoden und legt die Organisation des Rats klar fest. Im Übrigen wurde der Vorstand um die Stelle des Sprechers erweitert.

3.1.2 2004

Im Jahre 2004 hat sich der JR als Ganzes in Frage gestellt und sein internes Reglement ein wenig geändert mit der Absicht, seine verschiedenen Probleme zu lösen, wie z.B. jenes des Mangels an „Arbeitskräften“. Zu diesem Zweck wurde die Möglichkeit der Partner-Mitgliedschaft eingeführt. Ein Partner-Mitglied kann vom Rat, vom Vorstand oder von den Arbeitsgruppen je nach Bedarf

oder Zweckmässigkeit ernannt werden. Die Grundidee besteht darin, motivierte, aber nicht ausreichend verfügbare Personen in die Arbeit des JR einbeziehen zu können.

Die Rekrutierung wurde auch noch einmal überarbeitet; sie wurde „zugänglicher“, weil die „Anhörung“ durch ein ungezwungenes Gespräch ersetzt wurde. Sehr konkrete Fälle haben gezeigt, dass diese Änderung dem Rat zu mehr Mitgliedern verholfen hat. Die zahlenmässige Entwicklung im Jahr 2005 (2.1) unterstreicht dies eindrücklich.

3.1.3 2005

Zu Beginn des Jahres 2005 verliessen wichtige Mitglieder den Rat. Da sich keine Nachfolger finden liessen, begann für den JR eine „vorstandslose“ Zeit. Eine Sekretärin war für die administrativen Kontakte verantwortlich, während ein „Kontakt-Mitglied“ die Beziehung mit der ILFD aufrechterhielt. Die allgemeine Organisation lag in den Händen einer kleinen Gruppe von Mitgliedern.

Diese Situation war bewusst herbeigeführt worden, um jedem Einzelnen zu ermöglichen, im Rahmen des Rats Verantwortung zu übernehmen. Mehr als die Hälfte der Mitglieder war nämlich neu, und es wäre entsprechend schwierig gewesen „offizielle“ Verantwortung zu übernehmen.

Nach einigen Monaten ohne Vorstand organisierte der JR „vorgezogene“ Wahlen, in denen ein „Übergangsvorstand“ bis Ende 2005 bestellt wurde. Die zuvor festgelegte Strategie war erfolgreich, führte sie doch zu einem neuen Vorstand gemäss internem Reglement: Kassierer(in), Sekretär(in), Vizepräsident(in) und Präsident(in).

3.1.4 2006

Ende 2005 hat der JR reguläre Wahlen durchgeführt. Für den Sekretariatsposten liess sich leider kein Kandidat finden. Die beiden neu gewählten Mitglieder, die ihr Amt am 1. Januar angetreten haben, teilen sich die administrativen Aufgaben.

3.2 Stand am 30. September 2006

3.2.1 Internes Reglement

Das gegenwärtige Reglement des JR ist eher ein Organisationsinstrument denn eine administrative Verpflichtung. Es erfreut sich ausgesprochener Stabilität, zumal es seit Februar 2004 lediglich eine Änderung erfahren hat. Der JR stützt sich auf drei Gruppen, deren Tätigkeiten nachfolgend kurz beschrieben sind.

3.2.2 Gruppe Information-Bildung

Dieser Gruppe gehört zurzeit nur noch ein Passivmitglied an. Die Aufgaben werden daher zwischen allen Mitgliedern des JR gleichmässig aufgeteilt. Treffen finden statt, wenn sich eine Zusammenarbeit aufdrängt. Allerdings finden diese Sitzungen nicht regelmässig statt, da die Arbeit gut verteilt und organisiert ist.

Zu den Aufgaben, die die Gruppe momentan beschäftigen, gehört die Herstellung von Kontakten (für die Podiumsdiskussionen in den Schulen, für die Verteilung der Broschüren, für die Verbreitung der Informationen in den Freiburger Schulen). Der ehemalige Gruppenverantwortliche hatte sich systematisch allen Schulleitenden und -direktoren vorgestellt. Angesichts der Verfügbarkeit der erwähnten Personen wurde diese Aufgabe noch bis Ende September 2006 wahrgenommen.

Der Jugendrat versuchte einen Plan für die Podiumsdiskussionen 2006 zu erarbeiten. Kurzfristig wird sich die Gruppe darauf konzentrieren, Informationsbroschüren zu den Abstimmungen herauszugeben, welche die Jugendlichen klar, einfach und genau über die Vorlagen orientieren sollen. Er wird jedoch dafür sorgen, dass an den kantonalen Schulen erneut Podiumsdiskussionen lanciert werden, um die Jugendlichen für die aktuelle Schweizerpolitik zu sensibilisieren, und Broschüren herausgeben.

3.2.3 Gruppe Technik

Sie besteht momentan aus 6 Mitgliedern und einem Partnermitglied. Die ganze Gruppe trifft sich im Durchschnitt einmal monatlich. Die restliche Arbeit wird in Form von Gruppenarbeitssitzungen oder Treffen mit externen Partnern geleistet.

Ende 2005 und Anfang 2006 hat sich die Gruppe Technik vor allem mit der schwierigen Aufgabe einer Sponsoring-Kampagne befasst, die mit einer sehr positiven Bilanz abgeschlossen werden konnte. Der Geldbetrag, der für die Aufschaltung und den Unterhalt der Site aufgetrieben wurde, übersteigt alle Erwartungen. Im Rahmen dieser Kampagne suchte der JR auch den Kontakt mit den Medien, um eine Rubrik eröffnen zu können oder einfach mit Hilfe eines Artikels auf sich aufmerksam zu machen. Diese Leitartikel werden der Site www.hi-guide.ch zu mehr Bekanntheit verhelfen. Auch dieses Ziel hat er erreicht, indem er mit mehreren Medienstellen Vereinbarungen abschliessen konnte.

Parallel dazu wurden zur Ausstattung der Internetsite Aktualisierungs- und Unterhaltsarbeiten für die übrigen Rubriken ausgeführt.

In den vergangenen Monaten hat die Gruppe Technik die Site www.hi-guide.ch in eine Version, die ausschliesslich von den Mitgliedern der Gruppe geschaffen wurde und betreut wird, umgewandelt. Sie sieht ausserdem die Schaffung einer neuen Version der Site www.jrfr.ch vor. Die Site www.hj-guide.ch soll vor allem interaktiver gestaltet und häufiger mit Neuerungen bestückt werden, damit ein treues Internet-Publikum gewonnen und ein „hi-guide-Reflex“ entwickelt werden kann.

3.2.4 Gruppe Politik

Diese Gruppe besteht im Moment aus 4 Mitgliedern, deren eines der Gruppe vorsteht. Die Gruppe Politik hat den Rest des JR aufgefordert, bei der Beantwortung des Postulats Dorand-Vonlanthen mitzuhelfen.

4 Personen, die normalerweise in anderen Arbeitsgruppen des JR beschäftigt sind, verstärken die Gruppe Politik für diesen punktuellen Auftrag. Während drei Monaten hat sich die Gruppe mindestens einmal wöchentlich zu einer Bestandesaufnahme getroffen. Trotz einiger Schwierigkeiten, passende Sitzungstermine für alle zu finden, setzten die Gruppe Politik und der JR alles daran, die Antwort auf das Postulat so schnell wie möglich abzuliefern. Zurzeit trifft sich die Gruppe Politik zweimal pro Monat, um das Postulat, das aus administrativen Gründen erst mit Verspätung dem Grossen Rat unterbreitet werden konnte, auf den neuesten Stand zu bringen.

Nach Abschluss dieser Arbeit wird sich die Gruppe Politik an die Umsetzung der verschiedenen Lösungsvorschläge machen, die sie in der Antwort auf das Postulat Dorand-Vonlanthen formuliert hat: Übungsabstimmungen in allen Orientierungsschulen des Kantons Freiburg, Organisation eines jährlichen Treffens mit dem Gesamtstaatsrat oder auch eines Thema-Tags in sämtlichen Schulen der Sekundarstufe 2 des Kantons.

3.3 Sitzungen

3.3.1 Plenen

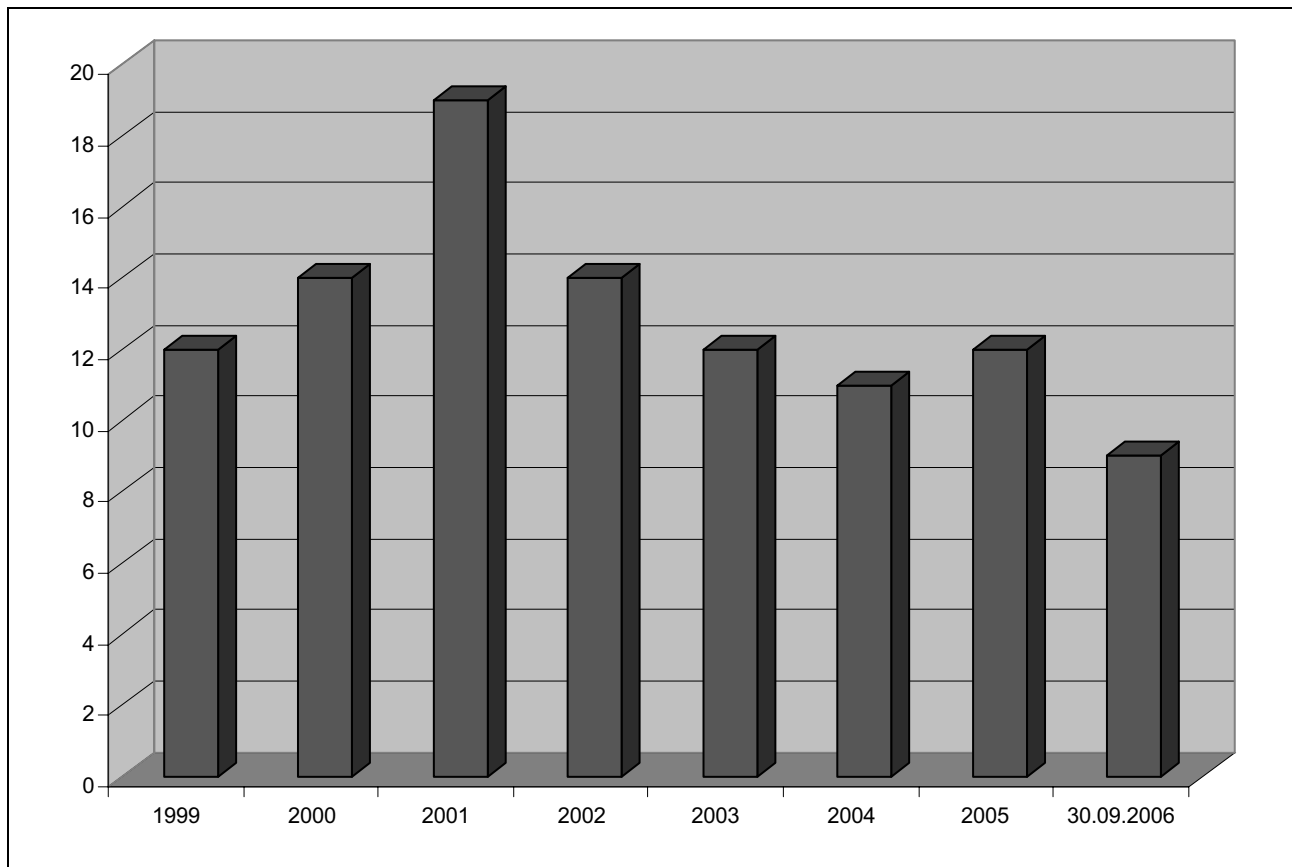


Abbildung 2: Überblick über die Anzahl jährlicher Plenen

Pro Jahr hat der JR durchschnittlich rund 15 Plenen abgehalten, also etwa eines pro Monat. Wenn man bedenkt, dass der JR vorwiegend in Arbeitsgruppen organisiert ist, kann diese Zahl als angemessen bezeichnet werden.

Das Plenum wird vom Vorstand geleitet, und zwar gemäss geltendem Reglement. Die Gruppenchefs äussern sich ebenfalls zum Inhalt der Sitzungen.

3.3.2 Arbeitsgruppen

Der JR verzichtet bewusst darauf, die Anzahl Sitzungen der einzelnen Arbeitsgruppen im Detail zu erwähnen, da diese Zahlen nicht von Belang sind. Hingegen ist es interessant, festzustellen, dass die Arbeitsgruppen durchschnittlich jede Woche zusammensitzen. Nicht mitgezählt sind kleinere Arbeiten, die innerhalb jeder Gruppe anfallen.

3.4 Beziehungen zur ILFD und zur EKSD

Die Beziehungen zwischen der ILFD, der EKSD und dem JR waren nicht immer sehr klar: „Was erwartet der JR von der ILFD?“ und „Was erwartet die ILFD vom JR?“. In dieser Optik schuf der Rat eine Stelle „Kontaktperson mit der ILFD“. Die hierfür ernannte Person trifft sich regelmässig mit dem JR-Verantwortlichen der ILFD.

Dank dieser neuen Stelle werden all unsere Projekte und Aktivitäten effizienter kommuniziert. Gegenwärtig ist die Stelle von einem Vorstandsmitglied des JR besetzt.

Der JR muss in dieser Richtung weiterfahren, auf einen Punkt jedoch mehr Gewicht legen: Einladung der Verantwortlichen zu den Sitzungen des JR (die einzuladenden Personen müssen noch bestimmt werden).

3.5 Schwierigkeiten

Eine der gegenwärtigen Schwierigkeiten des JR besteht in der Tatsache, dass seine Mitglieder häufig wechseln. Dies hat zur Folge, dass der JR immer auf bestehende Dinge zurückkommen und fast bei jedem Plenum die verschiedenen Punkte des Reglements neu festlegen muss.

Eine andere Hauptschwierigkeit des JR ist die Rekrutierung. Zurzeit spielt sie sich vorwiegend im Familien- und Freundeskreis der Mitglieder ab. Der JR ist der Ansicht, dass neue kantonale Wahlen sowie eine grosse Propagandaaktion nicht nur helfen könnten, die motiviertesten Jugendlichen des Kantons zu rekrutieren, sondern auch das Ansehen des JR steigern würden. Das könnte die Lust der Jugendlichen an einer Mitgliedschaft in einer ausserparlamentarischen Kommission, die allmählich einen festen Platz in der Welt der Grossen, der Welt der Politik, einnimmt, steigern.

3.6 Chancen

Momentan bietet der JR allen interessierten Personen ausserordentliche Möglichkeiten, zumal jedes neue oder amtierende Mitglied praktisch seine Wunschstelle besetzen kann.

Allerdings darf man nicht übersehen, dass es sich hier um eine Ausnahmesituation handelt, die folglich nicht üblich ist. Sie kommt dadurch zustande, dass es dem JR einerseits an Mitgliedern mangelt und gewisse Mitglieder andererseits deshalb bleiben, weil sie ihren Wunschposten bekleiden können.

3.7 Zukunft

Mit dem neuen Jugendgesetz hat der JR eine gesetzliche Grundlage erhalten. Auch wenn der JR gewisse Bedenken zur Zweckmässigkeit einer solchen Bestimmung geäussert hatte, sollte sie dennoch zur Kenntnis genommen werden und der Jugendrat wird auf die Umsetzung dieser neuen Gesetzgebung hin arbeiten.

4 AKTIVITÄTEN

In diesem Kapitel werden sämtliche Projekte des JR aufgelistet. Auch wenn der JR nicht immer mit den drei Haupt-Arbeitsgruppen (siehe Kap. 3) operierte, sind die Projekte gemäss dieser Logik gegliedert.

Dieses Kapitel liefert eine Übersicht über alle Projekte, in die der JR seine Energie gesteckt hat.

4.1 Gruppe Information-Bildung

Diese Gruppe hat sich zum Ziel gesetzt, den Jugendlichen politische Informationen näher zu bringen, vor allem in den Schulen, um sie bei der Meinungsbildung zu unterstützen und ihnen den Inhalt der Abstimmungsvorlagen zu erläutern. Zur Erreichung dieses Ziels bedient sich der JR verschiedener Mittel wie der Herausgabe der Abstimmungs-Infos (Broschüren, die die Vorlagen ein-

fach und objektiv erklären, siehe 4.1.1) und der Organisation von Veranstaltungen, die die Jugendlichen auf die Wichtigkeit der Politik aufmerksam machen sollen.

4.1.1 Abstimmungs-Info-Broschüren

2000 übernahm der JR die Aufgabe, die Jungbürger vor eidgenössischen und kantonalen Abstimmungen besser zu informieren. Deshalb beschloss der JR, vor jeder Abstimmung eine Broschüre zu verfassen, welche die jeweilige Vorlage allgemein verständlich erklärt. Er verteilt diese Broschüre anschliessend in den verschiedenen Schulen (Kollegien, Berufs- und Gewerbeschulen etc.), wobei er von den Direktionen mehr oder weniger eifrig unterstützt wird. Die erste Broschüre wurde anlässlich der Abstimmung vom 26. November 2001 herausgegeben.

4.1.2 Podiumsdiskussionen in den Schulen

Neben den Informationsbroschüren, die sich zu einem der wichtigsten Projekte des JR entwickelt hatten, nahm 2005 ein neues Projekt den JR stark in Anspruch: die Organisation von Podiumsdiskussionen in den Schulen. Ziel der Erstauflage war, den Jugendlichen das Abkommen von Schengen/Dublin zu erläutern und ihr Interesse dafür zu wecken. Dabei hatte der JR das Glück, bekannte Politiker und Jungmitglieder von kantonalen Parteien begrüssen zu dürfen.

Nachfolgend die Liste aller Veranstaltungen zur Abstimmung vom 5. Juni über das Abkommen Schengen/Dublin (mit den Namen der Diskussionsteilnehmer):

29. April 2005 – Kollegium des Südens, Bulle (französisch)

Pro: Dominique de Buman (CVP) und Christian Levrat (SP)
Kontra: André Bugnon (SVP) und Jean-Michel Dolivo (SolidaritéS)
Moderator: Samuel Russier (le Temps)

27. April 2005 – Kollegium Heilig Kreuz (deutsch)

Pro: Erwin Jutzet (SP) und Urs Schwaller (CVP)
Kontra: Oskar Freysinger (SVP) und Gerri Müller (die Grünen)
Moderator: Mattias Haymoz (Radio Freiburg)

28. April 2005 (1. Veranstaltung), Kollegium Heilig Kreuz (französisch)

Pro: Jean-Claude Cornu (FDP) und Nicolas Deiss (CVP)
Kontra: Jean-Michel Dolivo (SolidaritéS) und Hans Fehr (SVP)
Moderator: Erik Reumann (La Liberté)

28. April 2005 (2. Veranstaltung), Kollegium Heilig Kreuz (französisch)

Pro: Alain Berset (SP)
Kontra: Martin Boekoudt (SolidaritéS)
Moderator: Xavier Pilloud (Radio Fribourg)

29. April 2005, Kollegium Gambach (französisch)

Pro: Alexandre Grandjean (SP) und Peter Wüthrich (FDP)
Kontra: Hans Fehr (SVP) und Gerri Müller (die Grünen)
Moderator: Erik Reumann (La Liberté)

29. April 2005, Kollegium Gambach (deutsch)

Pro: Alexandre Grandjean (SP) und Peter Wüthrich (FDP)
Kontra: Gerri Müller (die Grünen)
Moderator: Matthias Haymoz (Radio Freiburg)

11. Mai 2005, Gewerbeschule (französisch)

Pro: Yann Grandjean (Jung-FDP)
Kontra: Albert Leimgruber (Jung-SVP)
Moderator: Gérard Tinguely (La Liberté)

18. Mai 2005, Kollegium St. Michael (französisch)

Pro: Dominique de Buman (CVP) und Yann Grandjean (Jung-FDP)
Kontra: Jean-François Rime (SVP) und Benoît Pesse (Jung-SVP)
Moderator: Gérard Tinguely (La Liberté)

19. Mai 2005, Kollegium St. Michael (deutsch)

Pro: Peter Wüthrich (FDP)
Kontra: Hans Fehr (SVP)
Moderator: Marc-David Henninger (JR)

20. Mai 2005, Kantonale Diplommittelschule (französisch)

Pro: Alexandre Grandjean (SP)
Kontra: Benoît Pesse (Jung-SVP)
Moderatorin: Laura Gavillet (JR)

Auf Wunsch gewisser Personen hat der JR auch zwei Podiumsdiskussionen zur Erweiterung des Personenverkehrs organisiert. Allerdings hat er diese Diskussionen nicht mehr an allen Schulen angeboten, da dies mit einem enormen Arbeitsaufwand verbunden ist und ihm zu jenem Zeitpunkt nicht die notwendigen Arbeitskräfte zur Verfügung standen.

16. September 2005, GIBS, Freiburg (französisch)

Pro: Yann Grandjean (JFDP) und Nicolas Buntschu (JSP)
Kontra: Guy Zurkinden (Gewerkschaftsbund) und Benoît Pesse (JSVP)
Moderatorin: Caroline Michoud (JR)

19. September 2005, Kollegium Heilig Kreuz, Freiburg (französisch)

Pro: Yann Grandjean (JFDP)
Kontra: Kevin Grangier (SVP)
Moderatorin: Laura Gavillet (JR)

4.1.3 Öffentliche Diskussion

Nach dem Erfolg der Podiumsdiskussionen in den Schulen wollte der JR sein Tätigkeitsfeld erweitern und mit einer öffentlichen Diskussion „das Terrain sondieren“. Dabei steckte man sich folgende Ziele:

- Den JR für das Publikum „sichtbarer“ machen
- Den JR ins Gespräch bringen

- Sich in der Organisation öffentlicher Diskussionen versuchen
- Ein junges Publikum ansprechen

Um diese Ziele zu erreichen, hat der JR die folgenden Massnahmen getroffen:

- Er hat als Diskussionsteilnehmer bekannte Politiker(innen) eingeladen (siehe Abbildung 3: Plakat für die öffentliche Diskussion vom 20. September 2005) und den lokalen Medien eine Pressemitteilung zugeschickt.
- Er hat Inserate in den Zeitungen „La Liberté“ und „La Gruyère“ veröffentlicht.
- Er hat in den Städten Freiburg, Marly und Bulle rund 30 Plakate aufgehängt.
- Er hat 2000 Flugblätter (Schwarzweiss-Version des Plakats) verteilt.
- Er hat das persönliche Netz der Mitglieder zur Verbreitung der Information benutzt (insbesondere massiver E-Mail-Versand).

Am 20. September 2005 fanden sich schliesslich gut 40 Personen in der Aula des Kollegiums St. Michael ein. Das Publikum bestand mehrheitlich aus Befürwortern, was zu gezielten Fragen sowie erwarteten und wenig spontanen Reaktionen führte. Lediglich etwa zehn Jugendliche waren anwesend.



Abbildung 3: Plakat für die öffentliche Diskussion vom 20. September 2005

4.2 Gruppe Technik

Die Hauptaufgabe der Gruppe Technik besteht in der Betreuung der Projekte im Zusammenhang mit dem Internet, der Informatik und den Informationstechnologien.

4.2.1 Das Internetportal hi-guide

Im Mai 2000 beschloss der JR die Herausgabe einer Broschüre, in der man Informationen zu den Themen Ausbildung und Vereinsleben nachschlagen kann. Zwei Jahre später wird aus der Broschüre HiGuide die Website www.hi-guide.ch: „Eine Website für junge Leuten von jungen Leuten!“ Diese Site enthält eine Vielzahl von Auskünften, so z.B. Adressen und nützliche Informationen für Unterstützungsgesuche, Ausbildungsdarlehen oder Stipendien. Sie ist auch die erste Site, welche Preisvergleiche zwischen den Fahrschulen des Kantons anstellt. Seither wurde die Site stetig weiterentwickelt, dank des unermüdlichen Einsatzes der Mitglieder der Gruppe Technik, denen dieses Projekt sehr ans Herz gewachsen ist.

Heute ist hi-guide um einige Rubriken reicher: „Orientierung“, „Sommerjobs“, „Logia“, „Freizeit“ usw. Aus der Hilfestellung zur Erlangung eines Stipendiums für die Jugendlichen ist inzwischen ein Führer für zahlreiche praktische Aspekte ihres Lebens geworden.

4.2.2 Die Website jrfr.ch

Die Site www.jrfr.ch ist eher „traditionell“. Sie präsentiert die gegenwärtigen und ehemaligen Aktivitäten des JR, seine Mitglieder und seine Funktionsweise. Diese Site soll nicht hoch entwickelt sein, sondern vielmehr nüchtern und wirkungsvoll.

4.2.3 Interne „technische“ Verwaltung

Die Gruppe hat auch die Aufgabe, alle E-Mail-Adressen der Mitglieder zu verwalten. Die „informatikgestützte“ Verwaltung einer Gesellschaft oder Gruppe ist in unserer Zeit sehr wichtig.

4.2.4 JR-Broschüren

2001 und 2005 hat der JR eine Broschüre herausgegeben, in der er sich vorstellt. Diese Broschüre ist Teil des JR-Marketings. Deshalb wurde eine relativ grosse Arbeitsgruppe für ihre Herstellung eingesetzt.

4.3 Gruppe Politik

Da der JR die Jugendlichen bei den kantonalen Behörden vertritt, darf man ihn auch als das Konsultationsorgan in Jugendfragen bezeichnen. So wurde eine Gruppe „Politik“ geschaffen, die für die Vernehmlassungen und andere Fragen der Jugendpolitik zuständig ist.

4.3.1 Berichte und Vernehmlassungen (Postulat)

Im Rahmen von Vernehmlassungen hat sich der JR zu Themen geäußert wie fri-tic (Informatik in der Schule) und Politik der Zweisprachigkeit in der Schule (nationale Vernehmlassung zur Sprachenfrage). Der JR hat ebenso am Vorentwurf zum Jugendgesetz mitgearbeitet. Er gehörte dabei

zur zuständigen Kommission und hat im Rahmen der Vernehmlassung zu diesem Vorentwurf Stellung genommen. Zuletzt äusserte sich der JR zum Projekt HarmoS, das von der EKSD in die Vernehmlassung gegeben worden war und bei dem es um die Harmonisierung der kantonalen Schulsysteme geht.

Er hat ausserdem einen Bericht über die Lehraufsichtskommissionen verfasst und bei dieser Gelegenheit einige Verbesserungen zu ihrer Funktionsweise und ihren Aufgaben vorgeschlagen. Der JR ist auch anlässlich des „time-outs“ der Lehrpersonen im Jahre 2003 in Erscheinung getreten, indem er beim Lehrerverein VFM erreichen konnte, dass die Schüler am besagten Tag beschäftigt wurden. Der JR pflegte auch Kontakte mit den Älteren, konkret mit der Freiburgischen Rentnervereinigung, und zwar mit dem Ziel, eine generationenübergreifende Kommission zu bilden.

4.3.2 Stellungnahmen

Liste aller Stellungnahmen des JR seit seiner Gründung:

- [2002] Verfassung: Stimmrecht für Ausländer / Konsultativorgane und Motionsrecht
- [2002] JA zur UNO
- [2003] Entwurf der neuen Verfassung
- [2004] Neue Verfassung: „NEIN, aber...“
- [2005] Ja zu Schengen/Dublin

4.3.3 Repräsentationspflichten

Die Gruppe Politik hat auch Repräsentationspflichten wahrgenommen, namentlich im Rahmen der Treffen mit den verschiedenen Staatsräten, die sich mit Erziehungs- und Jugendfragen zu beschäftigen hatten, aber auch im Rahmen des Erziehungsrats oder der „Etats généraux de l'éducation“.

Die neue Kantonsverfassung zog sich wie ein roter Faden durch die politische Tätigkeit des JR. Der Rat antwortete zuerst auf die Ideenhefte. Seine Mitglieder unterstützten dann, auf eine Entschädigung verzichtend, eine Verfassungsratsliste im Wahlkreis Saane-Land, auf der ausschliesslich Jugendliche figurierten. Nach der Wahl beteiligte sich der JR an den Arbeiten der Gruppe „Jugendkontakt“, die alle Verfassungsräte unter 30 Jahren vereinigte. Anschliessend gehörte er zur Gruppe „Erziehung und Bildung“; dieser Gruppe schlossen sich Gewählte und andere Bürger an, die sich von diesen Fragen angesprochen fühlten. Schliesslich hatte er Gelegenheit, der Kommission 5 „Parlament und Regierung (einschliesslich Verwaltung)“ seine Ansicht zum Thema „Der Platz des JR in der neuen Verfassung“ kundzutun. Der JR nahm am Wettbewerb zur Präambel der kantonalen Charta teil, wobei er einen Preis gewann. Selbstverständlich beteiligte er sich an der Vernehmlassung des Vorentwurfs und nahm Stellung zur Volkskampagne zuungunsten des Projekts.

Der JR äusserte sich auch zu anderen Abstimmungsvorlagen. So unterstützte er etwa die Bilateralen I und II sowie den UNO-Beitritt der Schweiz.

4.4 Bilanz der Aktivitäten

In der Folge wird versucht, alle wichtigen Etappen in den Aktivitäten des JR nachzuzeichnen. Der JR präsentiert hier eine entsprechende Bilanz, aufgeteilt nach Gruppen und einigen Verbesserungsvorschlägen.

4.4.1 Gruppe Information-Bildung

Die Aktivitäten dieser Gruppe bieten dem JR die beste Gelegenheit, den direkten Kontakt mit den Jugendlichen zu pflegen. Der Erfolg der Info-Broschüren zu den Abstimmungen erlaubte dem JR, den Versuch zu wagen, in den Schulen Podiumsdiskussionen zu organisieren, die ebenfalls ein voller Erfolg wurden (siehe 4.4.2). Der JR wird folglich in dieser Richtung weiterarbeiten, unter Einbezug der bisherigen Erfahrungen.

Wie unter 4.4.3 im Detail vermerkt, weist die öffentliche Diskussion eine etwas durchgezogene Bilanz auf, weshalb dieser Versuch in naher Zukunft nicht wiederholt werden wird.

4.4.2 Podiumsdiskussionen in der Schule

Kurze Zusammenstellung der Folgerungen der Arbeitsgruppe:

Positive Punkte

- Diese Art von Diskussionen spricht alle Schüler an, sogar jene, die sich nicht besonders für Politik interessieren.
- Der JR hatte das Glück, auf kompetente, bekannte und medienwirksame Diskussionsteilnehmer zählen zu können.
- Die Direktoren und Schulverantwortlichen haben den JR gut unterstützt. Nach den Veranstaltungen haben sie ihn beglückwünscht und zur Organisation weiterer Podiumsdiskussionen ermuntert.
- Gemäss den Informationen, die der JR erhielt, haben Schüler und Lehrer die Diskussionen geschätzt.
- Zahlreiche Diskussionsteilnehmer haben dem JR zur Organisation gratuliert und denken, dass eine Fortsetzung notwendig ist.
- Der JR hat wertvolle Erfahrungen gesammelt, speziell durch die Kontakte mit den verschiedenen Schulen und Diskussionsteilnehmern. Dies ist für den JR sehr positiv, handelt es sich doch um Erfahrungen für die nächsten Podiumsdiskussionen.

Negative Punkte

- Der JR bedauert, dass keine einzige Frau an den Podiumsdiskussionen teilgenommen hat.
- Diese Art von Diskussionen erfordert viel Vorarbeit. Da die Gruppe Information nur aus drei Mitgliedern besteht, ist es dem JR nicht möglich, zu jeder Abstimmung Podiumsdiskussionen zu organisieren.
- Leider haben im Anschluss an die Podiumsdiskussionen zu wenige Jugendliche Interesse an einer Mitgliedschaft im JR bekundet.

4.4.3 Öffentliche Diskussion

Einige Zahlen zum Vergleich zweier Veranstaltungen (Podiumsdiskussion Heilig Kreuz, 28. April 2005 – Öffentliche Diskussion St. Michael, 20. September 2005):

	Podiumsdiskussion	Öffentliche Diskussion
Gesamtkosten	50 Franken	700 Franken
Zuhörerzahl	ca. 100 Schüler	ca. 40 Personen

Abgesehen davon, dass die öffentliche Diskussion eine Organisation viel grösseren Ausmasses verlangt, ist der Vergleich der beiden Diskussionstypen sehr aufschlussreich: Mit einer öffentlichen Diskussion erreicht der JR nur einen sehr kleinen Teil des Publikums, wobei die Kosten mehr als das Zehnfache betragen. Bei einer öffentlichen Diskussion sind viele Personen Anhänger eines Lagers und wollen lediglich ihrer Meinung Nachdruck verleihen.

Positive Punkte

- Der JR wurde bekannter und vermehrt wahrgenommen
- Kontakte mit renommierten Diskussionsteilnehmern
- Sehr wertvolle Erfahrung für die Organisatoren

Negative Punkte

- Hohe Kosten, für ein Ergebnis, das nicht den Erwartungen entsprach
- Wenige Leute wurden wirklich informiert
- Die Zuhörer hatten sich ihre Meinung bereits gebildet und deshalb gezielte Fragen gestellt
- Wenn man das Publikum ansprechen will, braucht man „Aushängeschilder“
- Schwerfällige Organisation

4.4.4 Gruppe Technik

Diese Gruppe galt immer als die den Jugendlichen am nächsten stehende. Ihre sehr praktischen Aktivitäten (Internetsite, Verfassen von Artikeln etc.) machen sie sehr zugänglich für alle Jugendlichen, die dem JR beitreten wollen. Die Mitglieder der Gruppe Technik brauchen keine spezifischen Kenntnisse oder Fähigkeiten in einem bestimmten Bereich.

Die Aktivitäten der Gruppe Technik sind sehr vielfältig, z.B.:

- Festlegen des Inhalts einer Website, hi-guide.ch, Rubrik um Rubrik
- Unterhalt / regelmässige Kontakte mit einer Firma, welche die Site eingerichtet hat
- Schreiben / Journalismus
- Sponsorensuche
- Reklame / Marketing / Medienkontakte
- Treffen mit Wirtschaftspartnern
- Graphisches / Herstellung von Plakaten
- Ausbildung mit unterschiedlichen technischen Werkzeugen
- Aktualisierung der Site jrfr.ch
- Zusammenarbeit mit den anderen Gruppen
- Zusammenarbeit mit externem Personal (Übersetzung, Hilfe beim Verfassen von Briefen, ...)
- Kontakte mit den öffentlichen Instanzen (Staatsrat, Gemeinden, ...)
- Und viele andere Aktivitäten, in denen die Fähigkeiten der Mitglieder zum Tragen kommen, beispielsweise die Sprachkenntnisse

All diese Aufgaben bereichern die Mitglieder der Gruppe um eine sehr gute und sehr vielseitige Erfahrung, und das erst noch in einer sehr anregenden Atmosphäre.

4.4.5 Gruppe Politik

Sie bedauert, die Verbindung zwischen den Jugendlichen und der Welt der Politik nicht besser hergestellt zu haben. Ein Projekt, vorläufig „Youth Forum“ genannt, sollte in Form von unverbindlichen Treffen zwischen Jugendlichen und gewählten Vertretern zu einem regelmässigen Gedankenaustausch führen. Bis heute haben die personellen Möglichkeiten des JR die Realisierung dieses Projekts nicht gestattet.

Andererseits hat die Gruppe Politik dem JR immer wieder die Tür zur „Welt der Politik“ geöffnet. Allmählich gewinnt der JR eine gewisse Bekanntheit in der Freiburger Politlandschaft. Aber auch als dies noch nicht der Fall war, hat sich der JR bei Konsultationen wie etwa jener im Zusammenhang mit dieser Bilanz immer wieder geschickt aus der Affäre gezogen.

4.4.6 Allgemeine Bilanz zu den Stellungnahmen

Jede Stellungnahme, über die die lokalen Medien Bericht erstatten, macht den JR bekannter. Es scheint uns aber auch wichtig, dass sich der JR als „Repräsentativorgan“ der Jugendlichen für Ideen und Projekte einsetzt, die ihm wichtig sind.

Jedes Thema, das sich für eine Stellungnahme anbietet, wird im Ratsplenum diskutiert. Dort wird auch für oder gegen ein Engagement des JR entschieden. Eine Stellungnahme erfolgt also nicht zwingend. Der JR stellt fest, dass jedes Mal eine Grundsatzdiskussion in Gang kommt: Soll der JR Stellung beziehen? Wenn ja, wann? Diese Frage wird in Abschnitt 6.4 aufgegriffen.

Trotz alledem hat der JR bei jeder Stellungnahme eine lohnende Erfahrung gemacht.

5 DIE FINANZEN

5.1 Budgetübersicht

Zur Deckung seiner Unkosten wurde dem JR bei seiner Gründung ein Beitrag von 10 000 Fr. zugesprochen. Damit sollten die Mitglieder entschädigt und gewisse Aktivitäten des Rats unterstützt werden. Sehr bald verzichtete der JR zugunsten einer breiten Palette von Projekten auf seine Entschädigungen (siehe Kapitel 4). Diese Situation hielt bis zum Ende des Jahres 2003 an.

Im Jahre 2004 wurde das Budget des JR um 10 000 Fr. erhöht, zur Deckung der Unkosten bei der Herausgabe der Abstimmungs-Informationen (siehe 4.1.1).

Bis zum Zeitpunkt der Erstellung dieser Bilanz hat sich die Finanzordnung des JR nicht verändert. Der Grossteil des Budgets wird für seine Projekte wie z.B. die Informationsbroschüren vor den Abstimmungen oder die Site www.hi-guide.ch eingesetzt. Der Restbetrag dient im Rahmen der Möglichkeiten (gemäss Gründungsbeschluss) der Auszahlung von Entschädigungen an die Mitglieder.

5.2 Hi-guide, spezielle Situation

Da sich das Projekt hi-guide etwas von den übrigen Projekten des JR unterscheidet, erhielt es einen zusätzlichen Auftrag, nämlich die Beschaffung finanzieller Mittel, um das Globalbudget des Rats nicht zu belasten. Deshalb erscheinen auf der Internetseite und auf Plakaten gewisse Logos von Firmen, die das Projekt finanziell oder technisch unterstützt haben. Dieses Sponsoring ist natürlich klar geregelt, denn im Internetportal hi-guide soll keine Dienstleistung gegenüber einer andern bevorzugt werden. Hi-guide ist eine sachliche Site, die verschiedene Informationen präsentiert, ohne der

einen oder andern mehr Gewicht zu verleihen, nur weil sie vielleicht von der entsprechenden Firma in irgendeiner Form stärker unterstützt wurde.

6 ALLGEMEINE PROBLEME DES JR

6.1 Beschränkte Kräfte seiner Mitglieder

Obwohl der JR aus Jugendlichen besteht, die einen beträchtlichen Teil ihrer „freien“ Zeit opfern wollen, haben auch diese Jugendlichen nicht unbeschränkt viel Zeit und Kraft. Es ist völlig normal, dass Beruf oder Studium höhere Priorität geniessen. Diese Tatsachen erklären, warum gewisse JR-Projekte nur „punktuell“ funktionieren. Dies lässt sich bei den „durchgehenden“ Projekten wie der Site www.hi-guide.ch feststellen. Examen, Prüfungszeiten, Sprachaufenthalte und intensive berufliche Phasen sind Gründe dafür, dass die Projekte gelegentlich während Wochen oder gar Monaten nicht vorankommen.

6.2 Mangelnde Präsenz

Seit der JR besteht, hat er immer wieder folgende Erfahrungen gemacht:

- Der JR ist unter den Jugendlichen (die er vertreten sollte) zu wenig bekannt.
- Auch bei Schulverantwortlichen und Lehrpersonen ist er nicht genügend bekannt.
- Der JR stellt zu wenig Verbindungen mit den politischen Gremien her (Grosser Rat, Parteien)
- Er pflegt nur ungenügende Beziehungen zu den Medien

Seit der Podiumsdiskussionskampagne in den Schulen (siehe 4.1.2) lässt sich jedoch eine Verbesserung feststellen. Aber diese reicht nicht aus, und so wird der JR weiterhin Projekten wie Abstimmungsinformationen, Podiumsdiskussionen in den Schulen oder die Informationssite www.hi-guide.ch Priorität einräumen. Je mehr vom JR gesprochen wird, desto grösser wird sein Bekanntheitsgrad bei den Jugendlichen.

6.3 Fehlende Legitimation des JR und seiner Mitglieder

Das Problem der Legitimation des JR muss klar getrennt werden von jenem der Legitimation seiner Mitglieder. Dem JR fehlt es an Legitimation, weil er den Jugendlichen (die er vertreten sollte) und den Schulverantwortlichen wenig bekannt ist. Es gibt keinen „JR- Reflex“ in den Verwaltungen. Zu oft muss man Personen, die eigentlich Bescheid wissen müssten, über den JR, seine Ziele und Organisation aufklären. Ausserdem stellt er auch ein Bedürfnis nach Parallel- oder Konkurrenzstrukturen zum JR fest (Bericht über das Vorprojekt zum Jugendgesetz, Regionalplanungsverband Broye (COREB)).

6.4 Zweifel bei den Stellungnahmen

Um diese zu erläutern, wird das Beispiel vom Juni 2005 herangezogen, wo sich der JR zugunsten der Bilateralen Abkommen Schengen/Dublin ausgesprochen hat. Für diese Stellungnahme hat sich der JR in einem überparteilichen Komitee, bestehend aus JFDP, JCVP, Junge Grüne, JSP und der Freiburger Sektion von YES, engagiert. Diese Stellungnahme hat eine heftige Debatte ausgelöst: Soll der JR als Organisator „neutraler“ Projekte Stellung beziehen oder nicht? In der Vergangenheit hatte der JR mehrmals Stellung bezogen. Dennoch stellte er eine gewisse Inkonsequenz fest: Einer-

seits ist der JR bei seinen Aktivitäten wie der Redaktion von Informationsbroschüren vor den Abstimmungen oder der Organisation von Podiumsdiskussionen in den Schulen der Neutralität verpflichtet. Eines seiner Hauptanliegen besteht darin, die Jugendlichen über die Abstimmungsvorlagen zu informieren. Dieses Ziel ruft notgedrungen nach Neutralität. Andererseits vertritt er die Jugend, für deren Meinung er sich gegenüber den Politikern und Erwachsenen einzusetzen hat. Stellungnahmen, ja oder nein? Die Frage bleibt offen.

Momentan entscheidet der JR im Plenum bei jeder einzelnen Abstimmung, ob er eine Stellungnahme abgibt oder nicht. Er möchte diese Situation jedoch eines Tages klären können, wenn nötig mit Unterstützung des Staatsrats oder seiner Direktion.

7 ZIELE DES JR

7.1 Rekrutierung

Die Rekrutierung ist natürlich eine der Hauptsorgen des JR. Die oben erwähnten Probleme bezüglich des kurzen Aufenthalts der Mitglieder im Rat zwingen ihn, die Erneuerung der Arbeitskräfte stets im Auge zu behalten. Der JR hat sich zum Ziel gesetzt, seine Mitgliederzahl zu erhöhen. Er will auf 12 Aktivmitglieder zählen können, die von sogenannten „Partnermitgliedern“ verstärkt würden. Seine Rekrutierungsstrategie wird also von zwei verschiedenen Aufgaben bestimmt sein:

- die Nachfolge von austretenden Mitgliedern gewährleisten
- die Suche nach Partnermitgliedern für ganz bestimmte Aufgaben intensivieren:
 - kompetente Personen in einem Bereich wie Informationstechnologie (für die Leitung unserer Informationsprojekte) oder Schreibtalente für das Verfassen von Artikeln
 - Personen, die ihre Dienste nur sehr kurzfristig anbieten können

Der JR steht jedoch gegenwärtig mit der EDKS in Kontakt, um eine andere Rekrutierungsstrategie zu entwickeln mit dem Ziel, den JR von dieser Aufgabe zu entlasten.

7.2 Neue Ideen und Festigung der alten

7.2.1 Informationsaustausch mit anderen Jugendparlamenten

Der JR ist sich dessen bewusst, dass auch in anderen Kantonen Jugendparlamente existieren. Einige pflegen mehr Aktivitäten als der JR, andere haben ein zehnfach grösseres Budget, wieder andere bieten sehr attraktive Projekte für die Jugendlichen an („Jugendkarten“) etc.

Man darf jedoch nicht vergessen, dass die Projekte des Freiburger JR den eben erwähnten in nichts nachstehen. Auch der Freiburger JR hat mit den Parlamenten der andern Kantone viel auszutauschen. Deshalb plant er fürs nächste Jahr ein Treffen mit dem Jugendparlament eines andern Kantons.

7.2.2 Abstimmungsinformationen im Internet

Das Interesse der Jugendlichen an Abstimmungen und anderen politischen Themen war in den Diskussionen des JR immer präsent. Von Anfang an waren die Informationsbroschüren zu den Abstimmungen als „einfaches“ Informationsmittel für sämtliche Jugendlichen gedacht. In diesem Sinne hat der JR diese Broschüren noch wirkungsvoller eingesetzt, indem er sie zu jeder Abstimmung im Internet veröffentlicht hat. Er wird auch eine E-Mail-Verteilerliste erstellen und so in Rekordzeit alle Jugendlichen informieren können.

7.2.3 Öffentliche Vorstellung des Tätigkeitsberichts

Der JR ist sich dessen bewusst, dass es wichtig ist, dass er „wahrgenommen“ wird. Deshalb plant er, seine Tätigkeitsberichte in naher Zukunft öffentlich vorzustellen. Alle Jugendlichen sowie Offizielle wären zu dieser Veranstaltung eingeladen und könnten sich damit ein Bild über die Situation des JR machen. Vielleicht wäre es möglich, die grossen Säle der Schulen im Turnus zu benützen. Dadurch würde der JR seinen Bekanntheitsgrad steigern und seine Präsenz in den Schulen verstärken.

7.2.4 Podiumsdiskussionen in den Schulen

Nach dem überwältigenden Erfolg im letzten Jahr wird der JR in den Schulen weiterhin Podiumsdiskussionen zu den meisten eidgenössischen Abstimmungen organisieren. Diese Veranstaltungen sind eine einmalige Chance für die Schulen wie auch für den JR, um das Interesse der Jugendlichen an Abstimmungen zu wecken.

7.2.5 Vorschlag: Treffen mit dem Staatsrat

Einleitung

Der JR sollte die Jugendlichen bei den kantonalen Behörden vertreten. Die Kontakte des JR mit dem Staatsrat beschränken sich allerdings auf ein paar kurze Unterredungen mit dem Vorsteher der ILFD. Obwohl ein Treffen aller Freiburger Jugendlichen mit dem Staatsrat selbstverständlich nicht möglich ist, müsste der JR doch zumindest die Persönlichkeiten kennen, bei denen er die Jugend zu vertreten hat, um seiner Rolle gerecht werden zu können.

Vorschlag

Zur Verbesserung dieser Situation schlägt der JR ein jährliches Treffen Staatsrat – Jugendrat vor, das den Mitgliedern dieser beiden Räte die Möglichkeit böte, Ideen und Perspektiven auszutauschen. Das würde die Kommunikation zwischen der Kantonsregierung und den Jugendlichen verbessern und gegebenenfalls eine punktuelle Zusammenarbeit erlauben. Wenn ein solches Treffen zudem in den Medien erwähnt würde, könnte sich der JR dadurch bei jenen bekannt machen, für die seine Präsentationen nicht zugänglich sind, etwa weil sie schon im Erwerbsleben stehen. Die Arbeitswelt ist für den JR nur schwer erreichbar. Der Auftritt in den Medien käme auch dem Staatsrat zugute, denn das vorgeschlagene Treffen würde der Bevölkerung, speziell der jugendlichen, zeigen, dass ihr die Politik näher steht, als allgemein angenommen wird.

Organisation

Der JR könnte die Organisation dieses Treffens ohne weiteres übernehmen. Im Idealfall stellt er sich einen zweiteiligen Abend vor: Im ersten Teil fände eine Diskussion zwischen den beiden Räten statt, wobei jeder Rat seine Erwartungen gegenüber dem andern äussern könnte. Der zweite Teil bestünde dann aus einem Nachtessen, bei dem eher ungezwungene Gespräche geführt würden, mehr zwischen Menschen als zwischen Ratsmitgliedern.

Folgerung

Auch wenn das oben beschriebene Treffen schwer zu organisieren scheint, würde es sicher mit sich bringen, dass sich die Vertreter des Kantons und jene der Jugend näher kämen, und diese Annäherung wäre bestimmt nur von Gutem.

7.3 Verstärkte Präsenz und intensiverer Kontakt mit den Jugendlichen

Der JR erwägt folgende Massnahmen:

- Organisation von Treffen mit Jugendlichen (Klassentourneen)
- Verteilung von Informationsmaterial nach Schulschluss
- Veröffentlichung von Artikeln in den Zeitungen und Internetsites der Schulen
- Kontaktaufnahme mit den Schulkommissionen (insbesondere, wenn Jugendliche dabei sind) und Elternvereinen
- Organisation von Treffen mit den Schuldirektionen (Anhörungen durch die Rektorenkonferenz)
- Fortsetzung der Projekte, welche die Jugendlichen betreffen
 - Abstimmungsbroschüren
 - Podiumsdiskussionen in den Schulen
 - Internetsite www.hi-guide.ch

7.4 Besserer Auftritt des JR in den Medien und in der Bevölkerung

Geplante Massnahmen:

- Schaffung der Stelle eines Kommunikationsverantwortlichen des JR (diese Stelle war im Jahre 2001 geschaffen worden, wurde aber in Ermangelung von Kadidaten wieder aufgehoben ...)
- Durchführung einer jährlichen Pressekonferenz des JR (z.B. anlässlich der Veröffentlichung des Tätigkeitsberichts)
- Herausgabe eines „Newsletters“ zu Aktuellem im JR (für alle Akteure der Jugendpolitik)
- Fortlaufende Aktualisierung der Internetsite (www.jrfr.ch)
- Verbindung dieser Site mit www.fr.ch

8 DER JR: EINE CHANCE FÜR JEDERMANN**8.1 Mitglieder**

Man kann sagen, dass der JR eine echte Chance für seine Mitglieder ist. Wer neu in den JR kommt, kann viel von den Erfahrungen der Dienstälteren profitieren. Gefördert werden Fähigkeiten wie Arbeit in der Gruppe, Verfassen von Texten (Rubriken der Site [hi-guide](http://hi-guide.ch), Abstimmungsbroschüren, Briefe), Einhalten von Terminen und manch andere. Überdies ist der JR wie jeder Verein hierarchisch organisiert. Dadurch lernen die jungen Mitglieder die Funktionsweise eines solchen Vereins kennen und merken auch, an wen man sich bei allfälligen Problemen wenden kann.

8.2 Aktivitäten

Die Jugendlichen sind heutzutage oft enttäuscht und entmutigt, weil sie keine Möglichkeit sehen, Dinge in der Gesellschaft zu ändern oder voranzutreiben, die ihrer Meinung nach anders laufen müssten. Eine Mitgliedschaft im JR ist wahrscheinlich die beste und direkteste Möglichkeit, um genau diese Dinge zu bewegen. Er genießt die Unterstützung der Freiburger Regierung und die Glaubwürdigkeit, die damit einhergeht, und verfügt über ein Budget für seine interessanten Projekte. Zudem werden ihm Versammlungslokale zur Verfügung gestellt. Zusammengefasst lässt sich sagen, dass man dem JR alle notwendigen Mittel bereitstellt, damit er interessante Projekte unter besten Bedingungen realisieren kann.

8.3 Bedeutung

Wie weiter oben betont, genießt der JR durch seine Verbindung mit der Freiburger Regierung eine gewisse Glaubwürdigkeit, die ihm fast alle Türen des Kantons öffnet. Der JR kann mit sämtlichen Jugendlichen des Kantons in Kontakt treten. Wenn er in einer Schule eine Podiumsdiskussion ankündigt, wird er von der Direktion freudig empfangen. Bittet er eine bedeutende Unternehmung um Hilfe, findet er Gehör und oft auch Unterstützung oder Mitarbeit. Letzthin entstand z.B. eine Zusammenarbeit zwischen der Gruppe Technik des JR und der Vivisbacher Zeitung „Le Messenger“. Diese Zusammenarbeit führte dazu, dass ein JR-Mitglied im „Le Messenger“ seine Texte veröffentlichen konnte. Eine solche Gelegenheit bietet sich wahrscheinlich nicht jeder Vereinigung freiburgischer Jugendlicher.

Neben seiner Glaubwürdigkeit ist die Neutralität ein wichtiger Trumpf des JR. Es ist z.B. undenkbar, dass eine beliebige politische Partei in einer Schule eine Podiumsdiskussion organisieren dürfte. Das hätte auch gar keinen Sinn, wenn man das Ziel solcher Diskussionen bedenkt: Die jugendlichen Zuhörer sollen sich selbst eine Meinung bilden, je nachdem, welche Diskussionsteilnehmer sie mit ihren Argumenten stärker überzeugt haben.

Diese beiden Faktoren verleihen dem JR seine Bedeutung auf kantonaler Ebene. Dennoch muss festgehalten werden, dass der JR diese Chance nur ungenügend nutzen kann, vielleicht aus Mangel an Mitgliedern aus gewissen Gruppen von Jugendlichen. Man könnte in Betracht ziehen, eine kantonale Informationskampagne zu lancieren, um den Jugendlichen die Existenz des JR in Erinnerung zu rufen und diesem zu jener Legitimität zu verhelfen, an der es ihm so sehr mangelt.

8.4 Erfahrungen

Jede Aktivität des JR ist eine Erfahrung, die einen Beitrag zu seiner Geschichte liefert. All diese Aktivitäten lösen auch Reaktionen aus, positive wie negative. Der JR stellt eine Art Gradmesser der heutigen Jugend dar. Wenn er in den Schulen Podiumsdiskussionen organisiert und diese beim Publikum gut ankommen, weist das darauf hin, dass sich die Jugend für diese Veranstaltungen interessiert. Natürlich trifft auch das Gegenteil zu. Da die Mitglieder des JR selbst allesamt zu dieser Jugend gehören, können sie sich ihrer Misserfolge rasch bewusst werden und die nötigen Lehren ziehen, um die Erwartungen ihrer Altersgenossen noch besser erfüllen zu können.

Da der JR in der Freiburger Jugend noch zu wenig verankert ist, muss er seine Misserfolge und Fehler meist selbst erkennen. Ideal wäre ein stetiger Austausch mit der ganzen Jugend, damit deren Erwartungen und Fragen besser erkannt würden. Bei den Jugendlichen müsste ein „JR-Reflex“ entstehen, der sie dazu brächte, sich bei entsprechenden Fragen an den JR zu wenden. Auch wenn diese Situation schwer zu bewerkstelligen ist, ist sie realistisch und bleibt Ziel des JR.

9 FOLGERUNG

Am 3. November 2006 wurde der JR 7 Jahre alt. Mit der vorliegenden Bilanz legt er einen Bericht über die Aktivitäten während dieser 7 Jahre vor. Aufgrund der gemachten Überlegungen drängen sich mehrere Feststellungen auf.

Vorerst kann man festhalten, dass der JR und seine Mitglieder immer motiviert und begeistert waren, etwas zu verwirklichen, und zwar in einer Struktur und mit Mitteln, um die sie in manch anderem Kanton beneidet werden.

Was die Mitglieder angeht, hat der JR festgestellt, dass er mehr Aktivmitglieder benötigt, als ursprünglich vorgesehen waren. Zum jetzigen Zeitpunkt möchte er die Zahl der Mitglieder auf etwa 30 erhöhen. Die Zahl der Aktivmitglieder könnte bei 12 belassen werden. Dazu kämen etwa 10 „Partner“-Mitglieder und zusätzliche Hilfspersonen.

Der JR ist erfreut darüber, dass der Staatsrat und die Verantwortlichen der betroffenen Direktionen immer bereit waren, seine Arbeitsbedingungen zu verbessern, falls dies nötig war. Der JR weiss diesen Umstand zu schätzen, dankt den Verantwortlichen und hofft, dass es so weitergeht. Trotzdem sei daran erinnert, dass das Weiterbestehen des JR alles andere als gesichert ist. Er gerät immer dann ernsthaft in Gefahr, wenn viele oder sehr engagierte Mitglieder gleichzeitig den Rat verlassen. Der Einbezug von einer oder zwei vom Staatsrat ernannten Person(en) könnte dem JR eine gewisse „Offizialisierung“ verleihen und ihm auch zu mehr Stabilität verhelfen. Diese Person(en) würde(n) als „Berater“ an gewissen Aktivitäten des JR teilnehmen.

Heute ist der JR eine Organisation, die durch ihre Arbeit in Gruppen verschiedene weiter oben beschriebene Projekte verwirklicht. Diese geniessen momentan eine höhere Priorität als Stellungnahmen und Repräsentationspflichten. Diese Situation wird vom JR zwar nicht angestrebt, seine Strategie wird jedoch von allen Mitgliedern gemeinsam festgelegt und sein wichtigstes Ziel ist es, starke und verbindende Projekte zu haben, die ein Treffpunkt für den JR sind.

In Zukunft muss dem JR noch zu mehr Bekanntheit verholfen, noch stärker in feste und dauerhafte Netzwerke investiert und die Jugend noch besser für die Aktivitäten des JR sensibilisiert werden, so dass der JR zu einem Automatismus werden kann.